



Rapports Nationaux (SOTA)



Dreamy m-Learning

Application mobile d'apprentissage permettant aux femmes de l'artisanat de commencer à travailler à domicile - 2017-1-TR01-KA204-045864

May 2018



Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission Européenne.

Cette publication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qui y figurent.

TABLE DES MATIERES

PRÉSENTATION ET ÉVALUATION DES RAPPORTS DES PAYS - ETAT DES LIEUX	5
Références	9
 RAPPORT NATIONAL - TURQUIE.....	11
Introduction.....	12
1. QUELQUES INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LA TURQUIE.....	13
1.1 Education.....	13
1.2 LA POSITION DE LA FEMME SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL.....	14
1.3 ENVIRONNEMENT ENTREPRENEURIAL	17
2. LÉGISLATION, RÉGLEMENTATIONS ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES EN TURQUIE	19
2.1. PROCÉDURE POUR CELLES QUI VEULENT ÊTRE EXEMPTÉES DE L'IMPÔT SUR LE REVENU	19
2.1.1. ÉTAPES À SUIVRE APRÈS LE CERTIFICAT D'EXEMPTION DE TAXE PROFESSIONNELLE	20
2.1.2 PROCÉDURE À SUIVRE PAR LES FEMMES QUI SOUHAITENT TRAVAILLER SOUS IMPOSITION À DOMICILE.....	21
3. SOUTIEN À LA CRÉATION D'ENTREPRISES PAR DES FEMMES ENTREPRENEURS EN TURQUIE.....	22
3.1 SUPPORTS DU KOSGEB.....	22
3.2 SOUTIEN DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES POLITIQUES SOCIALES DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE	23
3.3 PROGRAMME TURC DE MICROFINANCE GRAMEEN	24
3.4 PRÊTS BANCAIRES POUR LES FEMMES.....	24
4. SITES POPULAIRES EN TURQUIE POUR LES FEMMES QUI VEULENT VENDRE LEURS PRODUITS... 25	25
5. DOCUMENTATION E-COMMERCE FACTURE D'ARCHIVE ÉLECTRONIQUE	25
Conclusion ET ÉVALUATION	26
References	27
 RAPPORT NATIONAL DE POLOGNE	29
1. INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LES FEMMES DÉFAVORISÉES.....	29

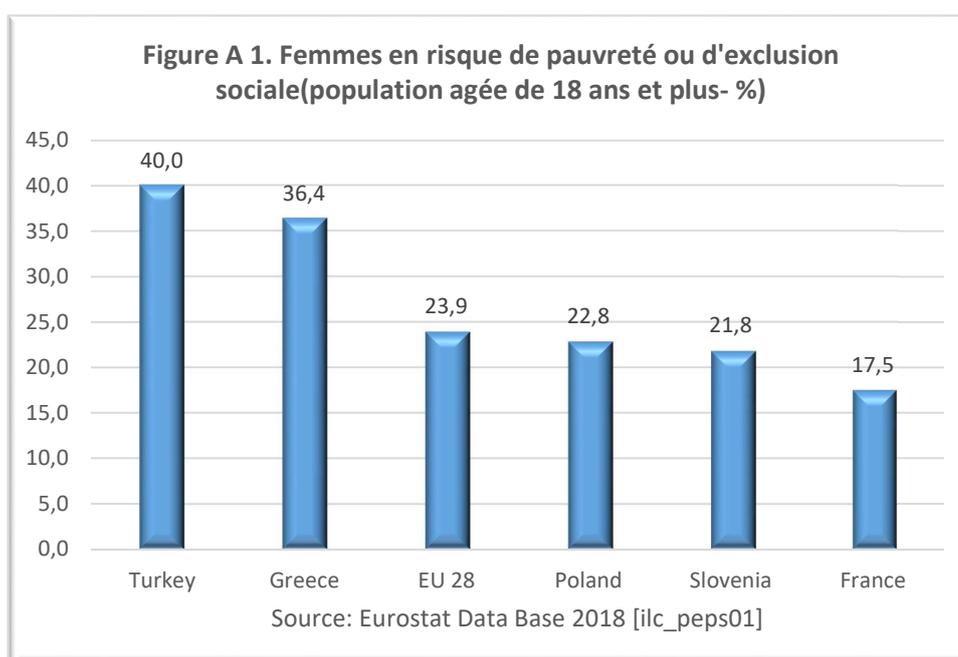
1.1 ÉDUCATION	29
1.2 LA POSITION DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL	30
1.3 ENVIRONNEMENT D'ENTREPRISE.....	31
2. LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES	31
2.1. L'ENREGISTREMENT DE LA SOCIÉTÉ.....	32
2.2 OBLIGATION FISCALE.....	33
2.3 OBTENTION DU NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE	33
2.4 LISTE DES ORGANISMES LOCAUX POUR OBTENIR DES LICENCES ET DES PERMIS.....	33
3. AIDE AU DÉMARRAGE POUR LES FEMMES ENTREPRENEURS	35
4. SITES POPULAIRES POUR LES FEMMES QUI VEULENT VENDRE LEURS PRODUITS - EXEMPLE POLONAIS	36
5. DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE (FACTURE ÉLECTRONIQUE, ASSURANCE, ETC.).....	37
Conclusions.....	37
References	38
RAPPORT NATIONAL – GRECE	41
Introduction.....	41
1. INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LES FEMMES DÉFAVORISÉES	42
1.1 Education.....	42
1.2 LA POSITION DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL	44
2 LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES	45
2.1 L'ENREGISTREMENT DE LA SOCIÉTÉ.....	45
2.2 OBLIGATION FISCALE.....	47
2.3 OBTENTION DU NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE	48
2.4 LICENCES ET PERMIS.....	48
3. AIDE AU DÉMARRAGE POUR LES FEMMES ENTREPRENEURS	48
4. SITES POPULAIRES POUR LES FEMMES QUI VEULENT VENDRE LEURS PRODUITS - EXEMPLE GREC	50
5. DOCUMENTATIONS ÉLECTRONIQUES (FACTURE ÉLECTRONIQUE, ASSURANCE, ETC.)	50

Conclusions	51
RÉFÉRENCES	51
RAPPORT NATIONAL - SLOVENIE	53
Introduction	53
1. informations STATISTIQUES SUR LES FEMMES DEFAVORISEES	53
1.1 Education.....	54
1.2 LA POSITION DE LA FEMME SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL.....	54
2. LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES	55
2.1 COMMENT PEUVENT-ILS ENREGISTRER LEUR NOM COMMERCIAL?.....	56
2.2 EXPLICATIONS POUR LA DETTE FISCALE.....	59
2.3 OÙ PEUVENT-ILS OBTENIR LE NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE?.....	62
2.4 LISTE DES ADRESSES LOCALES POUR OBTENIR DES LICENCES ET DES PERMIS.....	62
3. AIDE AU DÉMARRAGE POUR LES FEMMES ENTREPRENEURS	65
4. SITES POPULAIRES DANS SON PAYS POUR LES FEMMES QUI VEULENT VENDRE LEURS PRODUITS	67
5. FACTURE D'ARCHIVAGE DE L'ASSURANCE ET DE LA DOCUMENTATION	70
CONCLUSION ET ÉVALUATION	71
Références	72
RAPPORT NATIONAL - FRANCE	74
1. INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LES FEMMES DÉFAVORISÉES	74
1.1 ÉDUCATION.....	74
1.2 LA POSITION DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL.....	74
2. LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES	75
2.1 COMMENT PEUVENT-ELLES ENREGISTRER LEUR NOM COMMERCIAL.....	75
2.2 EXPLICATIONS POUR LA DETTE FISCALE.....	76
2.3 LOI SUR LE COMMERCE ÉQUITABLE ET LOI SUR LA GARANTIE DES CONSOMMATEURS - SONT- ELLES APPLIQUÉES AUX VENDEURS À DISTANCE.....	79
2.5 CRÉATION D'UN COMMERCE ÉLECTRONIQUE:.....	81

2.5.1 PRÉPARATION ET ENCADREMENT DU PROJET DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE.....	82
2.5.2 PROCESSUS D'INSCRIPTION.....	83
2.5.3 CRÉER UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE POUR VOTRE ENTREPRISE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE?.....	86
2.5.4 CRÉER UNE SOCIÉTÉ, SARL OU SAS, POUR VOTRE SITE E-COMMERCE?.....	87
3. AIDE AU DÉMARRAGE POUR LES FEMMES ENTREPRENEURS.....	91
4. RÉSUMÉ ET CONCLUSION DES 10 POINTS PRINCIPAUX POUR LA CRÉATION D'UN COMMERCE ÉLECTRONIQUE EN FrancE	92

Le groupe cible du Project Dreamy m-Learning est constitué de femmes peu scolarisées qui fabriquent de l'artisanat à domicile. Ce groupe est dans une position défavorisée et présente un risque d'exclusion sociale. Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, abrégé en AROPE, se référant à la situation des personnes soit en risque de pauvreté, ou matériellement gravement privé ou vivant dans un ménage avec une très faible intensité de travail. Le Taux AROPE représente la part de la population totale menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale. Selon Eurostat (2018) En 2015, 118.7 millions de personnes, ou 23,7 % de la population de l'UE-28 étaient en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (ARPE), la grande majorité d'entre elles sont des personnes peu scolarisées (Eurostat ilc_peps01). La proportion de femmes souffrant de pauvreté ou d'exclusion sociale était de 1,4 point de pourcentage supérieurs à la proportion d'hommes en 2015. 12 millions de femmes de plus que d'hommes vivent dans la pauvreté dans l'UE.

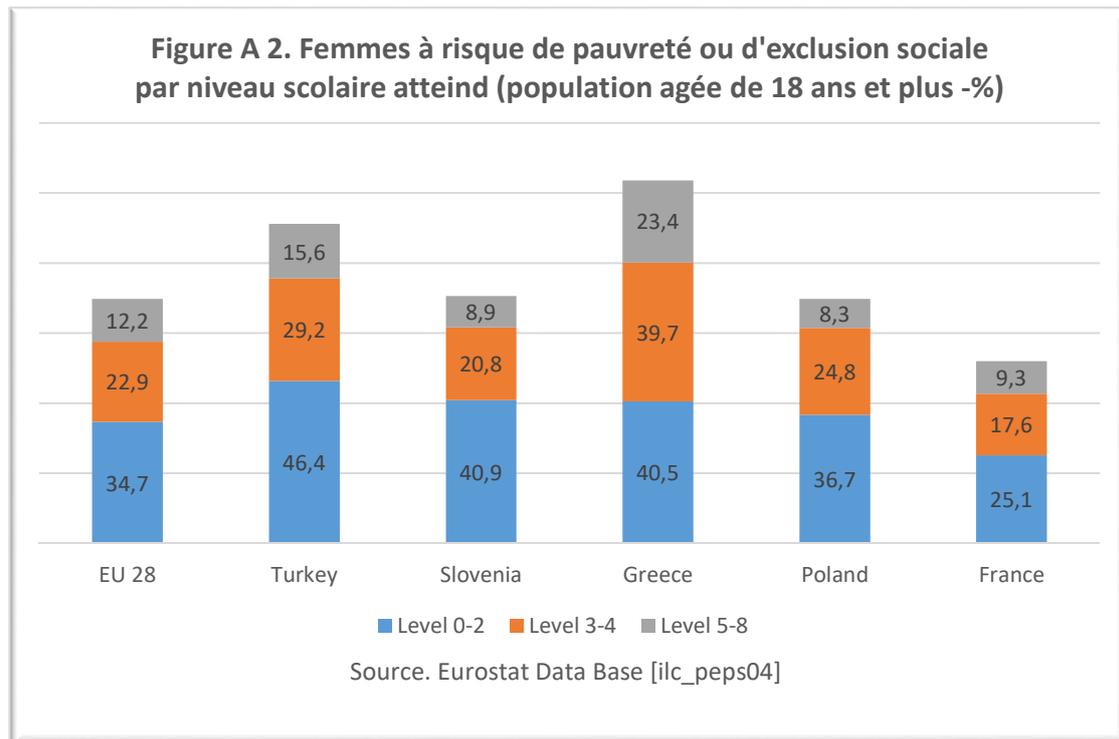
Le graphique A1 montre le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale pour les 28 pays de l'UE et les pays partenaires du projet Dreamy m-Learning. En 2015, plus du tiers des femmes étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale en Turquie (40%) et en Grèce (36,4%). En Pologne et en Slovénie les femmes avait des taux AROPE inférieurs à la Turquie et la Grèce (23,9% et 22,8% respectivement). En revanche, les plus faibles pourcentages de femmes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale ont été enregistrés en France (17,5%). La moyenne de l'UE-28 était de 23.9%.



Selon l'EUROSTAT 2018 dans l'UE 34,7 % d'adultes ayant atteint au plus le premier cycle de l'enseignement secondaire était menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2015. Toutefois, les femmes peu scolarisées sont plus susceptibles que les hommes de vivre dans la pauvreté et l'exclusion sociale, car les obstacles auxquels elles sont confrontées conduisent à leur exclusion de pleine participation à tous les domaines de la vie. Parmi les

autres raisons, le fait que les tâches ménagères et les soins incombent principalement aux femmes, la plupart d'entre elles étant au chômage ou inactives, qu'elles travaillent à très bas salaire, à temps partiel involontaire ou à faible sécurité de l'emploi.

La figure 2 montre les femmes âgées de 18 ans et plus exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, selon le niveau d'éducation atteint, conformément à la Classification internationale type de l'éducation (CITE 2011).



La figure 2 montre le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, par niveau d'instruction, des femmes âgées de 18 ans ou plus en 2015. Les femmes les moins scolarisées (moins de 2 ans d'études de niveau inférieur au primaire, au primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire) présentaient le risque le plus élevé de pauvreté ou d'exclusion sociale. En Turquie (46,4 %), Grèce (40,5 %), Slovénie (40,9%), Pologne (36,7) et la France (25,1%). Pour les 28 pays de l'Union Européenne, ce taux était en moyenne de 34,7%.%

Un grand nombre de ces femmes peu scolarisées, qu'elles soient employées ou non, s'occupent d'artisanat. Bien qu'aujourd'hui, les produits artisanaux deviennent de plus en plus précieux aux yeux du client, la plupart de ces femmes ne sont pas conscientes de la valeur réelle de leurs produits ou de la manière de les utiliser dans une perspective commerciale. Seule une faible proportion de ces femmes a la possibilité de générer un revenu régulier grâce à leurs précieux talents. Ces produits artisanaux, parfois au profit de la famille et parfois pour générer des revenus, sont vendus aux voisins, aux clients locaux principalement dans les bazars locaux. Elles ont donc déjà des compétences qui sont inutilisées ou sous-utilisées économiquement et rationnellement. Leurs conditions actuelles peuvent être améliorées

grâce à un vaste programme qui les guidera tout au long de la formation des adultes vers une meilleure évaluation de leurs produits artisanaux. À cet égard, l'apprentissage mobile a été inscrit à l'ordre du jour ces dernières années dans le domaine de l'éducation des adultes. Les appareils mobiles ont un grand potentiel pour élargir l'accès à l'apprentissage des adultes et peuvent aider les adultes à profiter d'opportunités d'éducation formelle et non formelle. Bien que les programmes d'apprentissage mobile soient généralement bien adaptés à la gestion des descriptions de cours, des plans de cours, des examens, des messages, etc. conçus pour le développement des compétences; mais pas pour répondre aux besoins des personnes peu instruites. Cela vient généralement de la conviction que l'apprentissage mobile n'est pas adapté aux personnes atteintes de ces conditions. Mais les développements actuels nécessitent de changer cette perspective. De nos jours, les téléphones mobiles ne sont plus le symbole du statut exclusif, ils deviennent une nécessité pour les adultes de tous les niveaux de revenus. De plus, les téléphones intelligents ne sont plus spéciaux, nous assistons aujourd'hui à un changement des téléphones de base sur le marché des téléphones intelligents.

Par conséquent, aujourd'hui, l'approche de base devrait consister à élaborer des dispositifs éducatifs appropriés pour évaluer et propager l'utilisation du téléphone portable dans l'éducation. Sur la base de ces faits, notre groupe cible est constitué des femmes défavorisées peu éduquées qui fabriquent de l'artisanat à partir de leur domicile. L'objectif est de les aider à acquérir des compétences numériques et entrepreneuriales pour vendre leurs produits d'artisanat sur les marchés numériques en utilisant efficacement les téléphones intelligents. Conformément à notre objectif, nous allons créer une plate-forme logicielle simple qui sera concentrée sur une application pour smartphone pour plates -formes multilingues mobiles IOS et Android, afin de fournir le contenu aux utilisateurs, tout en restant disponible via un accès Web. Pendant et à la fin du projet, cette application mobile sera entièrement fonctionnelle et testée, téléchargeable à partir des plates-formes ouvertes.

Grâce à cette plateforme, les femmes auront facilement accès aux informations dont elles ont besoin. Les outils d'apprentissage comprendront un accès flexible, plus rapide et plus étendu aux informations pertinentes, une interface utilisateur conviviale, une charge cognitive réduite, des informations adéquates au lieu d'une grande quantité d'informations. Chaque module contiendra des objectifs de formation spécifiques et réalistes et fournira des instructions pas à pas aux utilisateurs afin de leur permettre de vendre en ligne leurs produits fabriqués à la main en utilisant leur téléphone portable. Grâce à la fonction de navigation, les femmes seront en mesure, à la fin du programme de formation, d'utiliser des fonctions plus avancées de leurs appareils et d'obtenir les informations, les connaissances et la formation nécessaires pour créer leur propre entreprise. Notre objectif est de leur donner une base solide à travers un chemin très simple. Ainsi, elles pourront créer un compte Instagram qui leur permettra de vendre des produits via un site de commerce électronique. Un nom de domaine Internet, en prenant des photos de leurs produits et en les téléchargeant sur un site Web, elles apprendront les liens locaux et internationaux pertinents, les fournisseurs, l'ouverture d'un compte bancaire, la structure de la société, les opérations de transport, etc. Elles avanceront toujours pas à pas avec les instructions ".

Conformément à ces objectifs, Dans le cadre des activités de projet que nous avons effectuées jusqu'à présent, chaque pays a préparé son propre rapport national au début du projet. Ensuite, les rapports de pays sont compilés en un seul rapport de synthèse. Ainsi, SOTA sera reflété des résultats nationaux des rapports. Les rapports nationaux présentés dans cette étude sont l'une des composantes les plus importantes de ce projet. Dans la portée de l'analyse des besoins; les législations légales et bureaucratiques de chaque pays partenaire examinées et présentées sous forme de rapports de la même manière, telles que la procédure d'établissement d'une société, les réglementations légales en matière de facturation, l'application d'une facture d'archivage électronique, d'autres arrangements légaux ou bureaucratiques, des incitations publiques ou gouvernementales, etc. Ces rapports seront formés conformément aux règles et réglementations des pays et utiliseront le contenu du programme de formation (variera spécifiquement pour certains modules). Le tableau 1 donne un aperçu des rapports de pays,

Tableau A.1. Aperçu des rapports nationaux

	TURQUIE	GRECE	SLOVENIE	POLOGNE	FRANCE
EXONÉRATION FISCALE POUR LES ACTIVITÉS DES FEMMES EN DÉMARRAGE	Oui (exonération fiscale)	Non	Non	Non	Oui (exonération de TVA)
PREMIÈRE ÉTAPE POUR L'ENREGISTREMENT - CHAMBRE DE COMMERCE	Oui	Oui		Oui	Oui
PROCESSUS D'INSCRIPTION	Similaire	Similaire	Similaire	Similaire	Similaire
SOUTIEN FINANCIER / CAPITAL GOUVERNEMENTAL EN FAVEUR DES FEMMES	Oui	Non	Non	Non	Oui
SOUTIEN FINANCIER / CAPITAL GOUVERNEMENTAL POUR LE RELÈVEMENT	Oui	Oui		Non	Oui
AUTRES INCITATIONS DE SOUTIEN AU DÉMARRAGE (UE, ONG, ETC.)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
PRÉPAIEMENT FISCAL OU CAPITAL INITIAL DÉPOSÉ	Non	Oui	Oui	No	Oui
LICENCE OU PERMIS OBLIGATOIRE POUR L'E-VENTE	Non	Non	Non	Non	Non
SITES INTERNET NATIONAUX	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
ELECTRONIC E-FACTURE OBLIGATOIRE	Non	Non	Oui	Non	Non
PROCÉDURE D'ENREGISTREMENT DE NOM DE DOMAINE	pareil	pareil	pareil	pareil	pareil
LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR GARANTIES / POUR E-VENDEUR	Oui pareil	Oui pareil	Oui pareil	Oui pareil	Oui pareil
LE CONTRAT DE VENTE E-COMMERCE	Oui pareil	Oui pareil	Oui pareil	Oui pareil	Oui pareil
METHODES DE PAIEMENT EN LIGNE	pareil	pareil	pareil	pareil	pareil

REFERENCES

Base de données 2018 [ilc_peps04]

Base de données 2018 [ilc_peps01]

Statistiques Eurostat Expliquées Indicateurs Europe 2020 - pauvreté et exclusion sociale
2018 ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/.../Europe_2020_

Statistiques Eurostat Expliquées Classification internationale type de l'éducation (CITE) 2011
(niveaux d'enseignement) [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/International Standard Classification of Education \(ISCED\)](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/International_Standard_Classification_of_Education_(ISCED))



RAPPORT NATIONAL DE TURQUIE

Gazi University

Préparé par Prof. Dr. S. Alev Söylemez



Aujourd'hui, les femmes représentent 52% de la population européenne totale, mais seulement 34,4% des travailleurs indépendants de l'UE et 30% des nouvelles entreprises. En Turquie, la population féminine représentait 49,8% de la population totale et la proportion de femmes qui travaillaient comme employeur en Turquie s'élevait à 9,0%. La créativité et le potentiel entrepreneurial des femmes sont donc une source de croissance économique et d'emplois sous-exploitée qu'il conviendrait de développer davantage (EC 2017).

Bien que l'entreprenariat féminin continue de croître, les femmes entrepreneurs sont un problème douloureux pour la Turquie. À la suite d'enquêtes menées en Turquie au début des problèmes courants concernant les femmes chefs d'entreprise, l'environnement social et culturel qui stéréotypait les rôles des femmes, le manque d'éducation, les réactions familiales, consistant en un excès de travaux ménagers, des difficultés de financement ou des difficultés d'accès à des incitations économiques, plus de femmes que d'hommes, pour garantir la fiabilité, de la nécessité de faire plus d'efforts et de la nécessité d'utiliser les libertés individuelles des femmes. L'effet de la culture patriarcale sur les rôles de genre a été révélé par certaines recherches. En d'autres termes, le rôle des femmes dans la société était largement déterminé par la tradition, la culture et les valeurs. Mais même s'il existe des différences socioculturelles, toutes les femmes des pays de l'Union Européenne ont la plupart de ces problèmes, explicitement ou implicitement. Les obstacles sont beaucoup plus importants pour les femmes défavorisées, en particulier celles à faible revenu et peu scolarisées.

Selon ce point de vue, le projet Dreamy m-Learning a été développé pour que les femmes défavorisées puissent créer leur propre entreprise. L'objectif est de les aider à acquérir des compétences numériques mobiles et entrepreneuriales pour vendre leurs produits d'artisanat sur les marchés numériques en utilisant efficacement les téléphones intelligents. Cela crée donc la possibilité de créer des entreprises pour les femmes défavorisées. À ce stade les rapports de pays feront la lumière sur le programme de formation pour les femmes défavorisées et les aideront à trouver des solutions dans différents pays dans le cadre du programme de formation.

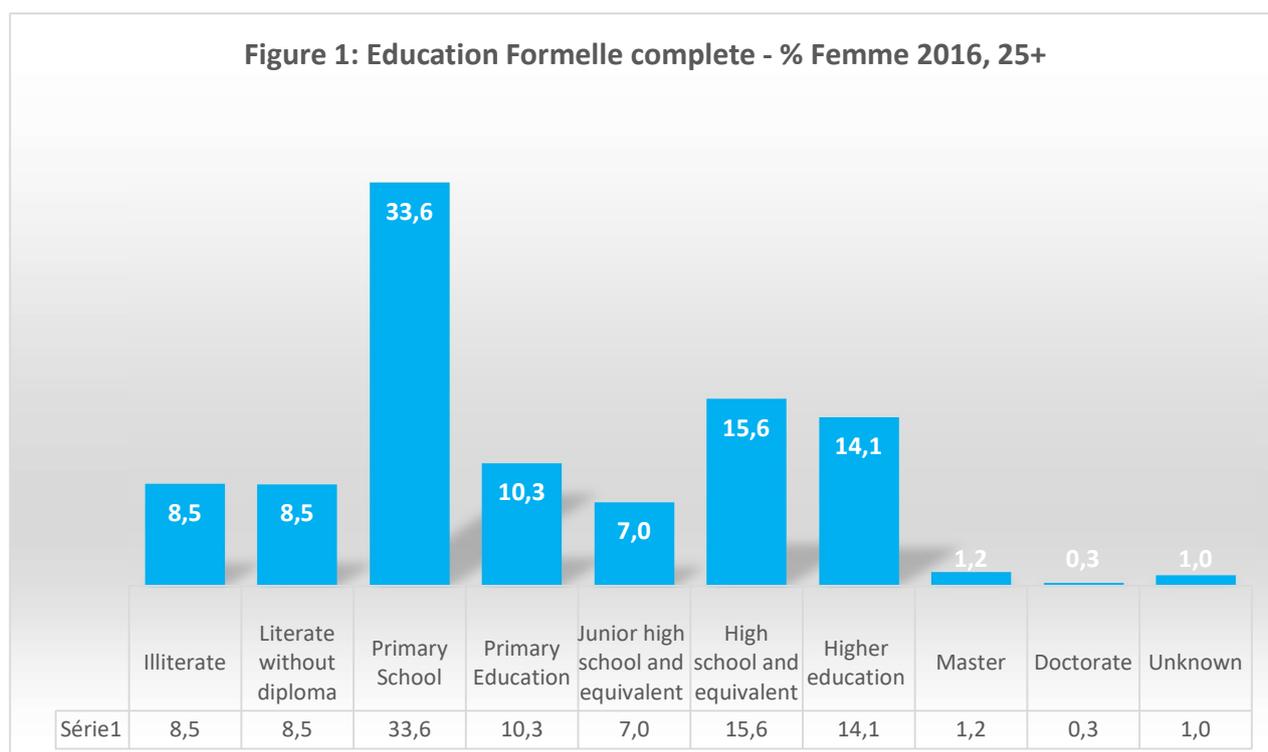
1. QUELQUES INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LA TURQUIE

Certaines statistiques sont présentées dans les sections suivantes afin d'exprimer la position des femmes dans l'éducation, les conditions du marché du travail et l'environnement de l'entreprise en Turquie.

1.1 EDUCATION

Selon TURKSTAT (Institut turc de statistique) en 2016, la proportion de personnes âgées de 25 ans et plus et ayant atteint au moins un niveau d'éducation était de 88,9% de la population totale; cette proportion était de 95,1% pour les hommes et de 82,8% pour les femmes. Avec cela la population féminine analphabète est 5 fois plus importante que la population masculine. Alors que la proportion de la population totale analphabète dans les groupes d'âge de 25 ans et plus est de 5,1%, cette proportion est de 1,6% pour la population masculine et de 8,5% pour la population féminine en 2016. Les niveaux d'éducation des femmes sont présentés ci-dessous dans le graphique 1.

Figure 1: Education Formelle complete - % Femme 2016, 25+



Source: TurkStat, Statistiques de l'éducation, 2017

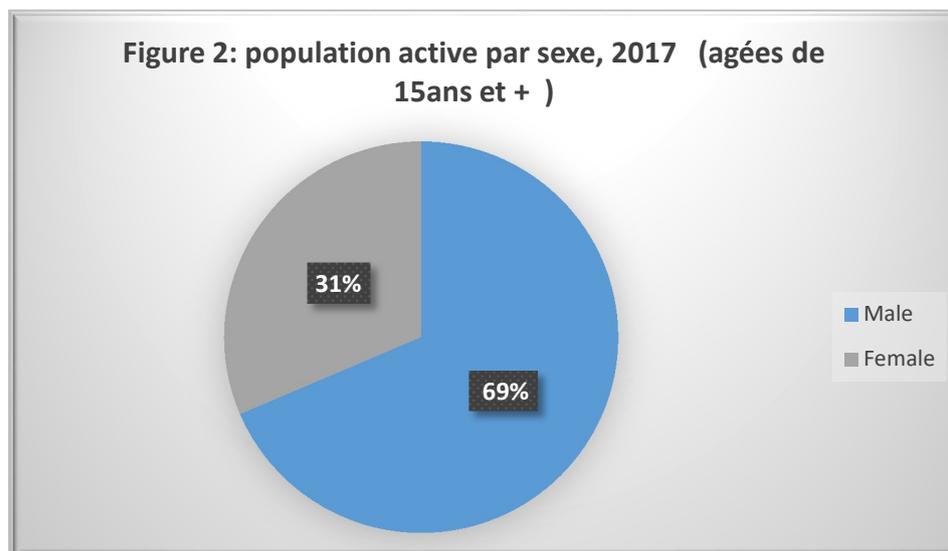
Comme on le voit à la figure 1; 33,6% des femmes ont terminé leurs études primaires. Alors que la proportion de diplômés du secondaire et équivalents dans les groupes d'âge de 25 ans et plus est de 19,5%, cette proportion est de 23,5% pour les hommes et de 15,6% pour les

femmes. La proportion de diplômés de l'enseignement supérieur total est de 15,5%, soit 17,9% pour les hommes et 14,1% pour les femmes. On constate également que la proportion de diplômés de master et de doctorat est faible.

1.2 LA POSITION DE LA FEMME SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

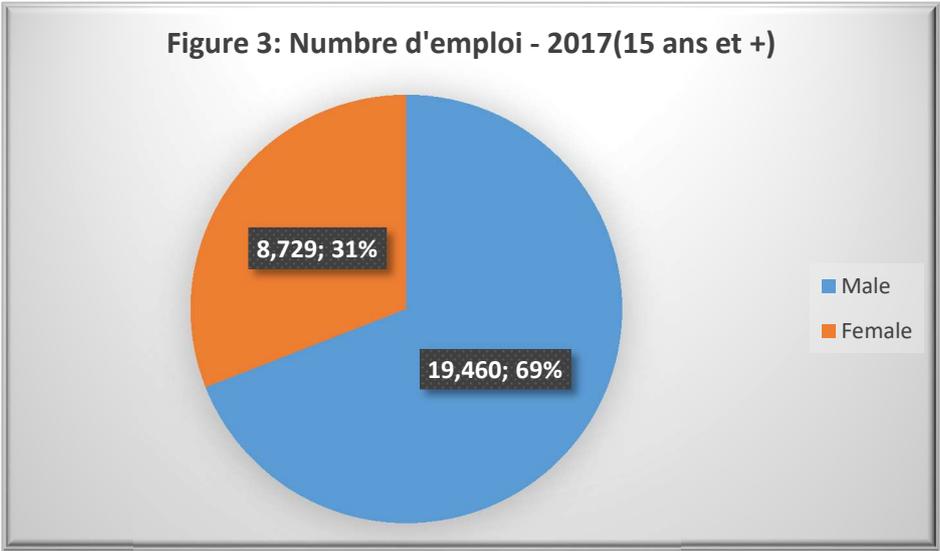
Le nombre de personnes sur le marché du travail a atteint 31 millions 790 000 en 2017. Bien que les femmes turques soient de plus en plus scolarisées au cours des dernières années, elles se sont mariées plus tard et les taux de fécondité sont en baisse, mais les taux de participation des femmes au marché du travail sont très faibles comparaison avec les pays au même stade de développement. Selon les résultats de l'enquête sur la population active auprès des ménages; en Turquie, le taux d'activité de la population âgée de 15 ans et plus était de 51,3%, contre 72% pour les hommes et 33% pour les femmes en 2017. Selon les mêmes données, les responsabilités des femmes en matière de ménage sont l'une des principales raisons pour lesquelles les femmes ne peuvent pas participer à la population active.

Par ailleurs, lorsqu'on a étudié le taux d'activité sur le marché du travail selon le niveau d'éducation, on a constaté que le statut d'études supérieures des femmes incombait davantage aux femmes. Le taux de participation à la population active était de 16,1% pour les femmes analphabètes, 26,6% pour les femmes diplômées de l'enseignement secondaire, 32,7% pour les femmes diplômées du secondaire, 40,8% pour les femmes diplômées de l'enseignement professionnel et 71,6% pour les femmes diplômées de l'enseignement supérieur (TURKSAT 2017).



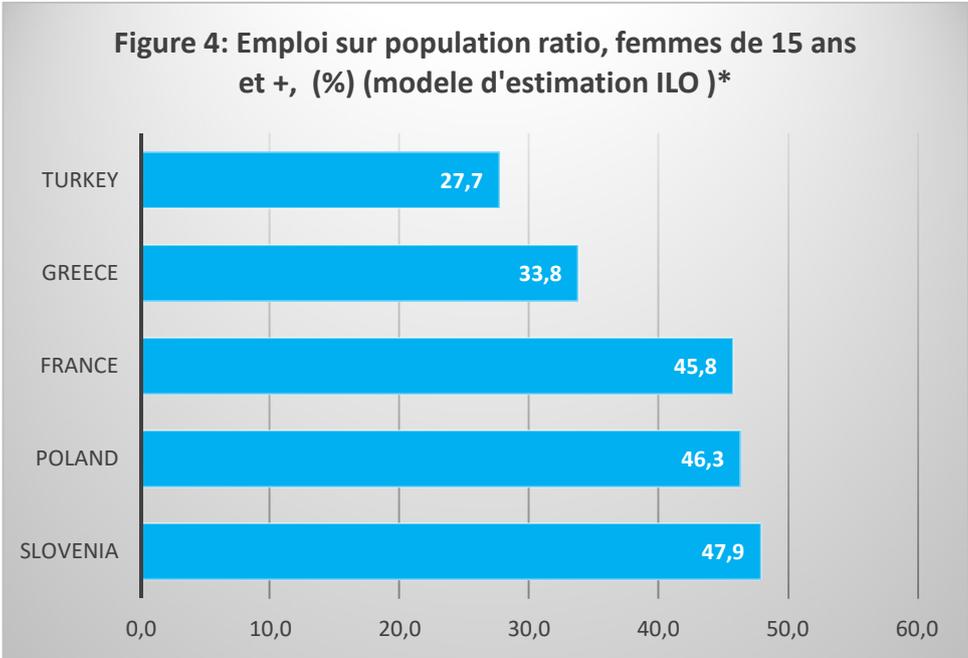
Source: TurkStat, Statistiques de la population active, 2017

D'autre part, selon les résultats de l'enquête sur la population active auprès des ménages; en Turquie, le taux d'emploi de la population âgée de 15 ans et plus était de 46,3%; ce taux était de 65,1% pour les hommes et de 27,7% pour les femmes en 2017.



Source: TurkStat, Labour Force Statistics, 2017

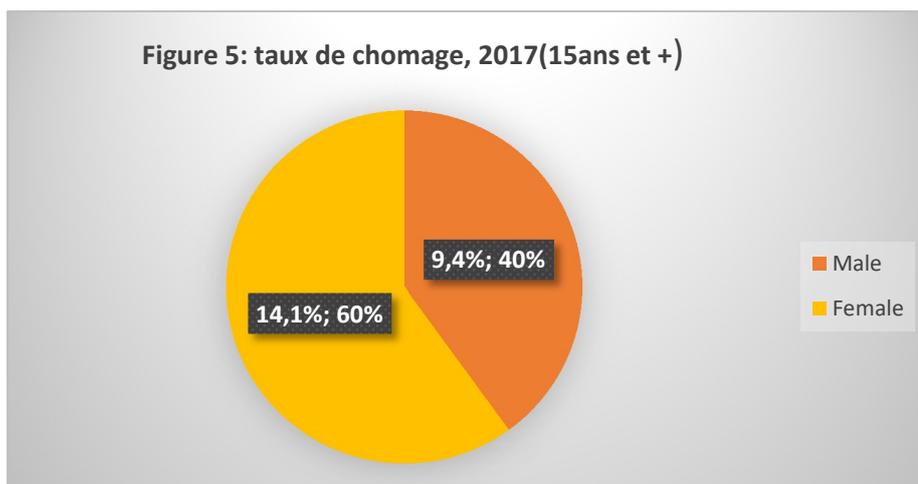
Lors de l'analyse des taux d'emploi dans les pays partenaires de l'Union Européenne participant au projet, selon la Banque mondiale, on a constaté que la Slovénie affichait le taux d'emploi des femmes le plus élevé (47,9%) et que la Grèce, avec la Turquie, affichait le taux d'emploi le plus bas. 33,8% en 2017.



Source: <https://data.worldbank.org/indicator/SL.EMP.TOTL.SP.FE.ZS>

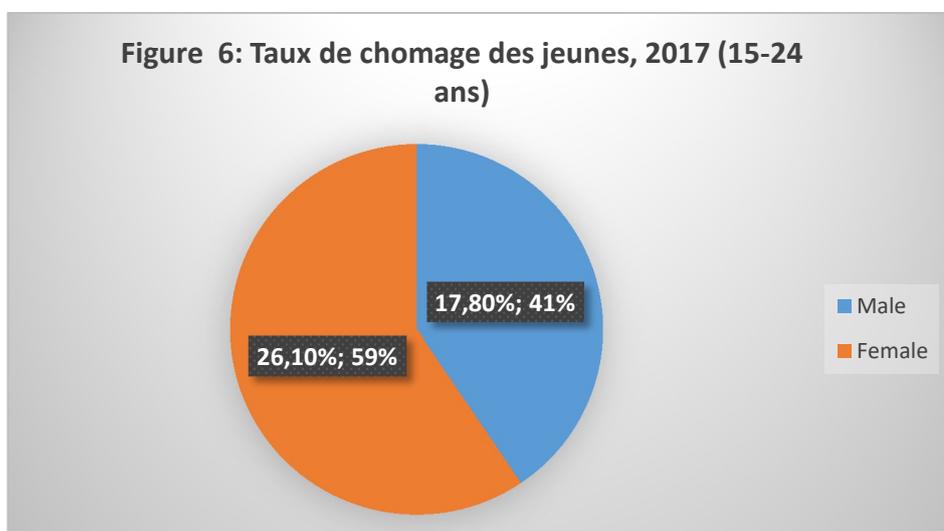
*Note: Par emploi, on entend les personnes en âge de travailler qui, pendant une courte période de référence, ont exercées une activité quelconque dans le but de produire des biens ou de fournir des services contre rémunération ou à but lucratif, qu'elles aient eu un emploi au cours de la période de référence (c'est-à-dire qui ont occupées un emploi pendant au moins une heure) ou ne sont pas au travail en raison d'une absence temporaire de leur emploi ou d'un aménagements de leur temps de travail. Les 15 ans et plus sont généralement considérés comme la population en âge de travailler.

Le nombre de chômeurs âgés de 15 ans est de 3 millions 291 000 personnes en 2017 en Turquie. Comme l'indique le graphique 5 ci-dessous, 60% des femmes et 40% des hommes sont au chômage.



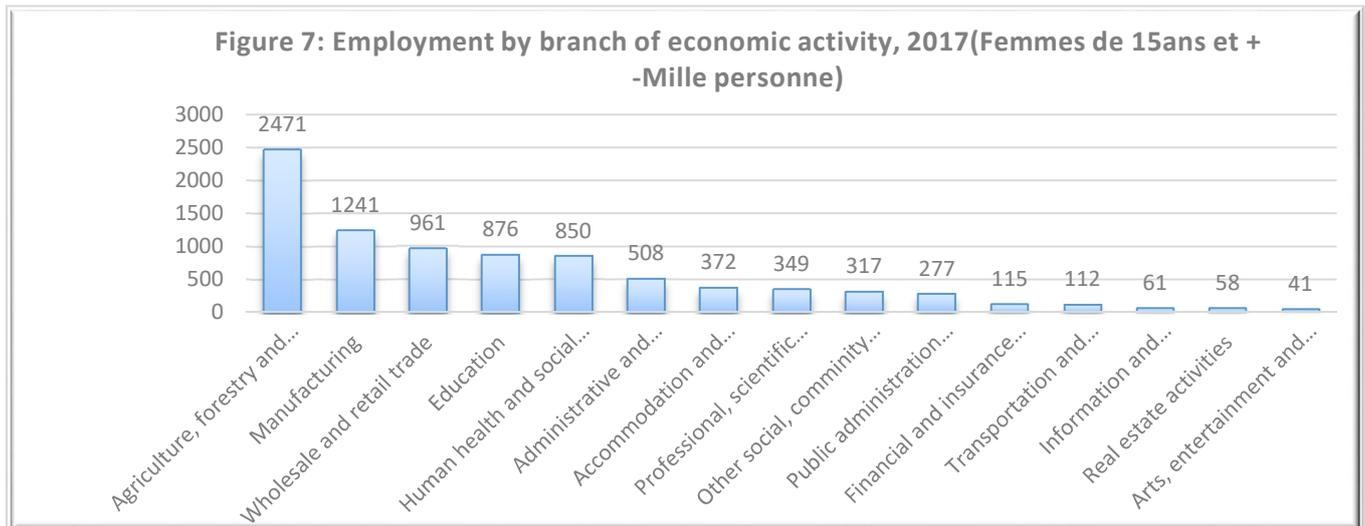
Source: TurkStat, Statistiques de la population active, 2017

Le nombre de chômeurs âgés de 15 ans est de 3 millions 409 000 personnes en 2017. Comme le montre le graphique 6; alors que la proportion de femmes était de 59%, le taux de chômage des jeunes hommes était de 41%. En d'autres termes, les taux d'emploi étaient généralement plus bas chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes.



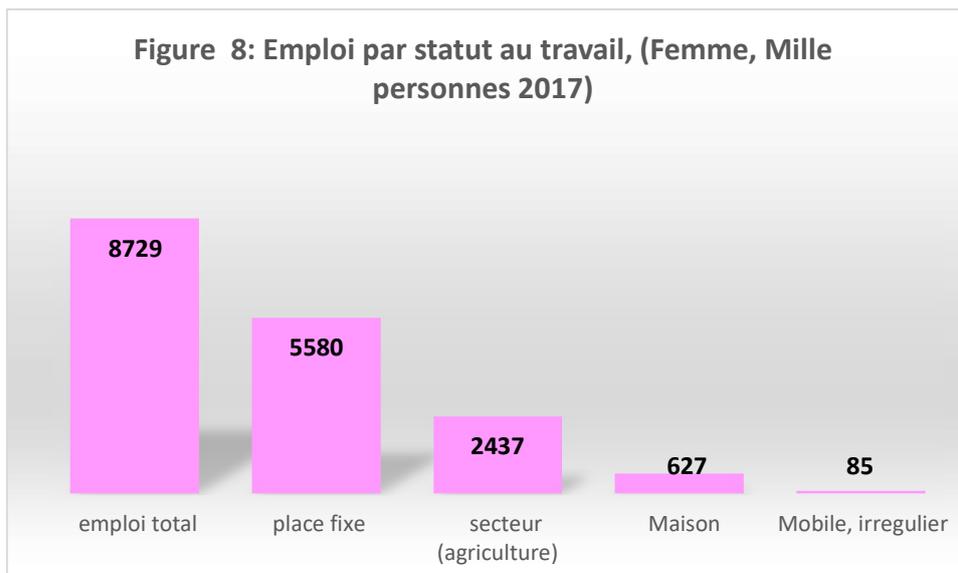
1.3 ENVIRONNEMENT ENTREPRENEURIAL

Selon la répartition de l'emploi par secteur; 2,471 millions étaient employés dans l'agriculture, 1,241 millions dans l'industrie, 961 000 étaient dans le commerce et d'autres dans les services. Donc, le secteur des services prend la plus grande part.



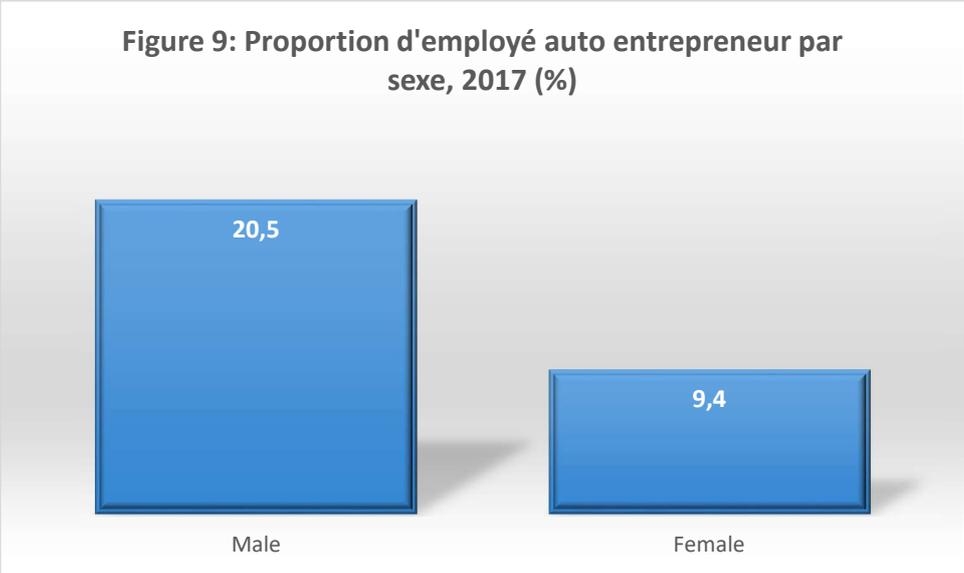
Source: TurkStat, Statistiques de la population active, 2017

Comme le montre la figure 8 ci-dessous, parmi les 8 millions 729 000 femmes qui travaillent, 5 millions 580 000 femmes travaillent dans un lieu fixe et 2 millions 437 000 femmes sur le terrain. 627 000 femmes travaillent à domicile. 85 femmes travaillent à domicile.

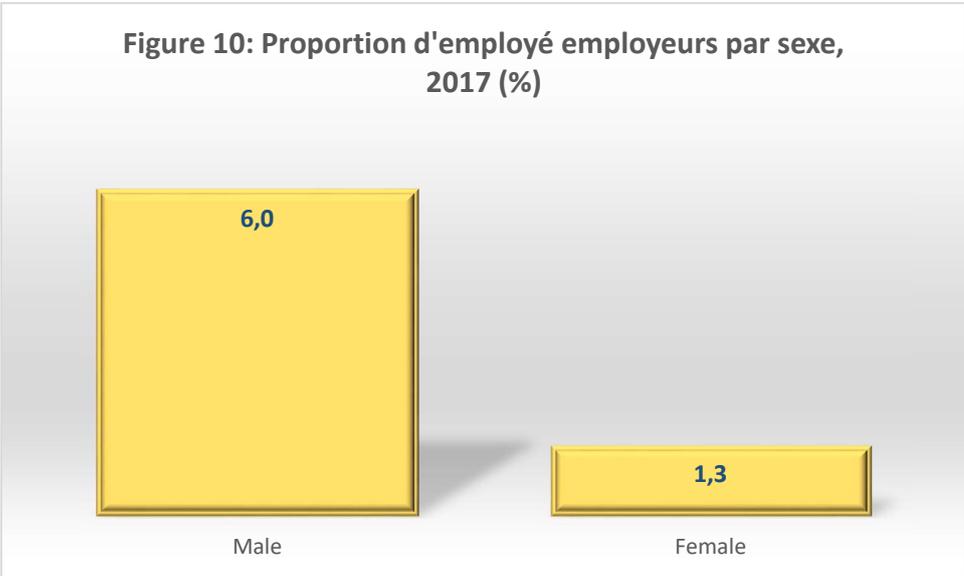


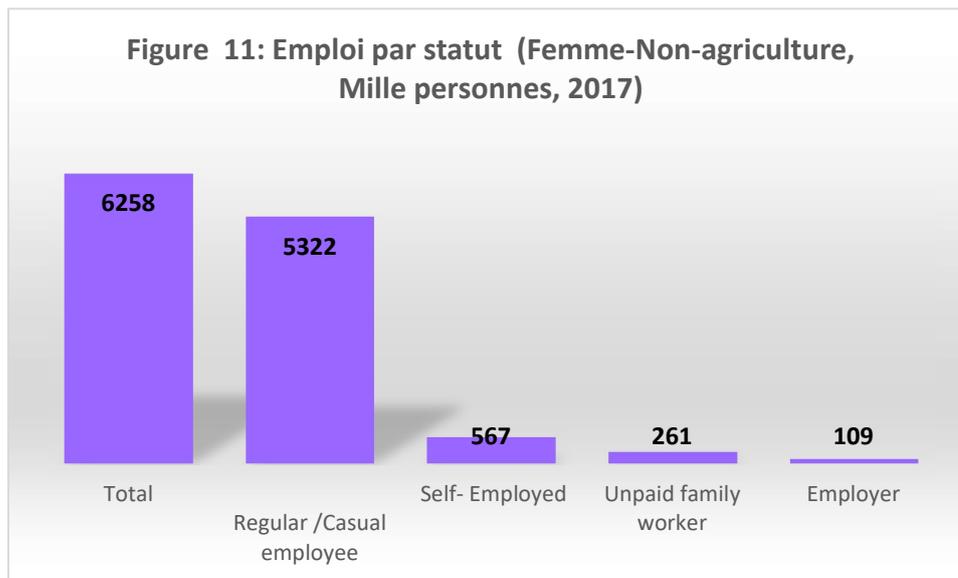
Source: TurkStat, Statistiques de la population active, 2017

En Turquie, 21,4% de l'emploi total composé de 28 millions 488 000 personnes étaient des travailleurs indépendants (compte propre) et des employeurs en 2017. En outre, le nombre de travailleurs indépendants s'élevait à 4 millions 781 000 et le nombre d'employeurs à 1 million 320 mille personnes. Les parts proportionnelles sont indiquées dans les graphiques suivants 9 et 10, respectivement. Comme le montrent les graphiques, la proportion d'hommes travaillant à leur compte est deux fois plus élevée que celle des femmes. De même, lorsque l'on prend en compte le ratio des employeurs, on constate que la proportion d'hommes est six fois supérieure à celle des femmes. En ce qui concerne le statut des femmes dans l'emploi, cela peut être vu figure 11; 5 millions 322 000 femmes travaillent régulièrement. Alors que 576 000 femmes travaillent à leur compte, seules 109 000 femmes travaillent en tant qu'employeurs en 2017.



Source: TurkStat, Statistiques de la population active, 2017





Source: TurkStat, Statistiques de la population active, 2017

2. LÉGISLATION, RÉGLEMENTATIONS ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES EN TURQUIE

Les sections suivantes fournissent des étapes juridiques et bureaucratiques pour celles qui souhaitent vendre des produits artisanaux à domicile sur Internet.

Si elles sont légalement enregistrées, les femmes qui souhaitent vendre leurs produits en ligne peuvent bénéficier de services juridiques tels que des facilités de financement, une éducation, une formation et des conseils. Celles qui veulent vendre leurs objets d'artisanat à la maison en Turquie peuvent être exonérés d'impôt si elles le souhaitent. La section suivante va tout d'abord expliquer les manières d'être exemptées de l'impôt. Ensuite, on vous expliquera comment s'inscrire auprès de l'administration fiscale et comment lancer une entreprise.

2.1. PROCÉDURE POUR CELLES QUI VEULENT ÊTRE EXEMPTÉES DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Conformément à l'article 9/6 de la loi relative à l'impôt sur le revenu, les personnes qui fabriquent et vendent des produits artisanaux dans les maisons où elles habitent sont exemptées de l'impôt (loi n ° 193, Journal officiel n ° 28366 du 27/07/2012).

À condition qu'aucun travailleur de l'extérieur ne soit employé; travaillant à domicile et sans ouvrir de lieu de travail, ceux qui vendent les produits suivants sont exonérés de l'impôt sur le revenu.

- serviettes, couvertures, draps, chaussettes, tapis, carpettes, produits tissés, produits laineux, tresses, dentelles,
- toutes sortes de travaux de broderie et de biens touristiques, osier, panier, balai, vadrouille, brosse,
- fleur artificielle, flocons, plaque, paillettes, traitement de perles, travaux de crochet, cordes et tarhana, nouilles, raviolis, etc.

Pour être exonéré d'impôts, il est nécessaire d'obtenir un "Certificat d'exemption de l'artisanat" (Esnaf Vergi Muafiyeti Belgesi)

La procédure suivante est utilisée pour obtenir un certificat d'exemption artisanale:

- Les personnes souhaitant obtenir un certificat doivent en faire la demande au bureau des impôts du lieu où leur résidence est située.
- Le type d'activité exercée sur le certificat d'exonération fiscale doit porter la mention suivante : Fabrication et vente de produits artisanaux dans les maisons où ils habitent (article ITL: 9/6)
- L'adresse du domicile est indiquée comme adresse professionnelle
- S'il est entendu que les conditions énoncées à l'article 9 de la loi relative à l'impôt sur le revenu sont remplies, le bureau des impôts délivrera un certificat.
- Aucun frais ne sera facturé pour le titulaire du certificat

2.1.1. ÉTAPES À SUIVRE APRÈS LE CERTIFICAT D'EXEMPTION DE TAXE PROFESSIONNELLE

- L'endroit où se trouve la résidence légale, doit être enregistré auprès d'une association professionnelle affiliée à la Confédération des artisans et des commerçants turcs
- Il est nécessaire de demander à la municipalité où la résidence est située pour le permis de travail
- Pour être utilisé comme une entreprise à domicile, tous les propriétaires d'appartements doivent avoir un accord du notaire
- La facture est obligatoire et au moins les informations suivantes sont incluses dans la facture.

1- Date d'organisation, séquence et numéro de séquence;

2- Nom de l'organisateur, le cas échéant, nom commercial, adresse professionnelle et numéro de compte bancaire

3- Nom du client, nom commercial, adresse, le cas échéant, et numéro de compte bancaire

4- Le prix des marchandises

5- Date de livraison et numéro de livraison des marchandises vendues;

- Bon de livraison (bordereau d'expédition) obligatoire. Le mouvement des marchandises doit obligatoirement être réglé par le bon de livraison. Le bon de livraison sera arrangé avec la facture.
- Une fois le produit commercialisé sur différentes plateformes sur Internet, la facture est disposée selon le type de produit et le produit et le bon de livraison

2.1.2 PROCÉDURE À SUIVRE PAR LES FEMMES QUI SOUHAITENT TRAVAILLER SOUS IMPOSITION À DOMICILE

Celles qui envisagent de développer leurs entreprises à l'avenir pourraient vouloir être des contribuables. Dans ce cas, la meilleure solution est une méthode d'imposition simple (imposition des petites entreprises) appliquée en Turquie. Dans la taxation simple, le système de déclaration électronique est valide. Ce système vise à enregistrer les transactions fiscales et commerciales dans un environnement électronique, à créer et à gérer électroniquement des livres et des relevés, afin de réduire les transactions bureaucratiques et les coûts de mise en conformité liés aux passifs. Dans ce système, la déclaration de revenus ne sera pas faite et aucune taxe provisoire ne sera payée et aucune déclaration ne sera faite. Les archives des documents reçus et remis par les contribuables sont conservées dans les chambres de la profession à laquelle appartiennent les contribuables. Cette procédure est expliquée ci-dessous;

- Pour la responsabilité fiscale, il est absolument nécessaire de faire une déclaration d'adresse. Pour cette raison, l'adresse de la maison sera indiquée, une requête remplie et une demande sera présentée au bureau des impôts de la même région.
- La durée d'application, sera indiquée comme simple imposition
- Le bureau des impôts évaluera cette demande après avoir effectué les examens nécessaires
- À la suite de l'approbation, le bureau des impôts enverra une carte de taxe au contribuable
- Devrait être enregistré auprès d'une association professionnelle affiliée à la Confédération des artisans et des commerçants turcs du lieu de résidence légale
- Il est nécessaire de demander à la municipalité où la résidence est située pour le permis de travail
- Les contribuables soumis à la fiscalité des petites entreprises (procédure simple) se procureront les documents auprès des chambres ou associations auxquelles ils sont affiliés.

- Les contribuables qui sont imposés selon une procédure simple doivent déclarer leurs revenus par déclaration annuelle. Même si les revenus ne sont pas obtenus, une déclaration doit être faite
- La déclaration sera donnée au numéro d'identification fiscale

La facture est obligatoire et au moins les informations suivantes sont incluses dans la facture.

- 1- Date d'organisation, séquence et numéro de séquence;
- 2- Nom de l'organisateur, le cas échéant, nom commercial, adresse professionnelle et numéro de compte bancaire
- 3- Nom du client, nom commercial, adresse, le cas échéant, et numéro de compte bancaire
- 4- Le prix des marchandises
- 5- Date de livraison et numéro de livraison des marchandises vendues;

- Le bon de livraison (bordereau d'expédition) est obligatoire. Le mouvement des marchandises doit obligatoirement être réglé par le bon de livraison. Le bon de livraison sera arrangé avec la facture.
- Une fois le produit commercialisé sur différentes plateformes sur Internet, la facture est disposé selon le type de produit et le produit et la livraison est fonction du bon de livraison.

3. SOUTIEN À LA CRÉATION D'ENTREPRISES PAR DES FEMMES ENTREPRENEURS EN TURQUIE

En Turquie, diverses organisations ont fourni des fonds pour aider les femmes qui souhaitent créer leur propre entreprise à domicile. Ceux-ci sont donnés ci-dessous

3.1 SUPPORTS DU KOSGEB

La KOSGEB (Organisation pour le développement des petites et moyennes entreprises) est le principal organe responsable du développement, de la coordination et de la mise en œuvre de la politique en matière de PME. KOSGEB a été créé par le ministère des Sciences, de l'Industrie et de la Technologie en 1990 pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'accroître leur compétitivité et de s'adapter aux innovations. KOSGEB offre un prêt gouvernemental aux femmes entrepreneurs qui souhaitent créer leur propre entreprise. Dans ce cadre, un soutien au crédit de 50 000 livres turques (10 000 euros) est fourni dans le cadre

de la demande de prêt KOSGEB. Ce soutien fourni par l'État est totalement non remboursable. En plus de cette subvention, les femmes bénéficient d'un crédit sans intérêts. En 2018, ce prêt s'élève à 70 000 livres turques (14 000 euros). La première entreprise des femmes entrepreneurs sera également exempte d'impôt pendant les trois premières années. Les femmes suivront les étapes ci-dessous pour tirer parti de ces soutiens.

- Les entrepreneurs potentiels souhaitant obtenir le soutien de l'État doivent participer à la formation en entrepreneuriat donnée par KOSGEB. Quelque 45% de toutes les formations KOSGEB sont suivies par des femmes.
- Les femmes doivent s'inscrire dans les centres KOSGEB de la province ou des districts pour cette formation.
- Les dates de début des formations en entrepreneuriat sont également publiées sur le site officiel de KOSGEB (<http://www.kosgeb.gov.tr/>).
- Ces formations à l'entrepreneuriat sont totalement gratuites
- Après 32 heures de formation, des certificats d'entrepreneuriat sont attribués aux entrepreneurs potentiels.
- Après ces formations, si les femmes entrepreneures réussissent, la prochaine étape consiste à lancer la mise en place du lieu de travail
- À ce stade, la femme entrepreneure présente son plan d'affaires à KOSGEB (la préparation de l'enseignement du plan d'affaires est donnée pendant la formation KOSGEB).
- Ce plan sera préalablement évalué par KOSGEB en termes d'information, de documentation et de forme
- Si le plan d'entreprise est accepté à la suite de l'évaluation du conseil, il sera enregistré dans la base de données KOSGEB.
- data base

3.2 SOUTIEN DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES POLITIQUES SOCIALES DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

À compter de 2018, le ministère de la Famille et des Affaires sociales offre aux femmes un prêt de 15 000 TL sans payer pendant 24 mois et sans intérêts. Ceux qui souhaitent bénéficier du prêt doivent s'inscrire auprès de l'Agence de la famille et de l'aide sociale.

Les conditions sont les suivantes:

- Être plus vieux que 18 ans
- Avoir une proposition de projet
- Ne pas être soumis à une sécurité sociale (comme SGK-BAĞ-KUR)
- Ne pas avoir un revenu régulier
- Il n'y a pas de garantie pour les prêts bancaires ou une petite quantité de garantie
- Être formé sur le projet
- N'avoir reçu aucune subvention avant

3.3 PROGRAMME TURC DE MICROFINANCE GRAMEEN

Le programme turc de microfinance Grameen (TGMP) est une fondation économique à but non lucratif. Au lieu des dons traditionnels et de la «charité», TGMP propose des services de «microcrédit» pour aider à réduire la pauvreté en Turquie. Le système de microcrédit vise à aider les femmes à faible revenu à s'engager dans des activités génératrices de revenu durables et à contribuer au budget de leur famille. Contrairement au secteur bancaire (commercial) formel, les microcrédits sont proposés sans garantie ni autre document que la carte d'identité nationale turque (<http://www.tgmp.net/tr/>).

Certains produits de microcrédit sont énumérés ci-dessous;

Prêt de base

Le prêt de base est le premier type de prêt pour les anciens et les nouveaux membres. Les nouveaux membres peuvent obtenir un prêt allant de 100 à 1 000 TL et le remboursement du prêt est effectué pendant 46 semaines.

Prêt Entrepreneurial

Un type de prêt pour les entrepreneurs et les membres qui ont réussi, on peut se voir accorder un prêt de 1 000 à 5 000 TL et le remboursement du prêt s'effectue au cours de la période de 46 semaines.

Prêt pour fracture numérique

En plus des prêts reçus par nos membres, ce type de prêt vise à fournir un développement technologique à nos membres. Grâce à ce crédit, nos membres peuvent utiliser des téléphones intelligents avec la technologie actuelle. Les remboursements de prêt sont effectués pendant 46 semaines.

En Turquie, des institutions telles que les fondations pour la prévention des déchets et la Fondation pour l'évaluation du travail accordent également des prêts aux femmes.

3.4 PRÊTS BANCAIRES POUR LES FEMMES

Des banques telles qu'Akbank, Garanti Bank, TEB Bank, Halk Bank et İş Bank accordent des crédits d'une échéance allant de 48 à 120 mois sans payer la première année. En outre, le Fonds de garantie de crédit (KGF) est une société anonyme à but non lucratif qui fournit une caution aux petites et moyennes entreprises et facilite l'utilisation du crédit dans le financement des investissements et des entreprises. Le fonds de garantie de crédit offre

également des prêts de soutien aux femmes entrepreneurs. Le prêt aide les femmes entrepreneurs à développer leur entreprise ou à les soustraire à une situation difficile. L'échéance est de 6 mois minimum et de 5 ans maximum. La période sans paiement de principal est de 1 an maximum. Pour les crédits d'investissement, la maturité minimale est de 6 mois et la maturité maximale est de 10 ans. La période maximale du paiement en principal est de 3 ans. L'intérêt du délai de grâce sera encaissé à la fin des périodes maximales d'un an et, si nécessaire, d'un délai de grâce ajouté pour un mois.

4. SITES POPULAIRES EN TURQUIE POUR LES FEMMES QUI VEULENT VENDRE LEURS PRODUITS

Voici quelques sites sur lesquels vous pouvez vendre des articles faits à la main par des femmes en Turquie.

<https://www.gittigidiyor.com/>

<http://www.pasaj.com/>

<https://www.elisicarsisi.net/>

<https://www.elyapimlari.com/>

<http://hediyelikesyam.org/el-yapimi-hediye-siteleri/>

<http://nazarca.com/>

5. DOCUMENTATION E-COMMERCE FACTURE D'ARCHIVE ÉLECTRONIQUE

La loi n ° 6563 sur la réglementation du commerce électronique en Turquie est entrée en vigueur le 1er mai 2015. La loi couvre les sujets suivants.

- Communications commerciales
- Responsabilités des prestataires de services et des prestataires de services intermédiaires
- Obligation de fournir des informations sur les contrats conclus avec des moyens de communication électroniques et des
- Sanctions à appliquer

En outre, à compter de 2018, la Proclamation générale de la loi de procédure fiscale introduit de nouvelles dispositions pour les nouveaux projets de fournisseurs de commerce

électronique. Selon cet arrangement, ceux qui vendent sur Internet doivent envoyer un "formulaire de rapport d'activité sur le commerce électronique" à la présidence de l'administration fiscale. Le format, les normes et le contenu du formulaire seront déterminés par le Département de l'administration des recettes.

Le deuxième ordre du jour du nouveau règlement est associé à la facturation et aux archives électroniques. Selon cela, les entreprises qui vendent du commerce électronique en vendant des produits et des services sur Internet, celles dont le chiffre d'affaires ou les ventes brutes se situent entre 1 million et 5 millions de livres turques (200-1 000 000 euros) pour la période comptable concernée, auront: utiliser les archives électroniques. Ceux qui ont un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 5 millions de livres devront utiliser à la fois les factures électroniques et les archives électroniques.

CONCLUSION ET ÉVALUATION

En Turquie, alors que la population masculine était de 40 millions 43 mille 650 personnes, La population de femmes était de 39 millions 771 mille 221 personnes en 2016. Autrement dit, la population masculine représentait 50,2% de la population et la population féminine, 49,8%. Comme on peut le voir dans les données statistiques, les taux de participation de la population active et la contribution de l'emploi des femmes sont très faibles. Le fait qu'environ la moitié de la population soit loin des relations de production signifie que les ressources humaines sont gaspillées.

On peut dire qu'une grande variété d'efforts en faveur des femmes entrepreneurs existe dans notre pays. Notamment la Direction générale de la condition de la femme (KSGM), Ministère du développement, Ministère de la famille; L'Organisation pour le développement des petites et moyennes industries (KOSGEB), l'Association turque des entreprises (İŞKUR) et l'Union turque des chambres de commerce et des bourses de marchandises (TOBB), ainsi que de nombreuses autres institutions, s'emploient à promouvoir l'entrepreneuriat féminin en Turquie (Bedük, Eryeşil, 2013). D'autre part, comme le montre ce rapport, l'exonération fiscale prévue pour les femmes entrepreneurs en Turquie, les aides, les subventions et les prêts faciles, ainsi que les possibilités d'éducation non formelle, ont considérablement augmenté. Néanmoins, ces efforts doivent continuer à augmenter pour le développement de l'entrepreneuriat féminin. Il est clair que le développement de l'entrepreneuriat féminin est encore très loin. Le projet Dreamy m-learning répond à un tel objectif.

REFERENCES

Bedük, A, Eryeşil, K.,(2013) Women Entrepreneurship & Problems in Turkey World Academy of Science, Engineering and Technology International Journal of Economics and Management Engineering Vol:7, No:5, 2013

European Commission, 2017 Female entrepreneurs

<https://ec.europa.eu/growth/smes/promoting-entrepreneurship/we-work-for/women>

KOSGEB <http://www.kosgeb.gov.tr/>)

Turkish Grameen Microfinance Program <http://www.tgmp.net/tr/>

TurkStat, Labour Force Statistics, database 2017

TurkStat, Education Statistics, database 2017 Worldbank database 2018
<https://data.worldbank.org/indicator/SL.EMP.TOTL.SP.FE.ZS>



RAPPORT NATIONAL DE POLOGNE

Auteur: Elżbieta Szczygieł PhD



1. INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LES FEMMES DÉFAVORISÉES

En Pologne, le nombre de femmes issues de milieux défavorisés a diminué depuis 2002 de 1 586 000 mille (tableau 1). On observe également une diminution du pourcentage de femmes ayant une éducation primaire, mais le pourcentage de celles ayant achevé le premier cycle de l'enseignement secondaire a augmenté et varie entre 3,8% et 5%.

1.1 ÉDUCATION

Table 1. Nombre (et pourcentage) de femmes moins scolarisées

	2002	2005	2010	2015	2016
Total (en milliers)	16942	17194	17361	17389	17373
<i>Dont niveau d'éducation</i>					
<i>primaire terminée</i>	5026	4034	3397	3159	3065
<i>secondaire inférieur</i>	285	862	799	679	660
Pourcentage (nombre total de femmes = 100%)					
<i>primaire terminée</i>	29,7	23,5	19,6	18,2	17,6
<i>secondaire inférieur</i>	1,7	5,0	4,6	3,9	3,8

Source: *Annuaire démographique de la Pologne, (2017). Warszawa: Statistiques Pologne, pg. 166.*

En analysant la situation du marché du travail, il convient de souligner que 381 000 femmes sont des chômeurs, dont 45 000 ont atteint le maximum de l'enseignement secondaire inférieur (tableau 2).

Tableau 2. Nombre de femmes sans diplôme ayant un niveau d'instruction inférieur (données pour le troisième trimestre de 2017)

	Total	Femmes sans emploi			
		les perdants	les sortants	réentrants	nouveaux entrants
Total (en milliers)	381	117	38	144	83
Dont niveau d'éducation					
secondaire inférieur et primaire et primaire incomplet	45	14	.	16	12

Source: *Enquête sur les forces de travail en Pologne, III^{ème} trimestre 2017 (2018)*. Warszawa: Statistiques Pologne pg. 163.

1.2 LA POSITION DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Nombre total de femmes inactives sur le marché du travail: environ 8231 mille. La retraite était la principale raison de l'inactivité des femmes. La deuxième raison était liée aux responsabilités de la famille et du ménage (tableau 3); cependant, chez les femmes peu instruites, la deuxième raison l'inactivité professionnelle, était l'éducation et la formation.

Tableau 3. Nombre de femmes inactives ayant un niveau d'instruction inférieur (données pour le troisième trimestre de 2017)

	Total		Femmes ne cherchant pas d'emploi					Personnes cherchant un travail mais non Prêt à le prendre	Autres
	Total	Total	Raisons pour ne pas chercher un emploi						
			Découragement causé par l'inefficacité de la recherche d'emploi	éducation formation	famille et Ménage responsabilités	retraite	maladie, invalidité		
Total (en milliers)	8231	8183	177	1154	1665	4291	759	30	19
niveau d'éducation									
secondaire inférieur et primaire et primaire incomplet	2777	2774	38	696	269	1453	273	.	-

Source: *Labour force survey in Poland, III quarter 2017, (2018)*. Warszawa: Statistics Poland pg. 179.

1.3 ENVIRONNEMENT D'ENTREPRISE

Il est extrêmement difficile de compter le nombre de femmes peu scolarisées qui souhaitent travailler à domicile, mais des approximations indirectes sont possibles.

En tenant compte des aspirations des femmes et de leur évaluation du statut (position comme chance, opportunité) sur le marché du travail, il est possible d'affirmer que:

- Les femmes travaillent dans le but d'augmenter leur budget familial (66,2%) et d'être financièrement indépendantes (64,1%) [estimation basée sur des recherches menées par M. Szyszka parmi les femmes de Lublin, Pologne en 2016] (Szyszka, 2016);
- En Pologne, il existe un modèle traditionnel de la famille caractérisé par une répartition déséquilibrée des tâches et des tâches ménagères. L'enquête sur l'emploi du temps (2016) indique que, chaque jour, les femmes consacrent 4 heures et 24 minutes aux tâches ménagères, tandis que les hommes 2 heures et 1 minute en moins. Les recherches supplémentaires menées en 2006 ont montré que le temps consacré aux tâches ménagères par les femmes était de 19 heures environ par semaine (Kwiatek, 2014).
- L'allocation du temps consacré au travail professionnel à domicile est étroitement liée au nombre de tâches ménagères et à l'utilité du revenu (au sens personnel et familial). La décision de lancer une enquête commerciale dépend de ces facteurs et mener des affaires à plein temps peut être difficile pour certaines femmes. D'autre part, la vente occasionnelle de produits artisanaux pourrait être une solution, mais dans la plupart des cas, elle nécessite également des preuves et la création d'une entreprise enregistrée.
- Les principales raisons pour lesquelles les femmes ont créé leur entreprise en Pologne sont les suivantes: les rêves (20,33%); réticence au travail à temps plein (12,2%), tradition familiale (12,2%) [estimation basée sur une étude menée par T. Piecuch & E. Szczygieł parmi les femmes du sud-est de la Pologne en 2014 - la deuxième vague du panneau] (Piecuch, Szczygieł, 2015).

2. LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES

L'établissement et la conduite des affaires ainsi que son enregistrement est régie par la loi sur la liberté de l'activité économique du 2 Juillet 2004 (Dz 2004, Nr 173 poz. 1807). Cette loi s'applique aux personnes qui souhaitent gérer leur propre entreprise en son nom. Des dispositions distinctes régissent la constitution de sociétés (fondées sur le droit commercial), mais en raison du but principal de cette analyse, elles ne seront pas discutées.

2.1. L'ENREGISTREMENT DE LA SOCIÉTÉ

Avant le 1^{er} juillet 2011, le processus d'enregistrement était compliqué et nécessitait beaucoup d'efforts, en particulier de procédures bureaucratiques. Après le 1^{er} juillet 2011, le processus a été simplifié et le législateur a mis en place un «guichet unique»¹ pour l'ensemble du processus. Cela fonctionne comme possibilité d'établir la société dans un endroit (bureau), sans nécessité de se rendre dans d'autres bureaux et institutions. De nos jours, le processus est devenu plus simple et il existe une option de «no-window» qui donne la possibilité de créer une entreprise via Internet ou par téléphone, sans nécessité de quitter la maison.

L'ensemble de la procédure d'enregistrement de la société peut être effectuée:

- Les bureaux des villes et communes,
- Via Internet (via Web: <https://prod.ceidg.gov.pl/ceidg.cms.engine/>), dans les banques,
- Par courrier postal ou par téléphone (avec utilisation de la version électronique de l'application).

Pour établir la société, il est nécessaire de remplir la demande de registre CEIDG-1. Cette application est simultanément (Piecuch, 2017):

- Une demande d'inscription au registre national officiel des entités de l'économie nationale (pl. REGON),
- Une demande d'identification ou de mise à jour (numéro d'identification fiscale) auprès du responsable du bureau des impôts (pl. NIP, en. numéro de TVA),
- Une déclaration sur le choix du type d'imposition avec impôt sur le revenu des personnes physiques,
Une notification ou modification de la déclaration de cotisation à la sécurité sociale (pl. ZUS) ou déclaration relative au maintien de l'assurance sociale des agriculteurs (pl. KRUS).

Pour créer une entreprise via Internet, il est nécessaire d'utiliser: des opérations bancaires électroniques, un profil de confiance ou une signature électronique enregistrée. Un profil de confiance est un système gratuit, électronique et public qui permet de signer des documents et de prendre des dispositions officielles via Internet (<https://pz.gov.pl/>). Le bureau d'enregistrement examinera la question le lendemain au plus tard et un entrepreneur individuel recevra les informations lui permettant d'entrer dans la base des entrepreneurs.

¹ „A window” est un nom courant pour les bureaux liés à l'établissement de l'entreprise

2.2 OBLIGATION FISCALE

Pour les particuliers qui souhaitent gérer leur propre entreprise, les impôts à payer sont payés sur la base d'un impôt sur le revenu, comme c'est le cas pour les employés à temps plein. En Pologne, les entrepreneurs individuels peuvent choisir l'une des formes de fiscalité suivantes (*Formy opodatkowania...*):

- règles générales (barème fiscal de 18% et 32% - le revenu du travail est également réglé de la même manière) - sous cette forme, un entrepreneur paie 18% du revenu jusqu'à 85528 PLN moins le quota diminuant la taxe ou 15395,04 PLN + 32% de l'excédent au-dessus de 85 528 PLN,
- Impôt de 19% (dit impôt uniforme) - sous cette forme, un entrepreneur paie 19% du revenu et il n'y a pas de quota réduisant l'impôt.
- somme forfaitaire provenant de revenus enregistrés - sous cette forme, les entrepreneurs paient des quotas en fonction de leurs revenus et de règles simples et générales (pourcentage de revenus provenant de différents types d'activités),
- carte d'impôt - sous cette forme, l'entrepreneur paie un quota d'impôt fixe quelle que soit la valeur du revenu réellement généré.
-

2.3 OBTENTION DU NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE

En Pologne, chaque adulte doit avoir un numéro d'identification fiscale pour rendre compte au bureau des impôts. Dans le cas où un adulte devient un entrepreneur individuel, il / elle a le même numéro d'identification fiscale à utiliser.

2.4 LISTE DES ORGANISMES LOCAUX POUR OBTENIR DES LICENCES ET DES PERMIS

En Pologne, il est nécessaire d'obtenir les autorisations nécessaires pour trois groupes / types d'activités spécifiques (Piecuch, 2017):

- Concédé
- Autorisé,
- Contrôlé (réglementé).

La concession est accordée par le ministre compétent pour le type d'activité. La radio et la télévision constituent la seule exception. La concession est accordée par le Conseil national des Radiodiffusion et télévision. Les concessions sont accordées pour une période déterminée, en fonction du type d'activité (de 2 à 50 ans). La concession doit être recherchée par un entrepreneur qui souhaite exercer une activité économique liée à (Piecuch, 2017):

- protection des personnes et des biens,
- la distribution de programmes de radio et de télévision,
- exploration, reconnaissance, exploitation des minéraux des gisements,
- stockage de substances hors réservoir et stockage de déchets dans la masse rocheuse,
- production et circulation d'explosifs, d'armes et de munitions ainsi que de produits et de technologies à des fins militaires ou de police, production, transformation, stockage, transmission, distribution et commerce de carburants et d'énergie, transport aérien.

En Pologne, trois zones nécessitent une licence (Piecuch, 2017):

- le courtage immobilier et la gestion immobilière,
- effectuer des services de transport routier; effectuer le transport de personnes ou de marchandises par chemin de fer et fournir des véhicules de traction,
- diriger une agence de travail, une agence de travail intérimaire, une institution de formation au chômage organisant des formations pour des fonds publics.

Les activités contrôlées (réglementées) exigent le respect de conditions définies avec précision. C'est entre autres (Piecuch, 2017):

- produit et mise en bouteille de produits vinicoles et de spiritueux; fabrication, purification, contamination, déshydratation de l'alcool éthylique,
- services de détective,
- diriger un bureau de change,
- télécommunication,
- organisation d'événements touristiques et médiation pour le compte de clients lors de la conclusion de contrats pour la fourniture de services touristiques,
- exploitation d'un poste de contrôle de véhicules,
- fournissant des services touristiques, notamment: chasse effectuée par des étrangers sur le territoire de la République de Pologne, chasse à l'étranger,
- organisation de compétitions sportives professionnelles,
- mener une pratique médicale individuelle, une pratique médicale en groupe, une formation postdoctorale de médecins et de dentistes,
- mener une pratique individuelle pour les infirmières, les sages-femmes, la formation postuniversitaire d'infirmières et de sages-femmes,
- stocker des documents personnels et des documents de paie des employeurs avec une période de stockage temporaire,
- organisation de courses de chevaux,
- confection et commercialisation de produits phytopharmaceutiques
- commerce de semences,
- production et stockage de bio composant,
- exploiter un centre de formation des conducteurs, un laboratoire psychologique pour les instructeurs, les examinateurs et les conducteurs. Organiser des cours de formation pour les conducteurs de marchandises dangereuses
- exploiter une entreprise de stockage (bâtiment de stockage),

- activité postale ne nécessitant pas de permis.

Dans les cas ci-dessus, une inscription doit être faite au registre des activités réglementées.

3. AIDE AU DÉMARRAGE POUR LES FEMMES ENTREPRENEURS

En raison de la politique d'égalité, les programmes gouvernementaux réservés aux femmes entrepreneurs sont très rares. Cependant, beaucoup de programmes disponibles ont les préférences pour les femmes dans leurs critères d'évaluation pour les propositions de projets. Parallèlement à la mise en œuvre des programmes structurels de l'Union Européenne, les femmes chefs d'entreprise disposent d'une réelle opportunité de soutenir leur entreprise. La grande majorité des propositions de cofinancement d'activités commerciales provient de fonds de l'UE sous la forme de projets de financement destinés à la création d'entreprise, de prêts préférentiels ou de services de conseil en cofinancement. Le site Web d'information commun sur les fonds européens en Pologne est: (<https://www.funduszeuropejskie.gov.pl/>). Sur ce site, chaque entrepreneur ou futur entrepreneur (mais aussi les ONG, les organismes publics, etc.) peut trouver des informations intéressantes sur les financements disponibles. D'une manière générale, l'individu peut obtenir environ. 10 000 € pour la création de leur propre entreprise (max. 40 000 PLN) grâce à leur participation au projet au sein du Fonds Social Européen. Ce soutien, en majorité, est offert aux femmes, car ce groupe est traité comme un groupe à risque d'exclusion. Les rapports d'évaluation de l'efficacité des projets (concernant les projets pour jeunes adultes financés par le Fonds Social Européen dans le cadre du programme PO WER - Programme opérationnel de développement des connaissances et de la connaissance) indiquent que 55% des participants étaient des femmes (Magda, 2017) et seulement 8,9% des participants. Les femmes ont créé leur propre entreprise six mois après la participation aux projets (il s'agissait essentiellement de subventions - 93,9% des femmes chefs d'entreprise).

Les fonds européens offrent 5 types de sources directes pour financer le processus de création d'une entreprise (*Fundusze na założenie własnej firmy, 2018*):

- Entreprises pour jeunes adultes - si la personne est âgée de moins de 30 ans et si elle n'a ni éducation ni emploi - NEET,
- Personnes ayant des difficultés sur le marché du travail - personnes de plus de 30 ans, issues de milieux défavorisés,
- Entreprise d'innovation - fonds pour la création de jeunes entreprises,
- Entreprise opérant dans les zones rurales - quand une personne a la sécurité sociale grâce à des fonds pour des agriculteurs individuels,
- Prêt pour la création d'une entreprise - il s'agit d'une partie des fonds de l'UE servant de prêts pour les personnes salariées qui souhaitent devenir entrepreneurs.

La dernière forme fonctionne également en tant que fonds financés par des sources extérieures à l'UE (gouvernementales, privées, etc.), ainsi que ceux financés par des fonds Européens (dans le cadre de programmes opérationnels). En Pologne, l'Agence polonaise pour le développement des entreprises offre un fonds de prêt destiné aux femmes, qui vise à soutenir l'activation professionnelle des femmes et à améliorer leur situation sur le marché du travail en encourageant les femmes à créer leur propre entreprise. Le Fonds de prêts pour les femmes devrait contribuer à réduire le problème du chômage parmi ce groupe. Les femmes peuvent solliciter un prêt préférentiel d'un montant compris entre 5 et 10 000 € (20 et 40 000 PLN).

Bien que les sites de Business Angels soient connus en Pologne, leur impact sur le soutien à l'entrepreneuriat féminin n'est pas significatif. Cela résulte en partie de la spécialisation des Business Angels et de la taille des activités des femmes. D'après l'analyse de A. Dąbkowski (2015) en Pologne, il y a 4 000 Business Angels pouvant financer le défi de la création d'entreprise avec un budget compris entre 12 000 et 1,2 million € (50 mille à 5 millions de PLN). En 2015, les Business Angels n'ont financé que 32 initiatives (Malinowski, 2016).

4. SITES POPULAIRES POUR LES FEMMES QUI VEULENT VENDRE LEURS PRODUITS - EXEMPLE POLONAIS

En Pologne, il existe de nombreux magasins professionnels en ligne proposant de l'artisanat, mais tous peuvent être divisés en trois groupes (Kąkol, 2017):

- Leur propre domaine Internet et page Web
- Galeries Internet d'artisanat
- Facebook Fanpage (ou d'autres sites de vente comme Allegro, OLX.pl, etc.)

Les premiers sont établis en tant que page Web privée ou boutique Internet (sur la base d'outils informatiques dédiés ou préparés par des entreprises professionnelles du secteur des TIC). La seconde option fonctionne selon les mêmes conditions que les éditeurs de livres - les artisans / femmes rapportent l'accès à la galerie et le propriétaire évalue l'artisanat. Si l'évaluation est positive, les artisanes peuvent vendre leurs propres objets d'artisanat sous l'égide de la galerie mais elles doivent payer la provision.

Les plus populaires en Pologne sont (based on Kąkol, 2017; Gawęda-Białostocka, 2013): Trendymania (<http://www.trendymania.pl/>); Pakamera (<https://www.pakamera.pl/>); DaWanda (<https://pl.dawanda.com/>), Arsneo (<https://arsneo.pl/>), Decoria (<http://deccoria.pl/>), Artillo (<https://artillo.pl/>), Wylęgarnia uzdolnionych (<https://wylegarnia.com/>), Ludowo Mi (<http://ludowomi.pl/>). In Poland, there are also popular international platforms like: ETSY (<https://www.etsy.com/>) or Ezebee (<https://www.ezebee-seller.com/>).

5. DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE (FACTURE ÉLECTRONIQUE, ASSURANCE, ETC.)

Depuis 2018, chaque entrepreneur doit préparer une preuve de TVA sous forme électronique à l'aide de programmes informatiques (*Faktury elektroniczne, 2018*). Ces activités sont réalisées à l'aide de programmes ou d'applications dédiés à la comptabilité financière et sont nécessaires à la préparation du fichier de contrôle uniforme - UCF (*pl. Jednolity Plik Kontrolny - JPK*). Après préparation, la facture électronique est envoyée au destinataire sans impression. La préparation des factures électroniques n'est pas obligatoire, mais sans système électronique, il est impossible de préparer les UCF requises. La possibilité de préparer une facture électronique est donnée non seulement par les programmes informatiques, mais également par certaines banques via compte bancaire. Depuis le 1^{er} juillet 2018, les micro-entreprises polonaises seront obligées de préparer et envoyer à Le ministère des Finances est un élément supplémentaire de la base de données UCF, tel que: les grands livres, les relevés bancaires, les justificatifs d'entrepôt, les factures de vente à la TVA (y la facture), livre des recettes et des charges, justificatif des recettes.

L'assurance nationale en Pologne est réalisée par l'intermédiaire de l'Institution d'Assurance Sociale - SII (*pl. Zakład Ubezpieczeń Społecznych - ZUS*) et le Fonds d'assurance sociale agricole (*pl. Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego - KRUS*). Le second organisme est dédié à l'organisation de la sécurité sociale pour les agriculteurs individuels. Dans la plupart des cas, les entrepreneurs qui exercent leur activité doivent sécuriser SII. Tous les documents requis relatifs à la sécurité sociale des entrepreneurs doivent être envoyés, sous forme électronique, via un programme spécifique préparé par SII - appelé PŁATNIK. Il n'existe aucune option permettant de les distribuer sous forme imprimée à SII. SII a également préparé un site Web informatif et contrôlé - Electronic Services Platform - ESP (*pl. Platforma Usług Elektronicznych - PUE*), qui permet de vérifier le montant des cotisations d'assurance sociale ou le nombre de jours où une personne était en congé de maladie.

CONCLUSIONS

La conduite des affaires en Pologne exige de nombreuses obligations formelles et ce n'est pas aussi simple pour un entrepreneur individuel. Pour évaluer la capacité de gestion d'une entreprise par des femmes peu instruites, cela vaut la peine de souligner qu'elles devront respecter les mêmes règles que les grandes entreprises dotées des connaissances financières voulues. Pour cette raison, offrir des objets d'artisanat via Internet nécessite des solutions simples, comme rejoindre le groupe de vente (par exemple, les galeries Internet), plutôt que de créer sa propre boutique Internet.

REFERENCES

Dąbkowski A. (2015), *Rynek inwestorów wysokiego ryzyka – Aniołowie Biznesu*, [‘High risk investors market - Business Angels’], „Kwartalnik Naukowy Uczelni Vistula” vol. 4(46).

Faktury elektroniczne 2018, (2018). [‘Electronic invoices in 2018’] (On-line source: <http://ksiegowosc.infor.pl/podatki/vat/faktura/772683,Faktury-elektroniczne-2018.html>)

Formy opodatkowania podatkiem dochodowym, (2018). [‘Forms of taxation with income tax’] (On-line source: <https://www.biznes.gov.pl/przedsiębiorcy/biznes-w-polsce/zakladam-firme/formy-opodatkowania>)

Fundusze na założenie własnej firmy, (2018). [‘Funds for setting up own business’] (On-line source: <https://www.funduszeuropejskie.gov.pl/strony/wiadomosci/fundusze-europejskie-na-zalozenie-firmy/>)

Gawęda-Białostocka, K. (2013), Sprzedaż rękodzieła w Internecie, czyli jak i gdzie? [‘Sale of handicrafts on the Internet - how and where?’] (On-line source: <http://lavenderandrosestories.blogspot.com/2013/02/sprzedaz-rekodziea-w-internecie-czyli.html>)

Kąkol J. (2017), Jak i gdzie sprzedawać rękodzieło – przewodnik [How and where to sell the handicrafts – a guideline’] (on-line source: <http://blog.pasart.pl/jak-i-gdzie-sprzedawac-rekodzielo-przewodnik/>)

Kwiątek, A. (2014). *Kobieta-matka vs. kobieta-pracownica. Jakość życia pracujących zawodowo matek*. [‘Mother-woman vs. employee-woman. The quality of life of working mothers’] „Studia Ekonomiczne”, Vol. 179.

Magda I. (ed.). (2017), *Badanie efektów wsparcia zrealizowanego na rzecz osób młodych w ramach Programu Operacyjnego Wiedza Edukacja Rozwój II Raport wskaźnikowy*, Warszawa: Ministerstwo Rozwoju.

Malinowski B. (2016), Źródła finansowania startupów (2) Aniołowie biznesu [‘Sources of financing of start-ups (2) Business Angels’], (on-line source: <https://wethecrowd.pl/zrodla-kapitalu-dla-startupow-2/>)

Piecuch T., Szczygieł E. (2015), *Podjęcie kobiet do przedsiębiorczości - raport z badań*, [‘Women's approach to entrepreneurship - research report’] [in:] *Przedsiębiorczość. Jednostka. Organizacja. Kontekst*. (ed. A. Postuła, J. Majczyk, M. Darecki), Ed. Warszawa: Publishing House of Faculty of Management of Warsaw.

Piecuch T. (2017), *Starting a business – materials for lecturers*, Rzeszow University of Technology.

Szyska M. (2016). *Professional Activity in the Opinion of Working Women*, “*Annales Universitatis Mariae Curie-Skłodowska*”, Vol. XLI (2), DOI: 10.17951/i.2016.41.2.103

Time use survey 2013. Part 2. (2016), Warszawa: Statistics Poland.



RAPPORT NATIONAL DE GRECE

Partener: IDEC S.A. Piraeus



INTRODUCTION

Trouver une définition de l'entrepreneuriat féminin, acceptée par tous les États membres de l'Union Européenne, est un problème depuis plusieurs années. Il n'y a pas d'accord entre tous les États membres (par exemple, certains se concentrent sur les travailleurs indépendants, tandis que d'autres incluent des médecins indépendants en entrepreneuriat). La Commission Européenne utilise généralement la définition suivante pour la planification et la mise en œuvre des politiques: l'entrepreneuriat féminin désigne les entreprises dans lesquelles 50% du bien appartient à une femme et dont la gestion est confiée à une femme.

Selon la Banque mondiale, les femmes entrepreneurs détiennent un peu plus de 30% des entreprises officiellement enregistrées dans le monde. Les pourcentages correspondants apparaissent en Grèce et dans l'Union Européenne, où environ un tiers des travailleurs indépendants sont des femmes.

En Grèce, en 2016, le rapport entre les hommes et les femmes indépendants et l'effectif total est particulièrement élevé par rapport à l'UE28, comme ce fut le cas les années précédentes. Plus spécifiquement, l'indicateur du travail indépendant pour 2016 montre que 29,50% du total des femmes qui travaillent en Grèce sont des travailleurs indépendants, tandis que le ratio des femmes parmi les travailleurs indépendants du total des femmes qui travaillent dans l'UE-28 n'est que de 11,80%. De manière générale, depuis 2007 (année d'établissement de l'indicateur spécifique dans la base de données de l'EIGE), la Grèce précède l'emploi indépendant des femmes dans tous les États membres de l'Union Européenne.

Selon le dernier rapport de la Fondation pour la recherche économique et industrielle pour l'esprit d'entreprise en Grèce (IOBE), lorsqu'une personne est poussée à l'esprit d'entreprise en raison du manque d'autres possibilités d'emploi, on parle d'entreprise fondée sur les besoins. En Grèce, en raison du taux de chômage élevé, la création d'une nouvelle entreprise est plus une option de survie que la possibilité de tirer parti d'une occasion d'affaires. Il est toutefois positif qu'en 2015, le taux d'entrepreneuriat le plus bas impulsé par les nécessités ait été observé depuis 2008, début de la crise économique Grecque. De manière générale, l'entrepreneuriat féminin impulsé par les besoins n'est que légèrement supérieur à celui des hommes (24% contre 21%).

Malgré les difficultés à discerner l'entrepreneuriat et le travail indépendant, il est un fait que les femmes rencontrent encore de nombreux obstacles pour créer et gérer leurs entreprises.

Le rôle de la famille proche en Grèce est décisif et définit la relation entre l'investisseur informel et le bénéficiaire du financement: 69% appartiennent à la famille proche et 15,5 % à

des personnes du cercle familial plus large. Ainsi, près de 85% des «investisseurs informels» sont simplement des membres de la famille, qui peuvent même prendre des décisions sous la pression psychologique d'un taux de chômage élevé pour financer une entreprise qui initie un membre de la famille proche. Selon la Fondation pour la recherche économique et industrielle (IOBE), les «investisseurs informels» en Grèce sont principalement des femmes. Plus précisément, le pourcentage atteint plus de deux fois la moyenne Européenne (55, 5% contre 26,8%).

1. INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LES FEMMES DÉFAVORISÉES

En Grèce, les femmes constituent la majorité de la population. En outre, le pourcentage de la population féminine a légèrement augmenté, passant de 50,701% en 1975 à 50,780% en 2017. Après la crise économique, la population totale a commencé à diminuer, principalement parce que les jeunes ont déménagé dans un autre pays pour y étudier et travailler, mais également à cause d'un faible taux de natalité. Entre 2011 et 2016, la Grèce a perdu environ 3% de la population. Jusqu'à 2030, on estime que la population de la Grèce baissera à 9,9 millions en 2050 et atteindra 8,9 millions, soit une diminution totale de 18%. La population vieillissante susmentionnée est composée principalement de femmes. Selon le dernier recensement de la population réalisé par l'autorité grecque des statistiques (2011), le pourcentage de femmes augmentant à mesure que nous passons dans les groupes d'âge supérieurs, atteignant 60,27% dans le groupe d'âge des 80 ans et plus.

1.1 EDUCATION

En ce qui concerne le niveau d'éducation, nous constatons un pourcentage élevé de femmes analphabètes (plus des 2/3 de la population totale analphabète), ainsi qu'un très faible pourcentage de femmes au niveau de formation le plus élevé (doctorat).

L'entrepreneuriat est également associé au chômage. Comme mentionné précédemment, le chômage peut conduire les femmes et les hommes à diverses formes d'entrepreneuriat.

Au 2ème trimestre 2017, le taux de chômage des femmes en Grèce a atteint 25,4% (547,100) contre 17,7% (469,500) pour les hommes. Il convient de noter que le deuxième trimestre inclut le début de la période touristique, ce qui implique une augmentation de l'occupation saisonnière. Une diminution du taux de chômage total est donc normalement attendue après avril.

À titre indicatif, selon l'OAED, l'organisation nationale qui promeut l'emploi en Grèce, le taux de femmes au chômage en mai a été réduit de 27,1% (14 621 femmes), tandis que le taux de chômage des hommes a été réduit de 6,21% (20 335 hommes). Cependant, l'examen des données des 4 mois suivants révèle que les femmes ne bénéficient pas du même emploi

saisonnier que les hommes. Le taux de chômage des hommes a continué à baisser d'avril à septembre, tandis que l'on observe des hauts et des bas chez les femmes.

Tableau 1: Nombre total de femmes et d'hommes au chômage (Grèce, avril à octobre 2017)

Mois	Hommes	Femmes
Avril 2017	327.275	537.934
Mai 2017	306.920	523.313
Juin 2017	297.303	524.821
Juillet 2017	295.428	535.037
Aout 2017	292.775	534.715
Septembre 2017	288.262	511.702
Octobre 2017	300.550	523.967

Tableau 2: Population de 15 ans et plus par statut d'emploi, niveau d'éducation et sexe. 4ème trimestre 2017

<i>En milliers</i>					
Niveau d'éducation et sexe	Somme finale	Force de travail			Non-force de travail
		Total	Employé	Sans emploi	
Les deux sexes	9.163,3	4.743,2	3.736,3	1.006,8	4.420,2
A reçu un diplôme d'études supérieures	242,8	213,8	189,7	24,1	29,0
Études supérieures terminées	1.879,9	1.397,3	1.161,6	235,7	482,6
Études postsecondaires techniques et professionnelles complètes	648,9	496,5	364,1	132,5	152,4
Études secondaires terminées	2.935,9	1.676,6	1.291,2	385,5	1.259,2
Terminé la troisième année de l'enseignement secondaire de 6 ans	1.111,2	443,9	336,0	107,9	667,3
Primaire terminé	1.993,0	489,2	379,3	109,8	1.503,9
N'ont pas terminé l'enseignement primaire	211,3	14,4	8,0	6,4	196,8
N'a fréquenté aucune école	140,3	11,4	6,3	5,0	128,9
Mâles	4.417,7	2.641,7	2.183,4	458,3	1.776,1

A reçu un diplôme d'études supérieures	130,3	113,0	102,0	11,0	17,3
Études supérieures terminées	897,6	672,0	586,2	85,8	225,6
Études postsecondaires techniques et professionnelles complètes	300,7	245,0	194,8	50,2	55,7
Études secondaires terminées	1.540,9	1.026,8	838,0	188,8	514,2
Terminé la troisième année de l'enseignement secondaire de 6 ans	582,0	287,0	228,5	58,4	295,0
Primaire terminé	854,8	283,9	224,7	59,2	570,9
N'ont pas terminé l'enseignement primaire	72,0	8,5	5,3	3,2	63,5
N'a fréquenté aucune école	39,5	5,6	4,1	1,6	33,9
<i>Femmes</i>	4.745,6	2.101,5	1.552,9	548,6	2.644,1
A reçu un diplôme d'études supérieures	112,5	100,8	87,8	13,0	11,7
Études supérieures terminées	982,3	725,3	575,4	149,9	257,0
Études postsecondaires techniques et professionnelles complétées	348,2	251,6	169,3	82,3	96,7
Études secondaires terminées	1.395,0	649,9	453,2	196,7	745,1
Terminé la troisième année de l'enseignement secondaire de 6 ans	529,3	157,0	107,5	49,5	372,3
Primaire terminé	1.138,3	205,3	154,7	50,6	933,0
N'ont pas terminé l'enseignement primaire	139,3	6,0	2,8	3,2	133,3
N'a fréquenté aucune école	100,8	5,7	2,3	3,4	95,1

Source: ELSTAT (Hellenic Statistical Authority 2018)

1.2 LA POSITION DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La crise économique a eu un impact considérable sur les relations de travail et les conditions de travail, qui ont touché les femmes plus que les hommes. Selon les données fournies par le médiateur grec, il y aurait eu des cas de discrimination à l'égard des femmes, notamment en ce qui concerne les conditions de grossesse et les besoins de maternité. Ces catégories étaient davantage exposées au chômage ou à la transformation de leur emploi en statut à temps partiel ou à la discrimination en général malgré la législation de protection de l'UE. La crise est souvent utilisée comme excuse pour des pratiques déloyales et illégales. En 2012, il y a eu une augmentation d'environ 118% (par rapport à 2011) des cas où le contrat de travail a été converti en contrat à temps partiel, à la suite d'une décision unilatérale de l'employeur; dans ces cas, les femmes sont souvent appelées pour un à trois jours de travail par semaine.

En outre, l'austérité a également intensifié les problèmes de discrimination à l'égard des femmes sur le marché du travail. Les stéréotypes semblent bien ancrés dans plusieurs secteurs à prédominance masculine (par exemple, la police et l'armée), mais également dans les secteurs de l'éducation, de l'administration publique et des services de santé et entravent de manière disproportionnée la promotion et le développement professionnel des femmes. Il est devenu assez courant de demander aux jeunes femmes de ne pas fonder une famille si elles souhaitent trouver un emploi dans le secteur privé. Dans d'autres cas, les intervalles de congé de maternité n'étaient pas pris en compte comme périodes de service en cas de promotion dans le secteur de l'éducation. La discrimination s'est également manifestée par la réduction des salaires et des prestations pendant les périodes de congé de maternité ou de congé de maladie à la lumière d'une grossesse imminente, bien que la législation soit censée empêcher cette discrimination dans le secteur public (Ombudsman de la Grèce, 2012).

2 LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES

2.1 L'ENREGISTREMENT DE LA SOCIÉTÉ

La constitution d'une société en Grèce commence par le choix du type de société pouvant être ouvert en fonction de ses besoins, élabore les statuts de la société ou l'acte constitutif, choisit un siège social et élit un comptable pour la société.

TYPES D'ENTITÉS GRECQUES:

- société anonyme par actions (AE)
- société à responsabilité limitée (EPE)
- société à capital privé (IKE)
- partenariat global (OE)
- Partenariat limite (EE)

Au début de la constitution d'une société en Grèce, les entrepreneurs doivent être conscients que toutes les entités enregistrées en Grèce doivent avoir un nom unique. Il est donc conseillé de vérifier le nom souhaité auprès de la Chambre de commerce et d'industrie, qui émettra une preuve de l'unicité de ce nom. Après avoir obtenu cette preuve, les entrepreneurs doivent déposer les documents de la société auprès du barreau d'Athènes et signer les statuts devant un notaire.

Le capital social minimum ou le capital initial doit être déposé sur un compte bancaire et l'impôt sur le capital de la concentration du capital doit être acquitté dans les 15 jours suivant la signature des statuts.

Tous les documents susmentionnés doivent être remis au secrétariat du tribunal de première instance, qui obtiendra un numéro d'enregistrement. Un résumé des statuts doit être remis à

l'imprimerie nationale pour publication au Journal national Grec. Dans le même temps, une demande d'enregistrement à la Chambre de commerce et d'industrie doit être déposée. Avec les statuts notariés, l'attestation de l'approbation de la raison sociale émise par la Chambre de commerce et d'industrie et une copie du Journal officiel contenant le résumé des statuts doivent être déposées. Ainsi, la société nouvellement créée est enregistrée pour les taxes spécifiques et les cotisations de sécurité sociale.

La prochaine étape dans la création d'une société grecque consiste à créer un sceau de société dans le but de sceller les livres et registres de la société, avant la certification. La facture et les livres de comptes de la société doivent recevoir le cachet de l'administration fiscale.

La dernière étape de la constitution d'une société en Grèce consiste à informer l'organisation du travail, qui doit être exécutée dans les 8 jours qui suivent l'embauche de son premier employé, par courrier électronique ou par téléphone.

Tous les nouveaux propriétaires d'entreprise devront effectuer les étapes suivantes. **Le travailleur autonome** complète les étapes 4 et 10-15.

Etapes	La description
1	Obtenir l'approbation du nom de l'entreprise auprès de la Chambre de commerce et d'industrie
2	Classer les documents de l'entreprise auprès du barreau d'Athènes
3	Signer les statuts devant un notaire
4	Déposer de capital dans une banque
5	Payer l'impôt sur le capital à l'administration fiscale
6	Obtenir un timbre de la caisse de retraite des avocats
7	Obtenir une certification par le fonds de prévoyance des avocats
8	Soumettre les statuts et s'enregistrer auprès du secrétariat de la Cour pour obtenir un numéro de registre.
9	Soumettre le résumé des statuts pour publication au Journal officiel (FEK)
dix	S'inscrire à la Chambre de commerce et d'industrie
11	S'inscrire auprès d'un organisme d'assurance indépendant (OAEE), d'un organisme d'assurance agricole (OGA), etc.

12	Obtenir un numéro d'identification fiscale (AFM) pour l'entreprise
13	Commande d'un timbre / sceau
14	Demander à l'administration fiscale de perforer les carnets de réception et le journal de comptabilité de l'entreprise
15	Aviser la main-d'œuvre (OAED) dans les 8 jours suivant l'embauche d'un travailleur

En tant que "guichet unique" pour la création de sociétés en nom collectif ou à responsabilité limitée de tous types, le registre général du commerce (GEMI - <http://www.businessportal.gr/>) est désigné conformément à l'article 2 de la loi n ° 3419 / 2005 (Journal officiel 297 A), modifié par l'article 13 de la loi en vigueur. En tant que "guichet unique" pour la constitution de sociétés à responsabilité limitée, les sociétés anonymes, ainsi que dans tous les autres cas de rédaction d'un acte notarié, sont désignées par le notaire qui établit l'acte notarié.

L'ouverture d'un magasin en ligne peut s'avérer plus compliquée qu'un magasin ordinaire, essentiellement en raison de la manière dont les paiements sont effectués (paiements électroniques).

2.2 OBLIGATION FISCALE

Pour les particuliers qui souhaitent gérer leur propre entreprise, les impôts à payer sont acquittés sur la base d'un impôt sur le revenu (100% payé d'avance), comme c'est le cas pour les employés à temps plein et les retraités, mais sans déduction fiscale dans ces cas.

Les taux d'imposition sont les suivants:

- 22% (pour un bénéfice inférieur à 20.000€)
- 29% (pour des bénéfices compris entre 20.001 € et 30.000€)
- 37% (pour des bénéfices compris entre 30.001 € et 40.000€)
- 45% (pour un bénéfice supérieur à 40.001€)

Indépendamment des bénéfices, toutes les entités grecques sont taxées au taux de 29%. Un paiement anticipé de 100% est requis. Les actions sont taxées au taux de 15%.

En ce qui concerne les cotisations d'assurance pour les particuliers, les bénéfices nets avant impôts sont d'au moins 26,95%. Il en va de même pour les dirigeants d'entreprise et les

actionnaires détenant au moins 3% des actions, tout en étant membres du conseil d'administration.

2.3 OBTENTION DU NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE

En Grèce, chaque adulte doit avoir un numéro d'identification fiscale. Dans le cas où un adulte souhaite devenir un entrepreneur individuel, il / elle doit enregistrer l'entreprise auprès des autorités fiscales et obtiendra l'autorisation d'utiliser son numéro d'identification fiscale personnel également à des fins commerciales.

2.4 LICENCES ET PERMIS

En Grèce, il n'est pas nécessaire d'obtenir une licence ou un permis spécifique pour ouvrir une boutique en ligne dans le commerce de produits artisanaux.

3. AIDE AU DÉMARRAGE POUR LES FEMMES ENTREPRENEURS

Le facteur de survie le plus crucial pour une nouvelle entreprise consiste à choisir la source de financement la plus appropriée. Les sources de financement disponibles pour les entreprises sont:

Capital d'amorçage

Le capital d'amorçage est un petit financement pour le démarrage d'une entreprise généralement attribué à des catégories de population spécifiques, telles que les jeunes ou les chômeurs. Les principales caractéristiques de ces actions sont que le capital est assez petit (15 à 50 milliers d'euros), est payé à l'avance et est destiné à couvrir les dépenses d'exploitation de la première année d'exploitation de la société afin de lui donner le temps de développer ses activités. À titre indicatif, il existe des actions du secteur public ([programme OAED](#)) et du secteur privé ([TheOpenFund](#)), dans divers secteurs de l'économie (produits traditionnels, technologies de l'information, etc.).

Le processus est assez simple et la soumission peut être faite par toute personne intéressée. Cependant, ces actions ne sont pas ouvertes toute l'année, alors qu'il existe des conditions préalables telles que des séminaires et des cartes de chômage pour les programmes publics (OAED).

Prêts bancaires

Lorsque les banques financent de nouvelles entreprises, elles demandent à voir le plan d'entreprise. L'application sera étudiée par plusieurs groupes vérifiant différents sujets. Il est

donc particulièrement important que le plan d'affaires soit aussi complet que possible pour éviter tout retard.

En Grèce aujourd'hui, les banques se trouvent dans une situation très difficile. Comme elles ont beaucoup de prêts qui ne sont pas remboursés en raison de la crise, elles sont donc très attentives aux nouveaux prêts.

Accord de partenariat (PA) 2014-2020 (ESPA)

[ESPA](#) est le programme grec qui utilise des fonds du programme de l'Union Européenne pour l'élimination des inégalités entre les régions de l'UE. Dans le cadre de l'ESPA, le gouvernement distribue des fonds destinés au commerce, à la transformation ou à la production primaire. Les candidatures sont présentées dans des délais déterminés par les ministères compétents et le secrétariat général de l'ESPA. L'évaluation des propositions est faite par des évaluateurs indépendants, les résultats sont publiés, puis une période de un à trois ans est donnée pour la mise en œuvre de chaque action. Le financement peut correspondre à un pourcentage de l'investissement ou à une réduction fiscale (généralement entre 40 et 60%). Les documents de dépenses sont requis et ils sont examinés lors des contrôles sur place.

Le grand avantage d'ESPA est sa disponibilité, mais comme le financement dépend des coûts, il n'est pas particulièrement utile pour les nouvelles entreprises. Cependant, cette option est particulièrement intéressante à combiner avec d'autres formes de financement (prêts bancaires, capital-risque, etc.).

Le programme ESPA 2014-2020 finance, entre autres, les initiatives suivantes:

- Start-ups et nouvel entrepreneuriat
- Mise à niveau des micros et petites entreprises pour développer leurs compétences sur de nouveaux marchés
- Faire des affaires à l'étranger

Communauté grecque à l'étranger

Enfin, avec la crise actuelle, la communauté grecque à l'étranger a également été active et a créé de nouvelles actions, telles que l'[Envolve Award Greece](#) qui concerne un prêt sans intérêt d'un montant maximal de 500 000 euros, avec un remboursement dans les cinq ans.

4. SITES POPULAIRES POUR LES FEMMES QUI VEULENT VENDRE LEURS PRODUITS - EXEMPLE GREC

En Grèce, de nombreuses boutiques en ligne proposent des produits d'artisanat, principalement des bijoux, des vêtements, des chaussures et des sacs. Ils peuvent être divisés en catégories suivantes:

- Sites de vente dédiés à l'artisanat (boutiques en ligne). Certains d'entre eux sont: <http://www.heraki.gr/> , <https://www.craftzbay.com/Default.aspx> , <http://xeirotexnes.gr/>
- Sites de vente (comme vendora.gr, etc.)
- Pages Facebook (comme XeirotexnimaTripoli, xeirotexnima.shop, etc.)

5. DOCUMENTATIONS ÉLECTRONIQUES (FACTURE ÉLECTRONIQUE, ASSURANCE, ETC.)

En Grèce, les particuliers et les entreprises sont tenus de soumettre chaque année une déclaration fiscale électronique via le système en ligne (TAXISNET) de l'Autorité indépendante du revenu public (<https://www.aade.gr/>), sur laquelle ils se baseront pour être taxé. De plus, à la fin de chaque mois, les sociétés doivent soumettre à l'administration fiscale une liste détaillée de toutes les factures, ainsi que leur valeur et la TVA correspondantes, qu'elles ont émises.

De plus, les sociétés grecques ayant des employés doivent soumettre tous les mois une déclaration électronique des cotisations d'assurance sociale par le biais du système en ligne de l'Agence commune de la sécurité sociale (EFKA). Grâce à ce système, les charges sociales sont calculées pour chaque employé et chaque entreprise.

La facturation électronique a été introduite en partie en Grèce en 2006 dans le but d'offrir aux entreprises de toutes tailles et de tous secteurs d'activité la possibilité de réduire considérablement leurs coûts d'exploitation en les exemptant d'impression, d'archivage et d'envoi de factures papier. Néanmoins, le système électronique n'est toujours pas pleinement opérationnel, mais il devrait être achevé d'ici à fin 2019. Sous sa forme pleinement développée, le système pourra, dès l'émission d'une facture, notifier en temps réel le système de comptabilité du client l'acceptation des frais et en même temps informer le bureau des impôts pour percevoir la taxe correspondante.

CONCLUSIONS

Le développement économique d'un pays dépend et est déterminé, entre autres facteurs, par l'esprit d'entreprise. En particulier en cette période de crise économique que nous traversons ces dernières années, lorsque le secteur public se contracte, le rôle social de l'État diminue et l'insécurité et l'incertitude prédominent. L'entrepreneuriat est la réponse à la reprise économique progressive fondée sur des principes solides et rationnels pour des fondements équitables au profit de la société tout entière.

Ceci à la condition que les entreprises existantes et les nouvelles entreprises soient caractérisées par le dynamisme, la créativité, l'innovation et l'extraversion dans une société sans stéréotypes ni agents pathogènes, dans laquelle les hommes et les femmes d'affaires coexistent sur un pied d'égalité.

Le renforcement de l'entrepreneuriat féminin est une condition préalable non seulement pour sortir de la crise, mais aussi pour ne plus y faire face à l'avenir. En donnant les mêmes chances et la même motivation à la plus grande partie du pays, les femmes, nous forçons l'économie à se développer sur une base solide, en utilisant tout son potentiel de main-d'œuvre et d'entreprise.

RÉFÉRENCES

The situation of female entrepreneurship in Greece: a comprehensive information bulletin in English issued by the Greek General Secretariat for Gender Equality, Ministry of Interior - General Secretariat for Gender Equality (<http://www.isotita.gr/wp-content/uploads/2017/12/Observatory-13th-e-bulletin-Womens-Entrepreneurship.pdf>)

February 2018 E-bulletin no. 15 Population in Greece – Remarks about gender, Ministry of Interior - General Secretariat for Gender Equality (<http://www.isotita.gr/wp-content/uploads/2018/02/Observatory-15th-e-bulletin-Population-in-Greece-%E2%80%93-Remarks-about-gender.pdf>)

The policy on gender equality in Greece, Directorate General for Internal Policies – Policy Department C: Citizens' Rights and Constitutional Affairs ([http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/493028/IPOL-FEMM_NT\(2013\)493028_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/493028/IPOL-FEMM_NT(2013)493028_EN.pdf))

<http://www.companyformationgreece.com>

<https://www.startyouup.gr/el/a/44-pws-tha-forologhthoyn-oi-epixeirhseis-gia-to-2017>
<http://startupgreece.gov.gr>



RAPPORT NATIONAL DE SLOVENIE

University of Ljubljana, Faculty of Education



INTRODUCTION

La Slovénie est un petit pays avec une population de 2.065.890 (1.023.100 hommes, 1.039.790 femmes). Au registre des entreprises de Slovénie, environ 213 000 entreprises sont enregistrées. Par rapport à 2017, l'année 2018 se caractérise par une plus grande entrée d'entités commerciales dans le registre des entreprises. Parmi les entreprises, on compte 91 429 entrepreneurs personnels enregistrés (données de mars 2018). Dans la même période de l'année dernière, il y avait 87.957 entrepreneurs personnels enregistrés. Les personnes qui souhaitent créer une entreprise en Slovénie bénéficient de nombreuses aides financières et non financières financées par l'État. Ces dernières années, le niveau d'activité entrepreneuriale en phase de démarrage en Slovénie a augmenté, notamment en 2016, année où il a atteint le sommet optimiste de 8%. L'augmentation constante de l'activité entrepreneuriale au cours des cinq dernières années et l'amélioration des perceptions sociales et individuelles sont attribuées à la solide croissance économique slovène, à la diminution de la crise financière et à la consolidation du système bancaire, ainsi qu'au développement de la qualité de l'écosystème entrepreneurial. La Slovénie dispose de nombreux programmes d'entrepreneuriat. Le projet "Entrepreneurially into the world of business" introduit un modèle de mentorat et de formation complémentaire afin de préparer les participants à l'acquisition des compétences de base pour développer leurs idées commerciales. Le Fonds slovène pour les entreprises est un fonds public destiné à améliorer l'accès aux ressources financières. Les personnes qui souhaitent créer une entreprise peuvent obtenir de nombreuses informations utiles sur différents portails Web: Slovenia Business Point, Entrepreneurship Portal, Initiative Start:up Slovenia, etc.

Bien que l'indice TEA ait diminué en 2017 pour s'établir à 6,8%, certains indicateurs indiquant une perception des valeurs sociétales liées à l'entrepreneuriat et des perceptions individuelles de l'entrepreneuriat ont considérablement augmenté. Sur un record de 16% de la population adulte qui, en 2013, a perçu des opportunités d'affaires prometteuses pour créer une nouvelle entreprise, ce pourcentage est passé à 25% en 2017. Les deux tiers de la population adulte respectent les entrepreneurs qui réussissent et plus de la moitié croient posséder les connaissances et les compétences nécessaires pour créer une entreprise.

1. INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LES FEMMES DEFAVORISEES

Selon les données d'octobre 2017, la Slovénie avait une population de 2 065 890 habitants. La population slovène était composée de 1.023.100 hommes et 1.039.790 femmes. Au dernier trimestre de 2017, il y avait 972 000 personnes occupées et 60 000 personnes au chômage (46,8% d'hommes et 53% de femmes). En 2017, le taux de chômage était de 5,8%. Le taux de chômage des jeunes (15 à 29 ans) était de 9,7% et de 4,9% chez les personnes âgées (50 à 64

ans). La population slovène est divisée par le statut d'activité des personnes actives (employés et chômeurs) et inactives (étudiants et retraités). Parmi les personnes actives, il y avait 830 000 (431 000 hommes, 400 000 femmes) employés et 116 000 travailleurs indépendants (80 000 hommes et 36 000 femmes) (SURS).

1.1 EDUCATION

Les tableaux 1 et 2 contiennent des données statistiques sur les femmes slovènes. Les données pour 2015 et 2016 sont données à titre de comparaison. Les données les plus récentes sont celles de 2017. Le tableau 1 montre la répartition des femmes en fonction du niveau d'éducation. Nous pouvons voir qu'il y a beaucoup de femmes qui n'ont terminé que l'école primaire.

Tableau 1: Nombre de femmes par niveau d'éducation de 2015 à 2017.

	2015	2016	2017
Education	nombre	nombre	nombre
pas d'éducation	2.893	2.748	2.580
élémentaire incomplet	36.456	34.801	33.173
élémentaire	231.833	226.618	221.307
école professionnelle inférieure	11.306	11.242	11.259
école professionnelle	130.026	129.563	129.024

1.2 LA POSITION DE LA FEMME SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le tableau 2 présente les données sur les femmes actives en Slovénie. Il est évident que le nombre de femmes employées et non salariées est en augmentation.

Tableau 2: Le nombre de femmes actives de 2015 à 2017.

	2015	2016	2017
	nombre	nombre	nombre
employé	368.824	375.398	388.566
Travailleur indépendant	-	31.000	36.000
sans emploi	60.512	57.520	51.149

2. LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES

Loi sur les compagnies

(http://www.mgrt.gov.si/fileadmin/mgrt.gov.si/pageuploads/zakonodaja/ZGD-1_PREVOD_13-12-12.pdf) régit la création d'une société en Slovénie. La Loi sur les compagnies définit diverses formes juridiques et organisationnelles. Les plus courants sont les entrepreneurs privés et les sociétés à responsabilité limitée. Les autres formes possibles sont une société à responsabilité illimitée, une société anonyme, une société en commandite et une société de capitaux privés. Dans les formulaires commerciaux, il est nécessaire de séparer, par exemple l'activité artisanale. L'activité artisanale est une activité de production ou de services, basée sur des commandes individuelles, la fabrication n'est que de petits lots et la production en série ne couvre pas la plupart des activités. Les formes les plus courantes d'établissement d'une entreprise en Slovénie sont les entrepreneurs privés ou les entreprises à propriétaire unique et les sociétés à responsabilité limitée. La principale différence entre les deux réside dans le fait qu'un entrepreneur privé accepte la responsabilité de tous ses biens, tandis que la société à responsabilité limitée accepte uniquement les biens de la société. Pour créer un entrepreneur privé, un capital fondateur n'est pas nécessaire, alors que pour une société à responsabilité limitée, le capital fondateur est de 7.500 EUR. Si une personne qui est déjà employée par une autre entreprise pendant 20 heures par semaine de moins que le plein temps décide d'enregistrer un entrepreneur privé, elle devra payer la différence en assurance complète (40 heures par semaine) en tant qu'entrepreneur privé.

Ces dernières années, les ventes en ligne sont de plus en plus populaires. La législation Slovène, Européenne et Internationale régit le domaine de la vente en ligne. La vente via Internet est possible avec la conclusion d'un contrat de vente sous forme électronique (via un e-mail ou une application dédiée permettant l'achat automatisé). En la matière, il est essentiel que tous les composants obligatoires du site Web soient publiés et que le consommateur soit informé de manière adéquate sur le vendeur. De plus, le vendeur a dûment formé et publié les conditions générales et communique avec le consommateur par e-mail. Il est essentiel d'identifier le fournisseur. Sur le site Web, certaines informations doivent être facilement et en permanence accessibles aux consommateurs (nom de la société et siège social, tribunal auprès duquel l'inscription est inscrite, numéro d'enregistrement de la société, montant du capital de base, numéro de téléphone, numéro de validité de la société, mail adresse, numéro de TVA, autorisation). Le consommateur doit être introduit avec toutes les caractéristiques des produits, leur prix, les frais de livraison (cette information doit être disponible dès la phase de publicité). Avant de confirmer sa commande, le consommateur doit être informé de manière claire et compréhensible de la procédure de conclusion du contrat de vente ou de l'achat en ligne, des moyens d'identifier et de supprimer les erreurs avant la confirmation, des conditions générales dans quelle langue la conclusion du contrat de ventes est possible. Le contenu des conditions générales dépend du vendeur en ligne. Il est également conseillé de réglementer la collecte, l'utilisation et la manière de protéger les données personnelles. Si le vendeur collecte et stocke des données personnelles, le consentement du propriétaire des données personnelles est obligatoire. Dans le cas de contrats à distance, le consommateur doit recevoir des informations sur:

- l'adresse où la société exerce effectivement ses activités (ou l'adresse de son siège), le numéro de téléphone, le numéro de fax et l'adresse électronique de la société,
- les coûts associés à l'utilisation d'un dispositif de communication s'ils diffèrent des frais de base,
- les conditions, délais et procédure d'exercice du droit de rétractation,
- l'indication que le consommateur rembourse les frais de retour des articles en cas de résiliation du contrat,
- les frais de retour des articles s'ils ne peuvent pas être renvoyés par la poste,
- les coûts que le consommateur doit payer à l'entreprise s'il se désiste du contrat après avoir demandé son désistement,
- l'absence de droit de rétractation si le consommateur ne dispose pas du droit de rétractation ou des circonstances dans lesquelles le consommateur perd son droit de rétractation du contrat,
- l'existence de codes de conduite et l'accessibilité à des codes de conduite éventuels,
- la durée minimale des obligations du consommateur en vertu du contrat,
- la possibilité de règlement extrajudiciaire des litiges et autres recours légaux applicables aux entreprises et leur accessibilité.

If Si l'entreprise ne fournit pas d'informations sur les coûts supplémentaires, le consommateur n'est pas obligé de les payer.

La société doit s'assurer que, dans la procédure de confirmation du contrat à distance utilisant des moyens électroniques, le consommateur reconnaît expressément que l'attribution d'une commande est en accord avec le paiement.

L'un des éléments statutaires les plus importants des conditions générales est l'information sur la possibilité et la méthode de résiliation du contrat. Dans un délai de 14 jours, le consommateur peut notifier au vendeur sa résiliation du contrat sans en donner la raison. Passé ce délai, le consommateur dispose d'un délai supplémentaire de 14 jours pour renvoyer les articles non endommagés au vendeur, sans frais supplémentaires, ni frais d'expédition. Conformément à la loi, un contrat est formellement conclu lorsque le consommateur accepte les conditions générales du bon de commande ou de la commande sur demande. Le vendeur doit s'acquitter de son obligation découlant du contrat de vente dans les 30 jours suivant la conclusion du contrat s'il n'a pas décidé d'effectuer le service plus tôt.

2.1 COMMENT PEUVENT-ILS ENREGISTRER LEUR NOM COMMERCIAL?

Avant la procédure d'enregistrement, vous devez choisir le formulaire commercial. Les plus répandus en Slovénie sont les entrepreneurs privés et les sociétés à responsabilité limitée. Un particulier peut décider de créer une entreprise privée, s'il n'est ni débiteur de l'impôt ni inscrit sur la liste des contribuables de l'Administration des finances de la République de Slovénie. Pour ces deux formulaires, la procédure d'enregistrement est présentée ci-dessous.

Inscription au registre du commerce. Conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés, un entrepreneur peut commencer une activité lorsqu'il est inscrit au registre des entreprises de Slovénie. La procédure d'enregistrement pourrait fonctionner de deux manières. Le nom de l'entreprise que vous pouvez enregistrer à des points VEM à travers le pays ou en ligne sur le portail e-VEM. Pour l'enregistrement personnel, vous avez besoin d'un document d'identité et d'un numéro d'identification fiscale. Pour l'enregistrement en ligne, vous avez besoin d'un certificat numérique qui vous est délivré par:

- SIGEN-CA (<http://www.sigen-ca.si/>),
- NLB banque (<https://www.nlb.si/ac-nlb-kako-do-digitalnega-potrdila>),
- Halcom d.d. (<http://www.halcom.si/si/produkti/digitalno-potrdilo/narocila/>) ou
- Poste de Slovénie (<https://postarca.posta.si/navodila-za-ravnanje-s-potrdili/>).

Dans les deux cas, la procédure d'inscription est gratuite et prend quelques jours. Outre les documents ci-dessus, vous aurez besoin de documents supplémentaires pour démarrer le processus d'inscription:

- nom de l'entreprise,
- quartier général,
- détails du contact,
- activités de l'entreprise,
- autorisation du propriétaire pour lequel vous souhaitez avoir une adresse professionnelle (si vous n'êtes pas propriétaire) et,
- représentant du propriétaire unique (si vous voulez nommer une autre personne).

Pour créer des formulaires commerciaux plus complexes (par exemple, une société à responsabilité illimitée, une société anonyme, une société en commandite et une société de capital-investissement) dans lesquels plusieurs fondateurs sont présents, vous devez contacter le notaire.

Ouvrir un compte bancaire. Après votre inscription au registre du commerce, vous devez ouvrir un compte bancaire. Un compte peut être ouvert dans n'importe quelle banque en Slovénie. Les entrepreneurs personnels peuvent déjà utiliser un compte bancaire ouvert en tant que compte bancaire professionnel, en modifiant le nom du compte sur le compte bancaire professionnel.

Inscription au registre des impôts. Dans les huit jours suivant votre inscription au registre du commerce, vous devez vous inscrire au registre des impôts. (En personne dans les points VEM, en ligne sur le portail e-VEM ou auprès de l'Administration des finances de la République de Slovénie). L'administration financière de la République de Slovénie procède à l'inscription au registre des impôts. Pour ce processus, vous avez besoin des informations décrites ci-dessous:

- le mode de taxation
- les dépenses estimées par exercice,
- les revenus estimés par exercice,

- qui gèrera les livres de commerce,
- une mètode de gestion des livres de commerce.

Fournir des assurances sociales obligatoires. Les entrepreneurs doivent souscrire à des assurances sociales obligatoires (assurances pension, assurance invalidité, assurance maladie, assurance parentale, assurance chômage, etc.) pour eux-mêmes et pour leurs travailleurs.

Obtention d'autres permis. Vous devez obtenir une autorisation pour poursuivre une activité si cela est nécessaire pour une activité que vous avez l'intention de poursuivre. Sur le portail e-VEM, vous pouvez trouver la liste des activités pour lesquelles vous devez obtenir une autorisation.

En Slovénie, les entreprises ne sont pas obligées de constituer des associations. C'est une option. Vous établissez une association chez un notaire. Vous devez notifier les informations suivantes à un notaire:

- le nom de l'association,
- siège social et adresse professionnelle,
- les données d'identification des fondateurs et des membres de l'association (nom, numéro de sécurité sociale, adresse de résidence permanente, raison sociale, numéro d'enregistrement, adresse professionnelle des personnes morales, numéro d'identification fiscale),
- informations d'identification des personnes autorisées à représenter l'association et les membres de la direction,
- la durée de l'association d'intérêt économique, si elle est établie pour une période déterminée,
- objectifs et activités de l'association

Marque. Lors de l'enregistrement d'une entreprise, il est également bon d'enregistrer une marque. En Slovénie, la procédure d'enregistrement commence par l'Office Slovène de la propriété intellectuelle. L'enregistrement de la marque s'effectue aux étapes suivantes:

1. Vérifiez qu'une marque peut être enregistrée (si elle contient toutes les conditions d'enregistrement et si elle est toujours gratuite - cela signifie qu'il n'y a pas de marque identique ou similaire déjà enregistrée).
2. Adoption de la décision dans quels pays la marque sera enregistrée.
3. Adoption de la décision de quels produits ou services la marque protégera.
4. Préparation et soumission d'une demande d'enregistrement d'une marque

Après le dépôt de la demande d'enregistrement d'une marque, l'Office Slovène de la propriété intellectuelle vérifie le contenu de la demande d'un point de vue formel. Si la demande est correcte, l'Office Slovène de la propriété intellectuelle la publie. Si aucun recours n'est formé contre l'enregistrement de la marque, l'Office Slovène de la propriété intellectuelle invite le déposant à payer une taxe d'enregistrement pour les dix premières années. Une validité de la

marque peut être prolongée de manière illimitée pour la même période. La taxe d'application pour les trois classes de la classification internationale est de 100 EUR et de 20 EUR supplémentaires pour chaque classe suivante. Les frais d'enregistrement d'une marque pour les dix premières années sont de 150 EUR et de 50 EUR supplémentaires pour chaque classe subséquente.

Les droits de propriété intellectuelle sont exclusifs (mais dans certains cas, l'exclusivité est conditionnée par la nature de l'objet d'un droit protégé) et sont basés sur certains principes de base:

- Le titulaire du droit peut interdire l'exploitation commerciale de l'objet du droit pour lequel il n'a pas donné son autorisation.
- La protection de ces droits concerne exclusivement une activité économique.
- Les droits sont territoriaux et limités dans le temps, à l'exception des marques dont la protection peut durer indéfiniment.
- Après l'expiration du délai légal, l'objet de la protection devient un bien public et tout le monde peut l'exploiter librement.

2.2 EXPLICATIONS POUR LA DETTE FISCALE

Les impôts en Slovénie dépendent d'activités dans les formes d'organisation de l'entreprise. L'administration financière de la République de Slovénie est responsable de tous les impôts (y compris les taxes sur la sécurité sociale), des droits de douane, des droits d'accise et de la taxe à la valeur ajoutée sur les importations.

En Slovénie, une entreprise doit entrer sur le **Système de TVA** (taxe sur la valeur ajoutée) dans certaines situations:

1. L'individu a dépassé 50 000 EUR de ventes taxables en Slovénie au cours des 12 derniers mois.
2. Une entreprise fournit des services ou est un destinataire de services des autres États membres de l'UE. Dans ce cas, vous devez inscrire votre société dans le système de TVA avant même que votre société reçoive ou émette de telles factures. Dans ces circonstances, quel que soit le type d'argent indiqué sur une facture.
3. Une entreprise doit entrer dans le système de TVA lorsqu'il dépasse 10 000 EUR lors de l'achat de biens en provenance de l'UE au cours d'une période de l'année civile. En outre, lorsque les entrepreneurs souhaitent eux-mêmes entrer dans le système de TVA, ils ont besoin de preuves concrètes de leurs activités

Taux d'imposition standard en Slovénie:

- TVA (taxe sur la valeur ajoutée): 22% de taux standard; 9,5% - taux réduit.
- Impôt sur le revenu des sociétés: 19%.
- Impôts sur le revenu des personnes physiques (Impôt sur le revenu des activités): Taux d'imposition progressif basé sur le montant du revenu: 16%, 27%, 34%, 39% et 50% ou 20% si

la base d'imposition est déterminée en tenant compte des revenus réels. dépenses normalisées.

- Cotisations de sécurité sociale: 16,1% à la charge de l'employeur; 22,1% payés par l'employé.
- Taxe de transfert de propriété immobilière: Lorsque vous vendez un bien immobilier, vous devez payer la taxe de transfert de propriété immobilière, qui est de 2%. Il est payé par le vendeur lorsque la transaction est conclue. Principalement, il est basé sur la valeur contractuelle de la propriété.
- Impôt sur les gains en capital: 0 - 25% (selon la période de détention).

Entrepreneuriat personnel. Un entrepreneur individuel est une personne physique. La Loi de l'impôt sur le revenu des particuliers s'applique à l'imposition de l'entrepreneuriat personnel. Le sujet des impôts est un revenu provenant d'une activité, qui est dérivé de l'exercice de toute activité entrepreneuriale, agricole, forestière, professionnelle ou d'une autre activité indépendante. Le montant imposable des produits des activités est le bénéfice qui correspond à la différence entre les produits et les charges générés par l'exercice de l'activité. L'assiette de l'impôt peut être déterminée de deux manières:

1. Détermination de l'assiette fiscale en tenant compte des revenus et des dépenses réels :

Outre la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi de l'impôt sur le revenu des sociétés détermine les revenus et les charges comptabilisés aux fins de l'impôt. Si l'entrepreneur privé choisit une telle méthode de calcul de l'assiette fiscale, il / elle devra soumettre un formulaire de déclaration de revenus pour le paiement anticipé de l'impôt sur le revenu sur les revenus des activités à l'administration fiscale au plus tard le 31 Mars de l'année en cours. Le contribuable peut également appliquer des allègements fiscaux prévus par la Loi de l'impôt sur le revenu des particuliers:

- secours pour la recherche et le développement,
- allègement des investissements,
- aide à l'emploi et aide à l'emploi de personnes handicapées,
- soulagement pour effectuer des travaux pratiques dans l'enseignement professionnel,
- allègement de l'assurance pension complémentaire volontaire et
- soulagement pour les dons

Si les dépenses imposables dépassent le revenu imposable, le contribuable crée une perte fiscale. Pour la perte fiscale créée, le contribuable peut réduire la base d'imposition positive au cours de futures périodes d'imposition. À partir de 2014, une perte fiscale peut être utilisée jusqu'à un maximum de 50% de la base d'imposition de l'année en cours.

L'assiette fiscale annuelle totale d'un particulier est imposée sur une échelle d'imposition progressive. C'est à partir du 1.1.2018:

Assiette fiscale annuelle nette [EUR]	Impôt sur le revenu [EUR]
jusqu'à 8.021,34	16 %
8.021,34 – 20.400,00	1.283,41 + 27 % sur 8.021,34
20.400,00 – 48.000,00	4.625,65 + 34 % sur 20.400,00
48.000,00 – 70.907,20	14.009,65 + 39% sur 48.000,00
over 70.907,20	22.943,46 + 50 % sur 70.907,20

Le revenu d'un particulier est imposable à un taux progressif de 16 %; 27 %, 34 %, 39 %, 50 %.

Des personnes étrangères ayant un permis de séjour en Slovénie doivent payer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques si elles sont présentes en Slovénie pendant plus de 183 jours au cours d'une période de 12 mois. Pour devenir résident fiscal slovène, un formulaire de demande doit être déposé auprès de l'administration fiscale.

2. Détermination de l'assiette fiscale en tenant compte des dépenses standardisées:

Une autre possibilité de déterminer la déduction est une méthode simplifiée pour déterminer l'assiette fiscale. Dans ce cas, nous dérivons des recettes fiscales réelles. Les dépenses sont déterminées forfaitairement et représentent 80% des recettes fiscales générées. Pour cette méthode de fixation de l'assiette fiscale, seul un contribuable dont les revenus réels provenant d'activités ne dépassent pas 50 000 EUR ou, dans certains cas, 100 000 EUR pour l'année d'imposition.

Le taux d'imposition augmente proportionnellement au montant de la base imposable. Avec un taux d'imposition plus élevé, seule la partie de la base d'imposition excédant la limite fixée pour une catégorie unique d'impôt sur le revenu est imposable. Ceci prend en compte tous les revenus d'un individu, qui sont inclus dans l'assiette fiscale annuelle. Dans le cas de la détermination de l'assiette fiscale en tenant compte des dépenses normalisées, les revenus d'une activité ne sont pas inclus dans l'assiette fiscale annuelle d'un particulier. Fixe normalisé onéreux à hauteur de 80% du chiffre d'affaires sont pris en compte. L'assiette fiscale est de 20%, dont 20% de la taxe finale est payée.

Société à responsabilité limitée. La société à responsabilité limitée est une personnalité juridique et est par conséquent imposée avec l'impôt sur les sociétés. L'assiette de l'impôt peut être déterminée de deux manières, décrites ci-dessus. Le taux d'imposition est dans les deux cas de 19%. Un taux d'imposition spécial de 0% s'applique, sous certaines conditions, aux fonds d'investissement et de pension et aux sociétés d'assurance mettant en œuvre le plan de pension. L'assujetti doit soumettre la déclaration fiscale dans les trois mois suivant la fin de la période d'imposition (au cas où la période d'imposition est égale à l'année civile, c'est le 31 Mars). Les particuliers doivent payer une taxe au plus tard 30 jours après la soumission de la déclaration de revenus. Il est important de savoir que votre entreprise sera redevable de l'impôt sur le revenu des sociétés si son siège se trouve en Slovénie. En outre, il devra le faire, si vous n'avez pas de siège en Slovénie, mais le siège de la direction actuelle est ici. En plus de payer l'impôt sur le revenu des sociétés (19%), l'entrepreneur doit payer un impôt sur les gains en capital de 25%.

Les taxes sur les e-vendeurs. Le vendeur, qui est un assujetti, est identifié aux fins de la TVA en Slovénie, doit calculer la TVA à partir de la livraison du produit au client en Slovénie. Si un consommateur est originaire d'un autre État membre Européen et dépasse le montant déterminé par cet État membre Européen, il doit s'acquitter de la TVA conformément à la législation de cet État membre. Dans le cas où les articles sont livrés à un consommateur situé en dehors de l'Union Européenne, le consommateur est exonéré du paiement de la TVA.

Depuis 2016, la loi sur l'approbation des comptes de taxes est en vigueur. Les contribuables sont connectés via Internet au système d'information central de l'Administration des finances de la République de Slovénie. L'Administration des finances confirme et stocke les données sur les comptes de caisse en vue de leur émission en temps réel. La validation fiscale des comptes de processus permet la traçabilité et l'efficacité du contrôle des factures émises et limite l'économie souterraine. Le contribuable doit émettre une facture par le biais d'un dispositif électronique qui remplit les conditions prescrites et permet l'exécution du processus de validation du compte. La facture doit être livrée au client. Le client doit prendre la facture et la conserver immédiatement après avoir quitté les locaux commerciaux, et la soumettre sur demande à la personne habilitée de l'autorité fiscale. Le client peut vérifier si toutes les factures émises ont été correctement enregistrées.

2.3 OÙ PEUVENT-ILS OBTENIR LE NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE?

L'administration financière de la République de Slovénie attribue le numéro d'identification fiscale. Lors de la saisie des données requises dans le registre fiscal, le numéro d'identification fiscale est attribué à la personne saisie. La législation fiscale peut imposer des caractères alphabétiques ou numériques supplémentaires au numéro d'identification fiscale (par exemple, le numéro d'identification fiscale slovène est le numéro d'identification fiscale avec le préfixe SI). Si vous vous inscrivez au registre des impôts en tant qu'entrepreneur personnel, l'administration financière ne vous attribue pas de nouveau numéro d'identification fiscale.

2.4 LISTE DES ADRESSES LOCALES POUR OBTENIR DES LICENCES ET DES PERMIS

Chaque personne qui souhaite créer une entreprise doit demander différents permis.

1. Permission pour espace d'affaires

Ceci est réglementé par la loi sur le logement. Pour mener à bien certaines activités - en particulier dans les domaines de la restauration, du commerce, de l'entreposage, de la production, de l'éducation, de divers ateliers, laboratoires et ambulances - vous devez fournir un espace commercial suffisant.

Lors de l'enregistrement d'une entreprise, cette condition n'est pas vérifiée, mais

l'entrepreneur doit fournir les locaux de l'entreprise et obtenir le permis approprié avant de commencer l'activité pour laquelle cette condition est prescrite.

L'installation dans laquelle se trouvent les locaux commerciaux doit être en possession d'un permis valide. Vous pouvez louer ou acheter votre propriété. Il est préférable de vérifier, avant de louer ou d'acheter une propriété, si celle-ci dispose déjà d'une autorisation d'utilisation à des fins commerciales appropriées. En règle générale, toute installation dans laquelle se trouvent les locaux commerciaux doit être en possession d'un permis en cours de validité, quelle que soit l'activité exercée (s'applique également au bureau). Le permis applicable est délivré par l'unité administrative compétente (Département de l'environnement et de l'aménagement du territoire) dans la zone d'implantation du bien.

La plupart des entreprises enregistrent initialement leur adresse professionnelle à la maison, dans une maison privée ou dans un logement. Cela peut être fait par tous ceux qui exercent une activité silencieuse et en même temps une activité pour laquelle aucun règlement, statutaire ou autre, ne stipule que les locaux commerciaux sont obligatoires. Vous faites une activité silencieuse si vous ne dérangez pas vos voisins et ne surchargez pas excessivement les espaces communs. Il n'est pas nécessaire d'obtenir un permis utilisable si vous dépensez moins de 50% de l'espace habitable dans une maison privée pour un espace professionnel.

Si vous souhaitez exercer votre activité professionnelle dans une maison privée existante, vous n'avez pas besoin d'obtenir un permis de construire et, par conséquent, un permis valide permettant de modifier l'objet d'une partie de celui-ci en bâtiment commercial, si moins de 50% de l'ensemble des installations est consacré à l'entreprise. Vous n'avez pas besoin d'utiliser un permis valide si vous ne consacrez qu'une partie plus petite du logement à vos locaux commerciaux.

Si vous souhaitez exercer une activité dans une partie d'un immeuble, vous pouvez le faire lorsque cette activité ne gêne pas les résidents lors de l'utilisation pacifique de leurs appartements et n'impose pas de charge excessive aux parties communes d'un immeuble. Vous devez obtenir l'accord des copropriétaires détenant plus des trois quarts des actions, y compris l'accord des propriétaires d'étage de tous les logements dont les murs ou les plafonds jouxtent votre logement.

Au début de l'activité, vous devez également informer l'administrateur si vous en avez un. Il en va de même pour les appartements loués pour lesquels vous devez également obtenir un permis du propriétaire de l'appartement dans lequel vous habitez.

Toutefois, si vous souhaitez modifier complètement l'objet de votre appartement à des fins commerciales ; vous avez besoin d'un permis de construire et d'un permis valide, ainsi que de l'approbation de tous les propriétaires d'étage pour le permis de construire ().

Afin d'éviter tout problème avec les autorisations, il est possible d'avoir un bureau virtuel en Slovénie. Louer un bureau virtuel ne coûte que quelques dizaines d'euros par mois. La société pourra bénéficier de nombreuses fonctionnalités des locaux physiques: elle disposera d'une

adresse professionnelle et d'un siège social appropriés (<https://mladipodjetnik.si/mp-storitve/virtualna-pisarna>).

En tant qu'entreprise, vous pouvez également louer un coworking. Les bureaux de coworking, vous pouvez trouver dans toute la Slovénie. L'accent est mis sur l'éducation, la socialisation et le réseautage avec d'autres entrepreneurs (<https://mladipodjetnik.si/mp-storitve/coworking>).

2. Autorisation d'activité artisanale

Pour effectuer des activités artisanales, à la maison ou des activités artistiques, il est nécessaire d'obtenir une autorisation artisanale. La loi sur les métiers définit les activités pour lesquelles une autorisation de métier est requise. Le décret fixant les activités artisanales et les activités similaires à celles-ci définit les activités suivantes:

- activités artisanales pour lesquelles une autorisation artisanale est requise sur la base de qualifications professionnelles suffisantes,
- activités artisanales ne nécessitant pas de qualifications professionnelles suffisantes et ne nécessitant pas l'obtention d'une autorisation artisanale, et
- activités similaires à l'artisanat.

Le droit d'exercer des activités artisanales, à la maison ou des activités artistiques doit être acquis sur la base d'une autorisation artisanale et d'une inscription au registre des métiers d'art.

Le droit d'exercer des activités analogues à l'artisanat est acquis par l'inscription au registre des métiers tenu par la Chambre de l'artisanat et des petites entreprises de Slovénie.

Les activités artisanales nécessitant un enseignement professionnel spécial conformément au règlement et l'obtention d'une licence artisanale sont énumérées dans le décret déterminant les activités artisanales et les activités analogues à l'artisanat (<http://www.pisrs.si/Pis.web/pregledPredpisa?id=URED4025>).

3. Conditions spéciales pour exercer les activités d'un propriétaire unique

Le futur entrepreneur doit acquérir les permis appropriés pour mener à bien son activité avant de pouvoir exercer certaines activités. Les permis varient en fonction de l'activité principale exercée par l'entrepreneur. Un entrepreneur qui exerce une activité sans la permission requise est dans l'infraction. Les informations sur les conditions d'exécution de certaines activités s'appliquent aux points VEM. Le ministère du Développement économique et de la Technologie a élaboré en 2009 un manuel contenant des conditions spécifiques pour la réalisation de certaines activités:

https://www.podjetniskiportal.si/resources/files/doc/Prirocnik_%20pogoji_za_opravljane_d_ejavnosti_januar_2009.pdf.

Sur le portail e-VEM, vous trouverez une liste d'activités pour lesquelles vous avez besoin d'une autorisation. Pour chaque activité, les conditions et la base légale (les actes qui réglementent ce domaine) sont décrits (<http://evem.gov.si/info/dejavnosti/>).

3. AIDE AU DÉMARRAGE POUR LES FEMMES ENTREPRENEURS

En Slovénie, il n'existe pas de soutien destiné exclusivement aux femmes entrepreneurs. En 2016, 228 femmes entrepreneurs ont bénéficié d'un parcours entrepreneurial indépendant (<https://www.ess.gov.si/obvestila/obvestilo/vec-kot-200-slovenskih-podjetnic-stopilo-na-samostojno-pot>). En outre, la Communauté des Femmes Entrepreneurs Slovènes (<https://www.skupnost-podjetnic.si/>) est créée. Il organise des formations, des événements et diverses activités pour connecter les femmes entrepreneurs. En 2017, un catalogue a été publié, où les femmes entrepreneurs ont présenté leurs activités (<https://www.podjetniski-portal.si/podjetnice>). Chaque année, un programme de promotion de l'entreprenariat féminin se déroule en Slovénie. (<https://www.ess.gov.si/obvestila/obvestilo/spodbujanje-zenskega-podjetnistva>).

La République de Slovénie propose divers types d'assistance financière, non financière ou indirecte à votre entreprise pour la mise en place ou l'extension de ses activités.

Des formes d'assistance financière sont à la disposition de votre entreprise dans le cadre de diverses mesures prises par les ministères, les fonds publics, les agences publiques et autres institutions, sous les formes suivantes:

- **subventions de retour** (prêts, garanties ou garanties et capital d'injection de capital sous forme de capital-risque sont disponibles notamment pour l'extension et l'internationalisation des entreprises),
- **subventions non remboursables** (des subventions sont notamment disponibles pour le lancement de nouvelles entreprises innovantes et des incitations pour les travailleurs indépendants).

Un environnement de soutien approprié, qui fournit des informations ciblées, de la formation et du mentorat, est également important pour la création de l'entreprise.

Aide publique indirecte (non financière):

- **Points VEM.** Ils offrent des informations de base, des conseils et l'enregistrement de l'entreprise.
- **Pépinières d'entreprises.** En Slovénie, nous avons quatorze incubateurs d'entreprises. Ils offrent des bureaux équipés, des services commerciaux et d'autres services de soutien.

- **Incubateurs universitaires.** En Slovénie, il existe trois incubateurs universitaires. Ils proposent des bureaux équipés, des services de conseil et de mentorat aux entreprises et des ateliers éducatifs gratuits.
- **Parcs technologiques.** La Slovénie possède deux parcs technologiques offrant un environnement de soutien, un transfert d'informations plus facile, un transfert de connaissances et les infrastructures nécessaires en un seul endroit. En plus de cela, ils proposent des bureaux équipés, du mentoring, du consulting et du coworking.
- **Initiative Startup Slovenia** (<https://www.startup.si/>). Ils offrent des informations de base, la mise en réseau. Ils organisent des événements, des compétitions et des conférences. Ils vous conseillent également sur vos idées commerciales.
- **Réseau Européen d'Entreprises (EEN)** (<http://een.si/>). Ils recherchent des partenaires commerciaux, vous donnent des informations et des conseils.
- **SPIRIT Slovenia** (<http://www.spiritslovenia.si/>).

Soutien financier de l'Etat:

- **Fonds Slovène pour les entreprises** (<http://www.podjetniskisklad.si/sl/>). Ils offrent des fonds de démarrage pour les entreprises innovantes naissantes: capital de départ pour les nouvelles entreprises innovantes, sources de financement plus favorables pour les entreprises d'investissement pour le développement (subventions, garanties), promotion de l'investissement privé (fonds propres, prêts, garanties).
- **Agence pour les marchés agricoles et le développement rural** (<http://www.arsktrp.gov.si/>). Représente un soutien à la création et au développement de micro-entreprises.
- **Service de l'emploi de la Slovénie** (<https://www.ess.gov.si/>). Fournir des subventions pour le travail indépendant / octroi occasionnel de subventions pour le travail indépendant. Il est principalement destiné aux personnes sans emploi. Le Service de l'emploi de Slovénie offre un soutien aux entreprises de moins de 29 ans. Ils peuvent obtenir 5 000 euros de subsistance. Ils encouragent également l'esprit d'entreprise chez les femmes, en particulier les femmes ayant fait des études supérieures. Tous deux doivent participer à une formation en entrepreneuriat et doivent soumettre une demande pour obtenir une subvention. Certaines limitations sont décrites à l'adresse <https://mladipodjetnik.si/podjetniski-koticek/pridobivanje-sredstev/subvencija-za-samozaposlitev>.
- **Fonds slovène de développement** (<http://www.regionalnisklad.si/>). Incitations financières pour les investissements initiaux dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'agriculture, du développement régional, des investissements financiers dans des systèmes de garantie régionaux, des projets de préfinancement avec un fonds européen approuvé, notamment sous la forme de fonds remboursables.
- **SID Banque** (<https://www.sid.si/>). Il fournit des ressources financières favorables (prêts) aux entreprises et une assurance des activités d'exportation.
- **Fonds écologique** (<https://www.ekosklad.si/>). Il fournit des ressources financières favorables pour investir dans des projets respectueux de l'environnement et de l'efficacité énergétique.
- **Banques Slovènes.** Chaque banque Slovène peut vous fournir un soutien financier, vous accorder un prêt, mais il est nécessaire de déterminer où la solution est la plus favorable.

Autres formes de soutien à l'entrepreneuriat:

- **Chambre de commerce et d'industrie de Slovénie** (<https://www.gzs.si/>). Elle propose des services de conseil, de formation et d'assistance en matière d'internationalisation.
- **Chambre de l'artisanat et de la petite entreprise de Slovénie** (<http://www.ozs.si/>). Elle propose des services de conseil, de formation, de délivrance de licences d'artisanat, de certificats de l'UE et de certificats pour les activités artisanales occasionnelles en République de Slovénie, ainsi que de licences de transport.
- **Erasmus pour jeunes Entrepreneurs** (<https://www.erasmus-entrepreneurs.eu/index.php?lan=sl>). Il offre un cofinancement de la formation à l'entrepreneuriat et un échange d'expériences entre entrepreneurs de l'Union Européenne.
- **Business Angels of Slovenia** (<https://www.poslovniangeli.si/si>). Le club des Business Angels a été créé en 2007. Les Business Angels mettent en relation des entrepreneurs ambitieux, des entreprises et des startups avec des experts, y compris sur le marché international, vérifient leurs idées et plans commerciaux, et proposent des financements.

4. SITES POPULAIRES DANS SON PAYS POUR LES FEMMES QUI VEULENT VENDRE LEURS PRODUITS

Les achats sur le Web en Slovénie sont en augmentation. 46% des personnes âgées de 16 à 74 ans ont effectué des achats en ligne au cours de la période de 12 mois (d'avril 2016 à mars 2017). 77% de ces acheteurs électroniques ont acheté en ligne auprès de vendeurs en ligne en Slovénie. Les entreprises peuvent effectuer des ventes sur le Web via leur propre site Web ou via un site Web utilisé par plusieurs entreprises pour la négociation de produits ou de services (places de marché pour le commerce électronique). Les ventes sur le Web comprennent les ventes de produits ou de services, mais le paiement et la livraison de biens ou de services ne doivent pas nécessairement être effectuée en ligne. En 2016, 20% des entreprises de 10 personnes ou plus occupant un emploi ont reçu des commandes ou des réservations via des sites Web. 13% des entreprises vendaient via Internet via leur propre site Web et 9% se tournaient vers des places de marché pour le commerce électronique. Le tableau 3 montre que les ventes en ligne en Slovénie sont en augmentation.

Tableau 3: Portée du commerce électronique dans les entreprises comptant au moins 10 personnes occupées par la vente électronique les années précédentes (SURS).

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'entreprises	6707	6335	6465	6811	6991
Les entreprises ont reçu des commandes via des sites Web ou par EDI au format convenu.	1034	1167	1415	1383	1724
Les entreprises ont reçu des commandes via des sites Web	761	898	1102	1153	141

Entreprises vendues via des sites Web à des consommateurs privés	587	623	809	804	875
Entreprises vendues via des sites Web à d'autres entreprises, autorités publiques	469	568	652	780	917
Les entreprises ont reçu des commandes via des sites Web de clients situés en Slovénie	735	856	1039	1046	1134
Les entreprises ont reçu des commandes via des sites Web de clients situés dans d'autres États membres de l'UE.	327	380	556	529	714
Les entreprises ont reçu des commandes via des sites Web de clients situés dans l'autre pays	235	177	203	214	216
Paiement en ligne fourni par le site	196	230	385	356	-
Paiement hors ligne fourni par le site	-	865	1054	1136	-
Les entreprises ont reçu des commandes via EDI (Electronic Data Interchange)	327	346	420	320	422

La liste des sites Web où les femmes peuvent vendre leurs produits:

Marché unique (<http://www.unikatnatrznica.si/>). Pour annoncer et vendre des produits artisanaux uniques sur un marché unique, vous devez remplir le formulaire d'inscription. Le processus d'inscription est très facile. Seules les données personnelles et le courrier électronique sont nécessaires. En plus de cela, vous devez payer une cotisation, 4,70 EUR par mois. L'achat de produits est également très simple. Vous sélectionnez un produit, vous l'ajoutez au panier et vous remplissez le formulaire de livraison et de paiement du produit. Le paiement est toujours effectué après la livraison.

Slovenika (<https://www.slovenika.eu/>). La boutique en ligne de Slovenika.eu a été créée en tant que plate-forme pour les petits entrepreneurs qui créent en Slovénie. L'idée des achats en ligne a été créée en 2014 pour aider les entrepreneurs Slovènes. Slovenika soutient l'achat de produits nationaux et locaux. Les entreprises slovènes peuvent également faire affaire avec Slovenika. La condition est seulement que les produits sont fabriqués en Slovénie. Il est très souhaitable (mais pas indispensable) que les matériaux à partir desquels les produits sont fabriqués soient obtenus en Slovénie. Pour commencer, ils ont besoin d'une présentation de votre travail. Cela peut être votre site Web, votre page Facebook, votre catalogue ... Pour avoir un aperçu de votre travail et des produits que vous fabriquez. Après avoir examiné votre offre - présentations, ils vous ont laissé savoir si les produits sont adaptés à compléter leur gamme de produits. Au début de la coopération, vous allez conclure un accord de coopération. Ils ont besoin du nom et de l'adresse de votre société, des nom et prénom du représentant de la société, du numéro d'impôt, du numéro de compte de transaction (numéro de compte bancaire) et la banque où elle est ouverte. L'achat de produits est très simple. Vous

sélectionnez un produit, vous l'ajoutez au panier et vous remplissez le formulaire de livraison et de paiement du produit. Vous pouvez choisir le mode de paiement souhaité (après livraison, transfert sur le numéro de compte de la transaction, avec carte de crédit). Après avoir confirmé votre commande, ils vous envoient une facture électronique. Le produit vous est envoyé sous quelques jours par le service de livraison.

Bolha.com (<http://www.bolha.com/>). Il s'agit d'un portail destiné à la vente de produits d'occasion, de produits maison, de services ou simplement à la publicité d'articles ou de sociétés. Chaque individu peut enregistrer et vendre ses produits. Le portail offre également la possibilité d'enregistrer des entreprises et d'annoncer ou de vendre leurs produits. L'achat sur le portail est simple. Vous trouvez certains produits dont vous avez besoin et contactez (par téléphone ou par courrier électronique) le propriétaire / la société de ce produit. Ensuite, vous prenez rendez-vous avec le propriétaire. Vous pouvez voir le produit sur la personne. Si vous êtes satisfait du produit, vous le prenez et payez en espèces au propriétaire. Habituellement, vous ne recevez pas de facture pour les produits achetés, sauf si vous achetez des produits auprès de sociétés.

LetGo (<https://www.letgo.si/>). C'est un portail destiné à la vente de produits usagés. Chaque individu peut enregistrer et vendre ses produits. Si vous souhaitez vendre des produits, vous devez d'abord vous inscrire. Le processus d'inscription est très simple. Vous pouvez vous inscrire avec un compte Facebook ou avec votre e-mail. Il existe également une application de téléphonie mobile qui facilite la publication de vos produits. Vous prenez des photos de vos produits puis vous les postez sur le portail. Si vous souhaitez acheter une partie du produit publié, vous devez prendre rendez-vous avec le propriétaire. Une fois que vous voyez le produit, vous pouvez décider de l'acheter ou non. Si vous êtes satisfait du produit, vous le payez en espèces au propriétaire. Généralement, vous ne recevez pas de facture pour les produits achetés.

Etsy (<https://www.etsy.com/market/slovenia>). Etsy fournit un marché aux artisans, artistes et collectionneurs pour vendre leurs créations faites à la main. La revente (vous n'avez pas participé à la conception ni à la fabrication de l'article que vous souhaitez vendre) n'est pas autorisée sur Etsy. Tout d'abord, si vous souhaitez vendre les produits sur Etsy, vous devez vous inscrire ou ouvrir un magasin. Vous pouvez vous inscrire par compte Facebook ou par e-mail ou vous complétez le formulaire d'inscription (nom, e-mail, mot de passe). Rejoindre et démarrer une boutique sur Etsy est gratuit. Mais il y a des frais d'inscription, des frais de transaction et des frais de traitement des paiements. Il en coûte 0,16 EUR pour publier une liste sur le marché. Une liste dure quatre mois ou jusqu'à ce que le produit soit vendu. Une fois qu'un article est vendu, des frais de transaction de 3,5% sont appliqués sur le prix de vente (frais de livraison non compris). Si vous acceptez les paiements via Etsy Payments, nous collectons également 4% + 0.30 EUR de frais de traitement de paiement lorsqu'un article est vendu. Si vous souhaitez acheter des articles, vous devez également vous inscrire sur Etsy. Ensuite, vous sélectionnez un article que vous souhaitez acheter, vous l'ajoutez au panier et vous remplissez le formulaire de livraison et de paiement du produit. Vous pouvez choisir

comment vous souhaitez payer (carte de crédit, PayPal). Après votre confirmation, ils vous envoient une facture électronique. Le produit vous est envoyé sous quelques jours.

Pages Facebook (<https://www.facebook.com/>). Certaines personnes qui souhaitent vendre leurs produits artisanaux utilisent également la page Facebook pour leurs articles publicitaires. Si vous souhaitez acheter un produit, contactez le fabricant. Vous pouvez l'appeler s'il y a un numéro de téléphone ou écrire un courrier électronique ou le plus simple est de lui laisser un message dans une boîte de réception. Il y a plusieurs moyens de paiement, cela dépend de l'individu. Le moyen le plus courant consiste à effectuer un versement après avoir reçu une facture électronique. Le produit vous est ensuite envoyé par service de livraison.

Mains créatives (<https://ustvarjalneroke.si/ogljasevanje/>). Creative Hands is a website that is not originally intended to sell products, but to promote products and their creators. The posts include links to creators' sites or points of sale, where you can get additional information to purchase products.

5. FACTURE D'ARCHIVAGE DE L'ASSURANCE ET DE LA DOCUMENTATION

La loi sur le commerce électronique et la signature électronique (<http://www.pisrs.si/Pis.web/pregledPredpisa?id=ZAKO1973>) régit le commerce électronique qui englobe le commerce électronique utilisant des technologies de l'information et de la communication et l'utilisation de la signature électronique dans le droit pour les transactions, y compris le commerce électronique dans les procédures judiciaires, administratives et autres procédures similaires. Les principes les plus importants et les plus fondamentaux sont les suivants: principe de protection des données à caractère personnel, principe de reconnaissance internationale, principe d'ouverture ou de neutralité technologique, principe de protection des consommateurs, principe de non-discrimination de la forme électronique. Cependant, cela n'indique pas que la signature électronique est obligatoire. Un certificat électronique sécurisé, équivaut à une signature auto-signée pour les données électroniques, et a donc la même validité et valeur probante.

Le ministère du Développement économique et de la Technologie a publié un appel d'offres pour la mise en place ou la modernisation du commerce électronique de 2017 à 2018. Le montant total de ces fonds s'élève à 2,5 millions d'euros.

Les entreprises slovènes disposent d'un large éventail de logiciels prenant en charge le commerce électronique. Il y a quelques exemples:

- VASCO (<https://www.vasco.si/>),
- ODOS (<https://www.odos.si/>),
- MIKROCOP (<http://www.mikrocop.si/>),

- AVTENTA (<https://www.avtenta.si/sl>),
- PANTEON (<http://www.panteongroup.si/index.aspx>), etc.

Ils permettent la modification des comptes, des ordres de déplacement de salaires (par exemple, le paiement des frais de déplacement), etc.

L'obligation d'émettre et de recevoir des factures électroniques pour les utilisateurs du budget est entrée en vigueur le 1. 1. 2015. Il est nécessaire de garantir un archivage approprié. La loi exige l'archivage électronique de toutes les factures électroniques reçues et envoyées. Les factures électroniques doivent être archivées pendant 10 à 20 ans, selon la facture. En Slovénie, de nombreuses entreprises proposent des factures électroniques: Mikrocop, Mikrografija, Post of Slovenia, e-Hramba.si. La différence entre ces entreprises est le coût de l'archivage.

Avant de commencer le processus de facturation électronique, nous devons enregistrer la société auprès de l'administration des paiements publics de la République de Slovénie. Ensuite, nous obtenons un accès à l'utilisation du portail pour l'émission de factures électroniques. Avant cela, nous devons obtenir un certificat numérique (la procédure est décrite dans le chapitre sur l'enregistrement des entreprises). Le certificat numérique nous donne accès au site Web de l'administration des paiements publics de la République de Slovénie. Dans le commerce électronique, nous ne devons pas oublier la sécurité. La sécurité peut être assurée de plusieurs manières:

- cryptage,
- signature numérique,
- certificat numérique,
- procédures de vérification d'identité,
- pare-feu.

CONCLUSION ET ÉVALUATION

Beaucoup de femmes en Slovénie n'ont achevé que l'école primaire. Le nombre de femmes diplômées du premier cycle du secondaire et du lycée professionnel est en augmentation. Par contre, le nombre de femmes sans éducation diminue. Si nous cherchons des femmes actives, nous constatons une augmentation du nombre de travailleuses indépendantes. Le processus d'enregistrement d'une entreprise en Slovénie est très simple. Les formules commerciales simples telles que les entrepreneurs personnels et les sociétés à responsabilité limitée peuvent être enregistrés sur le portail e-VEM. Pour s'inscrire à d'autres formules commerciales plus complexes, c'est auprès du notaire. L'inscription sur le portail e-VEM se déroule en quelques étapes: s'inscrire au registre des entreprises, ouvrir un compte bancaire professionnel, s'inscrire au registre des impôts, fournir une assurance sociale obligatoire et

obtenir certains permis. Les personnes qui souhaitent créer une entreprise en Slovénie bénéficient de nombreuses aides financières et non financières financées par l'État. L'entrepreneuriat et les pépinières universitaires et les parcs technologiques qui favorisent l'émergence de nouvelles entreprises, en particulier celles qui sont importantes pour accroître la compétitivité, générer plus d'avantages et développer davantage l'esprit d'entreprise dans la région, constituent un élément important de l'environnement d'innovation slovène. Il y a aussi des fonds qui omettent la création de l'entreprise. Les entreprises peuvent souscrire à différents appels d'offres. Et enfin, les entreprises peuvent également demander des prêts dans les banques. En Slovénie, de nombreuses entreprises ont leur propre site Web ou boutique en ligne. Cependant, sur Internet, nous pouvons rechercher des sites Web sur lesquels les gens peuvent vendre leurs produits, par exemple Un marché unique, Etsy, LetGo, Bolha.com, Slovenika, etc. De plus en plus d'entreprises optent pour le commerce électronique, qui offre des pratiques commerciales plus faciles et plus rapides. Même en tant que personne physique, vous pouvez effectuer beaucoup de travail par le biais du commerce électronique (services bancaires et administratifs, achats en ligne, etc.). En Slovénie, de nombreuses entreprises proposent des logiciels de support au commerce électronique. De 2017 à 2018, l'État a offert une aide financière aux entreprises pour passer au commerce électronique. La Slovénie a fait de nombreuses réformes ces dernières années pour faciliter les affaires. Des réformes ont été menées dans différents domaines (enregistrement d'une entreprise, obtention de crédits, paiement d'impôts, etc.). Si certaines réformes sont mentionnées, mentionnons que la Slovénie a facilité la création d'une entreprise en investissant dans l'enregistrement des sociétés, combinant l'enregistrement de la taxe avec l'enregistrement de la société via le système automatisé e-VEM et en supprimant l'exigence du sceau de la société. Le temps et le nombre de procédures nécessaires pour démarrer une entreprise sont également réduits.

REFÉRENCES

DATA [<https://data.si/>]

Doing Business 2018, Reforming to Create Jobs, Economy Profile Slovenia

[<http://www.doingbusiness.org/~media/wbg/doingbusiness/documents/profiles/country/svn.pdf>].

e-VEM [<http://evem.gov.si/evem/drzavljani/zacetna.evem>].

Financial Administration of the Republic of Slovenia [<http://www.fu.gov.si/en/>].

Rebernik, M., Tominc, P., Crnogaj, K., Širec, K., Bradač Hojnik, B. and Rus, M. (2018). The Influence of GEM on Policy 2017/18 [<http://ipmmp.um.si/globalni-podjetniski-monitor/gem-slovenija-monografije/?r=877>].

SURS [<https://www.stat.si/statweb>].

The Slovenian Intellectual Property Office [<http://www.uil-sipo.si/sipo/office/tools/home/>].



Rapport National de France

GUIMEL



1. INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LES FEMMES DÉFAVORISÉES

1.1 ÉDUCATION

Le nombre de femmes ayant un bas niveau de qualification:

Le nombre de femmes peu scolarisées est de 12% pour les femmes âgées de 25 à 34 ans, 14,3% pour les femmes âgées de 35 à 44 ans, 25,3% pour les femmes âgées de 45 à 54 ans et 38,3% pour les femmes âgées de 55 - 64 ans. En France, la plupart des femmes peu scolarisées occupent des emplois de service, pour la plupart mal rémunérés et non des emplois à temps plein. Cela augmente la vulnérabilité de ce groupe cible.

1.2 LA POSITION DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le nombre de femmes sans emploi ou inactives ayant un niveau d'instruction inférieur (femme au foyer ou incapable de travailler sous différentes responsabilités):

Il est très difficile d'obtenir des informations concrètes sur ce point, mais il semble que 42% des femmes ayant un bas niveau d'instruction soient sans emploi ou inactives et restent longtemps sans emploi. Cependant, en France, la formation, l'activation des compétences sont bien organisées et les femmes peu instruites ont la possibilité d'intégrer ces offres de formation.

Les taux d'emploi varient également considérablement selon le niveau d'éducation. En 2016, le taux d'emploi des 25 à 64 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (cycle court, licence, maîtrise et doctorat ou équivalent) était de 84,8% dans l'UE-28, un taux beaucoup plus élevé que celui de ceux n'ayant achevé que le primaire ou le premier cycle de l'enseignement secondaire (54,3%). Le taux d'emploi des personnes ayant achevé au plus le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou un enseignement post-secondaire non supérieur était de 74,8% dans l'UE-28. En plus d'avoir les plus faibles chances de trouver un emploi.

Le nombre de femmes qui souhaitent travailler à domicile avec un bas niveau d'instruction:

Il est actuellement très populaire pour la majorité des gens, y compris les femmes au foyer, qui veulent prendre leur part du revenu familial.

Ainsi, seul travail et domicile, a consacré un nouveau champ d'exploitation à des personnes sensibles à la solitude de la routine et du stress. Seule, le seul travail à domicile, dispose de l'auto-coaching et de la formation nécessaires pour s'impliquer activement et concilier différents métiers et familles, dans l'intérêt des jeunes et de leur impact sur l'environnement.

Pour travailler à la maison, de nombreuses Françaises créent leur blog, proposent différents types d'artisanat, comme la restauration de meubles, la création de bijoux, la préparation de repas pour des événements, des sacs, des serviettes de plage, des conseils de beauté, des conseils de voyage, par exemple.

Travailler de chez soi est de plus en plus apprécié, il est impossible de trouver le nombre exact ici dans cette étude, pour la France.

2. LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION ET CONDITIONS BUREAUCRATIQUES

2.1 COMMENT PEUVENT-ELLES ENREGISTRER LEUR NOM COMMERCIAL

Le nom de l'entreprise ou le nom commercial est un enregistrement qui identifie l'entreprise. Lors du choix du nom d'une entreprise, il est impératif de vérifier que cela n'affecte pas les entreprises déjà protégées. Il est possible de vérifier la disponibilité du nom choisi auprès de l'organisme chargé de la protection industrielle: l'INPI. L'INPI prend en charge toutes les procédures de classement. Une fois le nom déposé auprès de l'INPI, la société a une durée de 10 ans.

QU'EST-CE QUE INPI?

L'Institut national de la propriété industrielle (INPI) est un organisme public placé sous la tutelle du ministère de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur du ministère de la Production et du ministre délégué à l'Innovation et à l'Économie. L'INPI est en charge de:

- délivrer des titres de propriété industrielle nationaux: brevets, marques et dessins
- accueillir, accompagner et informer les innovateurs
- sensibiliser et former à la propriété industrielle
- lutter contre la contrefaçon
- adapter et construire le droit de la propriété intellectuelle à l'échelle internationale
- agir au niveau Européen et international avec les instances compétentes
- développer la coopération internationale

L'ETENDUE TERRITORIALE D'UN NOM COMMERCIAL

Il convient de noter que l'étendue de la protection du nom de la société diffère selon qu'il s'agit de:

- une dénomination sociale qui identifie l'entreprise et qui a une portée nationale
- un nom commercial ou un nom commercial sous lequel une entreprise se distingue et se fait connaître à ses clients

Il est assez fréquent que les noms commerciaux et sociaux soient confondus. Dans ce cas, le champ d'application est limité à l'influence de la clientèle et aux domaines d'activité de l'entreprise.

DEFENDRE VOTRE NOM SOCIAL EN CAS D'ABUS

Pour qu'une entreprise puisse se défendre contre un usage "abusif" de sa raison sociale, les conditions suivantes doivent être remplies:

- l'utilisation doit être postérieure à la première utilisation par l'entreprise
- l'existence de services et produits similaires
- risque de confusion dans l'esprit des fournisseurs et des clients

Ainsi, avec toutes ces conditions, la société peut engager une action en concurrence déloyale conduisant à une interdiction d'utilisation du même nom et à une indemnisation par le tribunal compétent.

DÉFENDRE UN NOM COMMERCIAL OU UN SIGNE

Comme dans le cas de la défense du nom, pour défendre un nom commercial, les conditions suivantes doivent être remplies:

- L'utilisation doit être postérieure à la première utilisation par l'entreprise
- La similitude des activités
- La continuation dans le même domaine d'attraction de la clientèle
- Un risque de confusion dans l'esprit des fournisseurs et des clients. Dans ce cas, l'utilisation peut être interdite en intentant une action en concurrence déloyale.

Agir dans le sens de la protection de la marque est aussi bénéfique pour la société que pour le marché, qui est donc motivé et surtout réglementé.

<https://www.inpi.fr>

2.2 EXPLICATIONS POUR LA DETTE FISCALE

À quelles taxes les entreprises sont-elles soumises?

En tant qu'entrepreneur, vous êtes soumis à des déclarations fiscales spécifiques en fonction de l'activité exercée. Il est essentiel de comprendre les principes de base régissant la fiscalité des entreprises et les obligations comptables auxquelles vous devrez faire face

Les entreprises doivent en premier lieu régler trois types d'impôts:

- la taxation de ses bénéfices;
- la contribution économique territoriale (CET);
- la T.V.A.
- les impôts sur les sociétés et autres impôts: impôt sur les bénéfices. La taxation des bénéfices dépend de la structure juridique de votre entreprise. Vous pouvez être soumis à l'impôt sur le revenu (IR) ou à l'impôt sur le revenu des sociétés (CI).
- Les impôts sur le revenu

Les entreprises individuelles (artisans, commerçants), les professions libérales et EURL (société à responsabilité limitée à un homme) doivent payer le montant de l'indemnité.

La nature de votre activité commerciale détermine l'imposition de votre bénéfice imposable:

- si l'activité est industrielle, commerciale ou artisanale, les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) sont soumis au régime fiscal de la micro-entreprise ou au régime réel;
- si l'activité est de nature libérale, les avantages non commerciaux (NBC) sont soumis au régime fiscal de la micro-entreprise ou à la déclaration contrôlée.
- Si votre entreprise produit un déficit, il est déduit de tous vos revenus de l'année. Si ce déficit est supérieur à votre revenu annuel, la part du déficit supérieure à votre revenu sera reportée sur le revenu total réalisé au cours des six prochaines années.

Les administrateurs et / ou associés sont imposés personnellement au titre de l'impôt sur le revenu uniquement sur les salaires ou les dividendes qu'ils perçoivent réellement.

Est-il obligatoire d'enregistrer une association professionnelle dans ce pays?

- L'enregistrement de la création d'entreprise est obligatoire
- Le Centre de Formalité des Entreprises de la Chambre de commerce et d'industrie autorise toutes les formalités d'enregistrement, de modification ou de cessation d'activité au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS). À ce titre, il est chargé de transmettre aux différents organismes concernés par ces formalités (registre, service des impôts, RSI, etc.) les informations nécessaires :

Formalités légales

Les documents demandés par la CFE sont les suivants:

- Un certificat de domiciliation;

- Une copie de votre dernière taxe foncière (si vous en êtes le propriétaire) ou votre dernier reçu de loyer si vous êtes locataire;
- Une copie recto verso de votre carte d'identité ou de votre passeport;
- Une copie de votre livret de famille;
- Une déclaration sur l'honneur attestant un casier judiciaire vierge;
- Une déclaration du conjoint si vous êtes marié;
- Un chèque à l'ordre du greffe du tribunal de commerce d'environ 50 euros;
- Forme P0.

Enregistrement de la création d'entreprise :

Votre CFE vous délivrera un certificat d'enregistrement de fichier de création d'entreprise (RDCE) portant la mention "en attente d'enregistrement" qui vous permettra de compléter vos étapes en attendant le KBIS (document attestant de l'enregistrement de votre micro-entreprise).

Siren, Siret, NAF:

La déclaration de création d'entreprise auprès de la CFE entraîne automatiquement l'attribution à l'entreprise individuelle dans un délai de quinze jours de :

- un numéro SIREN à 9 chiffres: il vous sera communiqué par l'Insee lors de la déclaration de votre activité,
- un numéro SIRET vous permettant de localiser votre entreprise. Ce numéro prend le numéro SIREN de 9 chiffres et ajoute 5 chiffres (NIC) pour indiquer l'emplacement de votre société en France.
- un code NAF qui a remplacé le code APE. Ce numéro doit être choisi dans la liste des activités fournie par la nomenclature des activités en français. Ce code dépend de votre activité principale.
- un numéro de TVA intracommunautaire, obligatoire sur vos factures émises vers d'autres pays de la CEE.

Formalités fiscales:

Toujours par le biais du Centre de formalités des entreprises, une déclaration d'existence doit être déposée auprès du service de la fiscalité des entreprises (SIE) dont dépend la direction de la société.

Formalités sociales:

Les formalités sociales concernent principalement l'affiliation au régime de protection sociale des commerçants. Cette affiliation est réalisée par la CFE auprès du "Régime social des indépendants", qui est désormais l'unique interlocuteur social du commerçant.

Formalités à accomplir en dehors du CFE :

- Etablissement d'un fichier à la poste
Le fichier postal permet la suppression des courriers et mandats libellés au nom de la marque ou du nom commercial de l'entreprise à propriétaire unique. Cette formalité n'est donc pas nécessaire si l'activité est exercée sous le nom personnel du commerçant.
- Ouvrir un compte bancaire
Avant le début de son activité, le commerçant doit ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque, d'un établissement de crédit ou de la banque postale.

2.3 LOI SUR LE COMMERCE ÉQUITABLE ET LOI SUR LA GARANTIE DES CONSOMMATEURS - SONT-ELLES APPLIQUÉES AUX VENDEURS À DISTANCE

Même pour le commerce électronique, les droits des consommateurs sont principalement protégés par deux lois:

- la loi sur le commerce équitable
- la loi sur la garantie des consommateurs.

Elles aident à garantir que vous obtenez les biens ou les services pour lesquels vous payez et que ce que vous obtenez est de qualité raisonnable.

Que couvre la loi sur le commerce équitable?

La loi sur le commerce équitable (FTA) vous protège, en tant que consommateur, contre les actions trompeuses, les fausses représentations et les pratiques déloyales des commerçants.

En vertu de l'ALE, une entreprise n'est pas autorisée à:

- tromper les consommateurs sur la nature du produit - par exemple, ils ne peuvent pas annoncer un foulard en laine angora si cette fibre ne représente qu'un faible pourcentage du vêtement. Un autre exemple est si vous dites à un vendeur que vous recherchez un foulard en angora et qu'il ne vous dit pas que le foulard que vous regardez n'est pas en angora.
- donner de fausses informations sur leur produit ou sur vos droits légaux
- utiliser des pratiques commerciales déloyales - par exemple, ils ne peuvent pas annoncer qu'un article est fortement escompté simplement pour amener les gens dans le magasin, s'il ne s'agit en réalité que d'un petit nombre de ces articles.
- faire réclames non fondées à propos d'un produit - par exemple, si un commerçant veut affirmer que son produit est écologique, l'allégation doit être étayée par des preuves. Même si l'affirmation est vraie, le commerçant peut être en infraction s'il n'a pas de motifs raisonnables de le faire.

- comprendre les clauses contractuelles abusives dans les contrats de consommation standard
- La FTA exige également que les commerçants souhaitant vendre des garanties prolongées divulguent des informations sur la garantie prolongée au consommateur. Ils doivent également prévoir un délai de réflexion au cours duquel le consommateur est autorisé à annuler le contrat.

Que couvre la Loi sur la garantie du consommateur?

Lorsque vous achetez des biens de consommation ou des services auprès de trader - qui sont généralement achetés pour un usage personnel, domestique ou domestique - vous êtes couvert par le Loi sur les garanties du consommateur (CGA). (Notez que si vous achetez de tels produits à des fins commerciales - par exemple un aspirateur domestique pour votre entreprise de nettoyage - le commerçant peut alors se soustraire de la CGA, ce qui signifie que vous n'êtes pas couvert par celle-ci.) Vous n'êtes pas couvert par la Loi sur la garantie du consommateur lorsque vous achetez en privé.

Lorsque vous achetez des biens pour votre usage personnel, domestique ou domestique, ils sont couverts par les garanties suivantes:

- Ils doivent être de qualité acceptable et durer un temps raisonnable (en prenant compte de la nature du vendeur et de l'endroit où vous avez acheté les marchandises. Par exemple, si vous achetez des produits d'occasion, vous ne vous attendez pas à ce qu'ils soient de la même qualité et de la même durabilité que les produits neufs du même type)
- Ils doivent être adaptés à leur objectif particulier
- Ils doivent correspondre à leur description
- Ils doivent correspondre au modèle d'exposition
- Le fabricant ou l'importateur doit prendre des mesures raisonnables pour fournir des pièces de rechange et des installations de réparation pendant un délai raisonnable après l'achat de la marchandise
- Depuis le 17 juin 2014, il existe une garantie de livraison dans les délais, ce qui signifie que lorsqu'un fournisseur organise la livraison des marchandises, il doit veiller à ce que le consommateur les reçoive dans les délais convenus.

Lorsque vous achetez des services, ceux-ci bénéficient des garanties suivantes:

- ils doivent être fournis avec un soin raisonnable
- ils doivent être adaptés à l'usage prévu (c'est-à-dire qu'ils doivent s'assurer que vous obtenez ce que vous voulez)
- ils doivent être complétés dans un délai raisonnable

- ils doivent être un prix raisonnable. Même si vous n'avez pas discuté du prix avec le fournisseur de service, celui-ci ne peut pas vous facturer un montant déraisonnable.
- Si vous avez acheté des biens ou des services qui ne respectent pas les garanties, adressez-vous au détaillant ou au fournisseur de services et expliquez le problème. En cas de problème, conservez toujours votre reçu, votre garantie et d'autres informations sur le produit.

2.5 CRÉATION D'UN COMMERCE ÉLECTRONIQUE:

Il existe actuellement environ 182 000 sites de commerce électronique actifs. La concurrence est rude, l'erreur n'est pas permise, vous devez faire les bons choix dès le départ. Plusieurs solutions s'offrent à vous pour développer votre site de commerce électronique. En fonction de la complexité de votre projet et du budget / temps disponible, vous pouvez faire appel à une agence utilisant généralement une source ouverte telle que Prestashop ou Magento, ou décider de créer votre site vous-même avec une solution clé en main, et hébergée sous Shopify ou Oxatis. . Quel que soit le type de solution choisi, le plus important est de connaître les meilleures pratiques en matière de commerce électronique et de disposer d'une bonne méthodologie de travail.

La réalisation d'un projet de commerce électronique passe par différentes phases:

- spécifications,
- choix du CMS (les solutions logicielles pour créer et administrer un site Web de commerce électronique, appelé CMS, sont plus nombreuses et plus faciles à utiliser, que vous choisissiez de confier le développement du site Web que vous choisissiez un CMS e-commerce adapté à vos besoins). Il existe plusieurs dizaines de CMS E-Commerce sur le marché.

Lorsque vous travaillez avec une agence Web, vous êtes naturellement accompagné dans le choix du CMS. Et encore une fois, dans la vraie vie, chaque agence Web travaille avec un ou deux CMS et très souvent, la question du choix du CMS e-commerce ne se pose même pas. La plupart des agences Web qui travaillent avec des TPE / PME utilisent Prestashop, même si nous en rencontrons de plus en plus qui travaillent également sur Woocommerce, ou même Shopify.

Pour les agences Web qui travaillent avec de grandes entreprises, Magento reste la référence, mais il existe de nombreuses solutions alternatives)

- la construction du catalogue de produits,
- la surveillance du développement et enfin
- l'optimisation du référencement et du lancement. Nous proposons ici un guide complet pour tous ceux qui se lancent dans l'aventure du commerce électronique. Quelques heures de lecture suffisent pour contourner le sujet et devenir un entrepreneur du commerce électronique averti.

2.5.1 PRÉPARATION ET ENCADREMENT DU PROJET DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Avant de se lancer à corps perdu dans la réalisation d'un site de commerce électronique, un tel projet nécessite une première phase de préparation et de cadrage. À moins d'être un expert en la matière, la rédaction d'un cahier des charges est essentielle et vous devez également être en mesure de vous projeter afin d'anticiper les coûts engendrés par le projet.

Combien coûte la création d'un site de commerce électronique?

C'est une question que beaucoup de gens se posent: quel est le prix d'un site de commerce électronique? C'est une question parfaitement normale et il est légitime que vous la posiez. Cependant, y répondre n'est pas si simple et dépend de votre projet, de la solution choisie, du degré de personnalisation du site, des fonctionnalités. En bref, un très grand nombre de facteurs. Une voiture peut valoir 2 000 euros à l'occasion ou 100 000 euros (neuf haut de gamme). Pour les sites de commerce électronique, l'échelle est la même.

Il est impossible de donner "LE" prix d'un site de commerce électronique. Dans ce document, nous essaierons de présenter les différents types de sites de commerce électronique pouvant être créés et les prix qui s'y rattachent.

Le prix dépend du type de solution utilisé pour créer le site de commerce électronique

1. Site de commerce électronique créé avec un logiciel Web comme Jimdo ou Wizishop

Vous trouverez sur Internet un très grand nombre de logiciels propriétaires vous permettant de créer votre propre site e-commerce: Jimdo, Squarespace, Wizishop, Shopify ...

Ces programmes sont conçus pour créer un site de commerce électronique sans compétences techniques particulières et disposent d'une interface utilisateur très simple: vous choisissez le thème qui correspond à votre entreprise et à vos besoins et vous définissez ce thème. Ensuite, il vous suffit de le mettre en ligne! Bien sûr, c'est plus rapide à dire qu'à faire, mais c'est très simple de le faire indépendamment.

Cette solution de création de site de commerce électronique est particulièrement adaptée aux catalogues de produits limités (moins de 500 produits). Au-delà, c'est plus compliqué. Cette solution trouve facilement ses limites. Si vous avez des besoins très spécifiques, si vous voulez des fonctionnalités originales, cette solution n'est pas très appropriée.

Un site simple ne signifie pas un site amateur. Il est possible de donner une apparence très professionnelle à un site conçu à l'aide d'un logiciel propriétaire. Si votre catalogue comprend plus de 500 produits, vous pouvez rester sur cette solution. "500" n'est pas une limite stricte. Par contre, préférez dans ces cas Shopify Jimdo ou Squarespace. Ces deux derniers logiciels ne conviennent pas du tout à la gestion de gros catalogues.

Cette solution, qui nécessite par définition le recours à des prestataires de services externes, est la moins chère. Comptez entre 10 et 100 euros par mois. Pour certains logiciels, vous devez ajouter à ce prix les commissions prélevées sur vos ventes en ligne:

- Jimdo: 180 € / an
- Squarespace: 243 € an
- Wizishop: 39 € / mois + commission de 1% à 3% selon votre chiffre d'affaires
- Shopify: \$ 29 / mois + commission de 2% selon votre chiffre d'affaires

Les deux derniers programmes sont plus chers que les deux premiers, mais également plus complets.

2.5.2 PROCESSUS D'INSCRIPTION

Gestion de projet de commerce électronique

Au-delà de la création de site, la réalisation d'un projet de commerce électronique est confrontée à d'autres problèmes. Le statut juridique de votre activité, la conception et l'ergonomie, ou encore le pilotage et la durabilité du projet sont tout aussi importants.

Quel statut juridique pour un site de commerce électronique?

Le commerce électronique est une activité en plein essor qui attire de plus en plus d'entrepreneurs. Mais pour développer une entreprise de commerce électronique, vous devrez créer une entreprise. Immédiatement, une question se pose: quel statut juridique dois-je choisir pour mon commerce en ligne? Quelle forme juridique donner à ma boutique en ligne? Vous avez trois possibilités:

- l'entreprise autonome,
- l'entreprise individuelle (EI, EURL) ou
- la société (SARL, SAS, EURL).

Le choix de la structure juridique dépend beaucoup de la nature de votre projet et de vos objectifs de croissance

Pour faire le bon choix entre auto-entreprise, entreprise individuelle et société, vous devez vous poser les bonnes questions:

- Souhaitez-vous créer votre boutique en ligne vous-même ou avec d'autres? S'il en existe plusieurs, vous pouvez supprimer l'option de société individuelle (ou l'option EURL).

- Quels seront les besoins financiers de votre activité (création du site, constitution de stocks ...)? Si vous avez besoin d'investisseurs ou de prêts bancaires, la société est la forme la plus appropriée et la plus crédible.
- Quel est le chiffre d'affaires prévisionnel que vous avez défini? Si vous vous attendez à un faible chiffre d'affaires, l'entreprise autonome peut être adaptée au début. Si vous êtes ambitieux, l'IE ou l'entreprise sont à considérer.
- Quel volume d'activité envisagez-vous à moyen terme? Sur le long terme? La croissance prévue est un élément important. Si vous prévoyez une croissance notable à moyen terme, commencer par adopter le statut EURL, puis passer au statut LLC peut être une solution.
- Avez-vous un patrimoine personnel à protéger? Si tel est le cas, le choix de l'entreprise individuelle peut être découragé (sauf pour adopter le statut EURL). Choisissez un statut juridique en responsabilité limitée: généralement un statut d'entreprise.
- Envisagez-vous, à moyen ou long terme, de faire appel à des investisseurs? Si tel est le cas, la structure de la société est la plus appropriée.

Prenez le temps de lire d'autres articles avant de faire votre choix. En particulier, renseignez-vous sur les caractéristiques de chaque statut juridique. Pour chaque statut juridique, indiquez les avantages et les inconvénients en fonction de l'activité de commerce électronique que vous envisagez, ainsi que de vos revenus et de votre croissance projetés.

Processus d'inscription et taxes correspondant au statut choisi: auto-organisation pour commencer?

Le statut d'auto-entrepreneur, créé en 2009, est en hausse. Et pour cause, il présente des avantages évidents:

- Créer une auto-organisation est très simple et très rapide: vous pouvez vous inscrire en ligne en quelques clics. De plus, la procédure est gratuite.
- Le faible taux de cotisation sociale (13,3%). Ce taux est calculé sur votre chiffre d'affaires réel. Concrètement, si vous ne faites pas de chiffre d'affaires, vous ne payez pas de charges sociales. Le statut d'auto-entrepreneur permet ainsi de limiter les risques en cas de rupture.
- Vous ne facturez pas la TVA, ce qui constitue un avantage concurrentiel par rapport aux autres opérateurs. Vos clients paient pour vos produits ou services HT. Vos produits sont 20% moins chers que ceux de vos concurrents qui paient la TVA.
- Les coûts de gestion administrative et comptable sont très faibles: vos seules obligations concernent la déclaration de chiffre d'affaires mensuelle ou trimestrielle (sur Internet, en quelques clics), la facturation et la tenue d'un livre de recettes. L'utilisation d'un comptable n'est pas obligatoire et vous ne devez bien sûr pas gérer la TVA.
- Vous pouvez continuer à exercer une activité salariale tout en développant votre activité de commerce électronique dans une organisation autonome.

Toutefois, dans le cadre d'une activité de commerce électronique, l'auto-entreprise présente des inconvénients majeurs qui contrebalancent les avantages énumérés:

- Pour bénéficier des avantages du statut de travailleur indépendant, vous ne devez pas dépasser 82 200 euros de chiffre d'affaires annuel. Ce qui, concrètement, rend impossible l'embauche d'un employé.
- Vous ne pouvez pas récupérer la TVA sur vos achats, lesquels vous payez la TVA avec vos fournisseurs. Ce qui constitue, pour une activité d'achat / de vente, un énorme handicap.
- Sur le plan fiscal, vous ne pouvez déduire de votre chiffre d'affaires aucune dépense (par exemple, les frais d'expédition ou le coût de l'agence qui crée votre site Web de commerce électronique).
- Les charges fiscales et sociales sont calculées sur le chiffre d'affaires et non sur le résultat réel (sur les bénéfices effectifs). Ce qui, en cas d'activité déficitaire, est un inconvénient à prendre en compte.
- Le statut d'auto-entrepreneur est moins "professionnel" aux yeux de vos parties prenantes (notamment vis-à-vis des banques). L'auto-organisation pose problème en termes de crédibilité.
- En tant qu'auto-entrepreneur, votre responsabilité est illimitée. Votre patrimoine privé n'est pas protégé.

Enfin, le statut auto-business peut être adapté pour tester votre activité. Mais une fois que votre entreprise de commerce électronique aura grandi, vous devrez changer de statut. Notez que le changement de statut ou la cessation d'activité, quand on est auto-entrepreneur, sont des étapes très rapides. Si votre chiffre d'affaires prévisionnel pour la première année d'activité dépasse le plafond de 82 200 euros, l'option auto-entreprise doit être rejetée.

Cas particuliers:

- si vous vendez des services en ligne, la limite du chiffre d'affaires n'est pas de 82 200 euros, mais de 32 900 euros. La non-récupérabilité de la TVA sur les achats pose évidemment moins de problèmes dans le contexte des services (vous n'avez normalement que peu ou pas d'achats).
- Si vous dépassez les seuils de chiffre d'affaires, vous disposez d'un délai de grâce au-delà duquel vous basculerez automatiquement vers les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) si vous effectuez un achat / vente ou des bénéfices non commerciaux si vous fournissez des services. En fait, vous quittez le système social et fiscal de l'entreprise autonome, ce qui signifie davantage de charges (modification de la fiscalité réelle et fin de l'exonération de TVA).

Pour calculer la rentabilité de votre entreprise de commerce électronique avec le statut d'auto-entrepreneur, vous devez: $(\text{Recettes} - \text{dépenses}) / \text{recettes}$ > Taux sociaux et fiscaux
Les dépenses comprennent toutes vos dépenses et vos achats (achat de marchandise, affranchissement, emballage, etc.). Le taux de charges sociales et d'impôt est 13,3% si vous effectuez l'achat / vente de biens. Clairement, votre taux de marge doit être supérieur à votre taux de charge.

2.5.3 CRÉER UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE POUR VOTRE ENTREPRISE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE?

L'entreprise individuelle, contrairement au travail indépendant, est une "vraie" entreprise, même si l'entreprise individuelle n'a pas de personnalité juridique. Patrimoine personnel et professionnel sont confondus. Plus précisément, vous êtes entièrement responsable des dettes de votre entreprise, mais vous n'avez en même temps aucune responsabilité vis-à-vis de votre entreprise. Parce que ton affaire c'est toi. Sachez toutefois que vous pouvez protéger votre résidence principale en légalisant une déclaration d'invisibilité chez un notaire.

Depuis 2011, un nouveau statut juridique est apparu: **la société à responsabilité limitée (EIRL)**. Ce statut juridique vous permet de séparer votre patrimoine personnel de votre patrimoine privé, via une déclaration de cession. Vous êtes seul responsable de vos contributions: c'est le concept même de responsabilité limitée (implicite: limité aux contributions). Les cotisations, dans le cadre d'une RL à propriétaire unique, désignent l'ensemble des biens professionnels acquis pour l'exercice de votre activité.

L'avantage de l'entreprise individuelle par rapport à l'entreprise réside dans la simplicité des formalités. Créer une entreprise individuelle est légèrement plus complexe que de créer une entreprise autonome, mais c'est incomparablement plus simple que de créer une entreprise. La création d'une entreprise individuelle coûte environ 75 euros (ce qui n'est pas très cher).

Voici quelques autres caractéristiques de l'entreprise individuelle:

- Vous êtes soumis à la TVA. Cela signifie que vous devez facturer la TVA à vos clients, mais en contrepartie, vous pouvez déduire la TVA de vos achats ou de vos investissements commerciaux. L'assujettissement à la TVA entraîne des coûts de gestion supplémentaires à prendre en compte.
- Vous n'avez aucun seuil de chiffre d'affaires. Vous pouvez générer autant de revenus que vous le souhaitez (ou plutôt que vous ne le pouvez ...).
- Les dépenses sont calculées au réel simplifié: elles sont calculées en fonction de vos bénéfices. Vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu (IRPP) et non à l'impôt sur les sociétés. Si vous avez un déficit et ne réalisez donc aucun profit, vous êtes toujours soumis à un taux forfaitaire de base. Zéro profit ne veut pas dire zéro frais.
- Par définition, vous n'avez pas besoin d'apporter de capital à votre entreprise.

Ce statut juridique est idéal si vous souhaitez démarrer une activité de commerce électronique sans vous associer et pour développer un chiffre d'affaires significatif (plus de 82 200 euros).

Remarque: Si vous créez un EIRL, vous pouvez choisir de vous soumettre au système d'information au lieu de l'IRPP. Cela peut être intéressant si votre chiffre d'affaires est élevé mais que vous ne réalisez pas beaucoup de marges par exemple. Le statut d'EIRL permet de jongler, dans une perspective d'optimisation fiscale, entre bénéfices de la société et rémunérations personnelles.

2.5.4 CRÉER UNE SOCIÉTÉ, SARL OU SAS, POUR VOTRE SITE E-COMMERCE?

Dans le cadre d'une activité de commerce électronique, la création d'une entreprise présente plusieurs avantages:

- Créez une boutique en ligne à plusieurs, en association avec une ou plusieurs personnes. Si vous êtes plusieurs sur le projet de commerce électronique, la société est le formulaire obligatoire.
- Protégez votre patrimoine personnel: une entreprise a une personnalité juridique. Patrimoine personnel et patrimoine de la société sont séparés. Vous êtes uniquement responsable des dettes de la société proportionnellement à vos contributions en capital à la société.
- Il est plus facile de vendre une entreprise que de vendre une entreprise individuelle.
- Les formalités administratives et comptables sont cependant plus complexes: vous devez rédiger des statuts, nommer un responsable, publier un avis de création dans un journal d'avertissement, tenir une comptabilité avancée, etc.

Les principales formes de société sont:

- SARL (société à responsabilité limitée),
- SAS (société par actions simplifiée) et
- EURL (société unipersonnelle à responsabilité limitée).

Une étude intéressante menée par "e-Komerco" sur près de 5 000 entreprises de commerce électronique montre la répartition du statut juridique dans le secteur du commerce électronique. Nous observons que près de la moitié (48%) des commerçants optent pour le statut de LLC. Nous pouvons également noter en passant que 15% des e-commerçants de l'échantillon sont des entrepreneurs indépendants, 12% des SAS et 11% des entreprises à propriétaire unique.

La SARL est donc de loin la formule juridique la plus utilisée. Voici quelques informations sur le statut de la SARL.

- Une LLC est soumise à l'impôt sur les sociétés (de 15% à 38120 euros de bénéfice, 33% au-delà).
- Les revenus des dirigeants sont soumis à des charges (dans le cas d'une rémunération nulle, un package de base est appliqué).
- Bien sûr, vous devez être au moins deux partenaires pour créer une LLC.

Le processus de création d'une LLC est assez lourd: rédaction d'articles, enregistrement, publications, etc. Comptez environ 500 euros de frais administratifs pour former une SARL ... si vous le faites seul. Ajoutez 500 euros si vous utilisez un comptable ou un comptable. Vous devrez également apporter une contribution en capital à la société, même si le minimum est d'un euro. Vous devrez faire appel à un comptable ou à un comptable pour tenir vos comptes (bilan, compte de résultat, annexes, livres). Vous serez bien sûr soumis à la TVA. Si vous avez

le statut de gérant de la SARL (TNS), vos revenus seront imposés à hauteur de 40% en moyenne.

Il est clair que vous devez avoir un chiffre d'affaires prévisionnel significatif et une activité rentable pour exercer au sein de la SARL. La LLC convient aux "grands" projets de commerce électronique.

Au cours des dernières années, **la SAS** a connu un succès évident en raison de certaines mesures de simplification récentes (fin de la nomination d'un auditeur et minimum de capital-actions). Aujourd'hui, la plupart des comptables et des avocats recommandent cette structure juridique. Voici quelques caractéristiques d'une SAS:

- Vous êtes un employé de l'entreprise, pas un gestionnaire. Vous contribuez en tant qu'employé. Concrètement, vous aurez droit au chômage par exemple. Mais cela représente un coût plus élevé pour la société (plus de charges). Cependant, votre rémunération est imposée dans le cadre de l'IRPP.
- Vous avez beaucoup plus de liberté de liberté dans la rédaction des statuts. Cela vous permet de définir à votre guise les relations entre les associés et les actionnaires, les conditions d'ouverture du capital, etc.

La SAS est un statut plus souple, très prisé des start-up: liberté dans les conditions d'ouverture du capital. C'est essentiel dans le modèle économique de la start-up (développement rapide, recours à des investisseurs, etc.). Les coûts de création sont identiques à ceux d'une SARL (environ 500 euros, sans compter l'utilisation de fournisseurs).

Nous ne nous attarderons pas sur le statut de **l'EURL**, qui est très proche de celui de la LLC. Sans exagération, on peut dire qu'EURL est une société à responsabilité limitée à un seul partenaire. L'EURL crée une société à part entière. Un gros avantage de l'EURL: il est très facile de passer du statut EURL au statut SARL (par simple transfert d'actions). Si vous souhaitez commencer seul mais que vous avez la possibilité de vous inscrire à l'avenir, le statut EURL est très pratique. Dernière remarque: une EURL, parce qu'il s'agit d'une véritable entreprise, est plus crédible qu'une entreprise à propriétaire unique (EI, EIRL), en particulier auprès des banques (si vous souhaitez obtenir des prêts).

Créer une société, SARL ou SAS, pour votre site e-commerce?

Dans le cadre d'une activité de commerce électronique, la création d'une entreprise présente plusieurs avantages :

- Créez une boutique en ligne à plusieurs, en association avec une ou plusieurs personnes. Si vous êtes plusieurs sur le projet de commerce électronique, la société est le formulaire obligatoire.
- Protégez votre patrimoine personnel: une entreprise a une personnalité juridique. Patrimoine personnel et patrimoine de la société sont séparés. Vous êtes uniquement responsable des dettes de la société proportionnellement à vos contributions en capital à la société.

- Il est plus facile de vendre une entreprise que de vendre une entreprise individuelle.
- Les formalités administratives et comptables sont cependant plus complexes: vous devez rédiger des statuts, nommer un responsable, publier un avis de création dans un journal d'avertissement, tenir une comptabilité avancée, etc.

Bilan:

L'auto-organisation est appropriée si vous voulez commencer seul, que vous ne voulez pas prendre trop de risques et ne prévoyez pas un roulement très important. Les limites de ce statut sont: la limite des seuils de CA (chiffres d'affaires) et le non-recouvrement de la TVA sur vos achats.

L'entreprise à propriétaire unique (EI, EIRL) vous permet de faire cavalier seul sans aucune limite de chiffre d'affaires. Vos charges sociales et fiscales seront plus importantes par rapport au statut d'auto-entrepreneur. Vous gardez le plein contrôle de votre entreprise, qui n'a pas de personnalité juridique, mais vous ne pouvez pas utiliser d'investisseurs.

Si vous souhaitez en entreprendre plusieurs, attendez-vous à un chiffre d'affaires élevé, souhaitez augmenter votre crédibilité auprès de vos parties prenantes et utilisez les investisseurs à moyen terme, la société est la formule idéale. Entre SARL et SAS, optez pour le SAS, statut plus souple et mieux adapté au développement des activités de commerce électronique. Vous pouvez enfin créer une entreprise sans vous associer en optant pour l'EURL. Si votre activité de commerce en ligne se développe, il vous sera facile de passer du statut EURL au statut SARL. Dans tous les cas, nous vous conseillons d'élaborer un plan d'affaires pour le commerce électronique avant de commencer.

Quelle assurance pour le commerce électronique?

Le marché du commerce électronique fait actuellement face à plusieurs risques et menaces, il est donc important de savoir comment choisir la bonne assurance qui limite les pertes pour le commerçant. Nous examinerons d'abord les différents types de menaces et d'attaques spécifiques au commerce électronique. Nous verrons ensuite qui est responsable selon le cas. Et enfin, vous donnerez des conseils et des exemples sur les assurances privilégiées pour le commerce électronique.

QUELLES SONT LES MENACES?

La France se situe au deuxième rang des pays victimes des plus grandes tentatives de fraude en ligne, juste derrière les États-Unis. Cela représente une perte de 1,5% à 2% de son chiffre d'affaires. Au-delà des fraudes classiques telles que la récupération des données des cartes bleues, il existe d'autres risques. En particulier les biens perdus ou volés ou l'arrêt momentané de votre commerce électronique par un problème au niveau de l'hébergement.

QUI EST RESPONSABLE?

- Si les marchandises sont endommagées ou perdues, c'est l'assurance du transporteur et non l'e-commerçant qui prend en charge le remboursement de la marchandise avec un plafond de 750 € par colis. Pour en savoir plus sur cette affaire, nous vous invitons à lire notre article sur les biens perdus ou endommagés.
- Pour fraude, par exemple fraude à la carte bancaire, si votre site est équipé de 3D secure, vous n'êtes pas responsable de la fraude et vous serez dans tous les cas payés par votre banque en cas de problème avec un client frauduleux. Dans le cas où votre site n'est pas affilié à 3D secure, le client peut se retourner contre vous et vous pouvez vous adresser au tribunal.
- Enfin, si le problème vient de votre logement, il existe deux scénarios. Soit vous confiez vos serveurs à un hôte privé, tel que OVH ou ITS, et dans ce cas, l'hôte est l'ensemble des responsables de l'arrêt temporaire de votre commerce électronique. Si vous hébergez vos propres serveurs, vous êtes le seul responsable de tous les problèmes techniques.

À la vue de ces cas, armez-vous également à l'avance et choisissez la bonne assurance. Mais laquelle choisir?

QUELLE ASSURANCE A CHOISIR?

Les e-commerçants sont le plus souvent sous le régime de l'auto-entrepreneur ou sous le statut d'entreprise individuelle. **L'assurance civile professionnelle** de celui-ci le couvrira pour tout problème concernant son produit, par exemple s'il est défectueux. Mais il est vivement recommandé de compléter l'assurance civile professionnelle par une **assurance de protection juridique** en cas de litige avec un client ou un fournisseur. Enfin, il est également nécessaire de penser à vos biens si vous les stockez dans vos propres locaux. Dans ce cas, vous devrez souscrire une **assurance pour ces locaux**. Je vous invite à consulter notre article sur les avantages de l'utilisation d'un e-logisticien afin que vous n'ayez pas à recourir à ce type d'assurance.

Pour trouver l'assurance qui vous convient le mieux, utilisez un comparateur d'assurance. Le meilleur est celui des comparateurs de l'assurance indépendante et n'a donc aucun lien avec les compagnies d'assurance. Par exemple, le comparateur d'assurance.

Comme vous pouvez le constater, toute personne souhaitant ouvrir un e-commerce doit déterminer quelle assurance choisir en fonction de plusieurs critères (produits, logistique, etc.). Même si l'assurance civile professionnelle semble à première vue vous protéger des litiges en matière de propriété. Il est toujours nécessaire de comparer différents systèmes d'assurance et de souscrire à celui qui convient le mieux à votre entreprise.

THE AID OF THE STATE:

ACCREDITATION:

Ce dispositif est conçu pour aider les demandeurs d'emploi et faciliter la création de leur entreprise.

La BPI France (Banque publique d'investissement):

La BPI est une organisation sous la tutelle de l'Etat. Elle vous accompagne dans les aides au financement et au développement. En plus, elle offre des solutions de cautionnement et de garantie pour convaincre votre banque de vous suivre dans vos projets.

PRI (Partenariats régionaux d'innovation):

Ce dispositif est ouvert aux PME innovantes en cours de création mais ce n'est pas leur cible prioritaire. Il est mené en partenariat uniquement avec 5 régions: Grand Est (Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine), Hauts de France (Picardie), Aquitaine / Poitou Charentes, Pays de la Loire, PACA. Les projets les plus innovants seront sélectionnés et recevront une subvention de 100 000 à 200 000 euros maximum par projet. Cette assistance vous permettra de couvrir les dépenses liées aux études préliminaires et à la mise en œuvre du projet. Il est payé en 2 fois (70% et 30%). Enfin, le projet de la PME doit se dérouler sur 12 mois maximum.

D'autres dispositifs existent mais ne sont pas spécifiques à la création d'entreprise mais peuvent être juste après (prêt d'amorçage PPA par exemple) mais sous certaines conditions qui sont contraignantes (ont déjà été éligibles pour un prêt BPI).

Caractéristiques des régimes fiscaux spécifiques et du crédit d'impôt pour la création d'entreprises et / ou d'universités innovantes

Business Angels:

En plus de vous fournir une source de financement (ce qui n'est pas le but ici), les Business Angels (BA) sont composés de personnes expertes en gestion d'entreprise qui peuvent vous apporter du temps, du soutien, des connaissances et un réseau pour démarrer votre entreprise. Le réseau Entreprendre mentionné ci-dessus a le même type de prérogatives.

Entreprendre au Féminin

Aide les femmes dans la réalisation de leur projet.

4. RÉSUMÉ ET CONCLUSION DES 10 POINTS PRINCIPAUX POUR LA CRÉATION D'UN COMMERCE ÉLECTRONIQUE EN FRANCE

Enregistrement RCS:

Certaines personnes pensent que la revente d'objets achetés à bas prix sur Internet ne nécessite pas de créer une entreprise et de s'enregistrer au RCS ...Toutefois, les autorités fiscales ne sont pas d'avis que ces recettes ne doivent pas être déclarées et qu'une facture ne peut être émise, même occasionnellement, sans statut juridique. Le régime des micro-entreprises est particulièrement adapté à cette activité.

À ce jour, il n'y a pas de seuil défini, car l'absence d'enregistrement est simplement une tolérance. Une administration sera plus sévère avec celui qui vend très régulièrement sur Internet, mais pour de petites sommes, qu'avec celui qui ne vend qu'une fois un objet cher.

Le choix du nom de domaine:

Il convient de vérifier que le nom de domaine que vous souhaitez déposer n'est pas une marque déjà réservée. En effet, la marque a priorité sur le nom de domaine. Il pourrait même imposer la fermeture définitive du site qui utiliserait cette marque. Il est préférable que le nom de domaine soit déposé par la société et non par un partenaire ou par le responsable à titre personnel. Cela présenterait un risque pour la société, le déposant pouvant réclamer le bien à une date ultérieure.

Il est important de vérifier que le nom de domaine n'a pas été enregistré au nom du fournisseur qui développe le site, car dans ce cas, il n'appartiendrait pas à la société. D'autre part, il est normal que ce fournisseur de services soit inclus en tant qu'interlocuteur technique. Si la personne qui a effectué le déménagement au sein de l'entreprise doit le quitter, n'oubliez pas de changer le nom et l'adresse électronique du contact, car les rappels sont effectués par courrier électronique.

La déclaration à la CNIL:

Les sites commerciaux vendant des biens ou des services, qui collectent des informations personnelles (nom, email) et constituent des fichiers de clients et prospects, doivent faire une déclaration simplifiée à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil). Les sites de vente en ligne relèvent généralement de la norme simplifiée 48 pour les clients et

Marque / permission / ignorance et autres transactions

Définition des biens et services vendus:

Tout ce que vous vendez sur le territoire français, ou qui est destiné ou accessible sur le territoire français, que ce soit sur votre propre site ou sur le site de tiers, doit être conforme à la loi française. Vous devez donc respecter les droits de propriété industrielle (marques, brevets, dessins, droits d'auteur, etc.) et les normes françaises et européennes (réglementation de la vente en ligne, de la vente de voyages, de produits pharmaceutiques). En outre, certains produits, même utilisés, ne peuvent être vendus en dehors de leur réseau de distribution sélective, sous peine de condamnation. C'est notamment le cas de certains parfums qui ne peuvent être vendus en dehors des points de vente physiques agréés par le fabricant. Vous devez être vigilant sur les produits que vous vendez en voiture, même si vous n'êtes pas le fabricant, vous pouvez être responsable des biens vendus sur votre site.

La rédaction du contrat de vente

Les sites de commerce électronique doivent contenir un contrat de vente ou des conditions générales de vente. Cette obligation est énoncée à l'article L112-1 du code de la consommation, qui stipule que "Tout vendeur de produit ou prestataire de services informe le consommateur, par le biais de marquage, étiquetage, affichage ou tout autre procédé, des prix et des conditions particulières de vente et la prestation des services, dans les conditions et selon les modalités définies par le ministre de l'économie, après consultation du Conseil national de la consommation".

Les conditions générales de vente fournissent des détails sur:

- les conditions d'achat: par téléphone, en créant un compte client, par courrier,
- les moyens de paiement: les moyens de paiement acceptés, les moyens de sécurisation des paiements et les modalités de sécurisation des paiements
- le délai d'expédition et de livraison,
- le délai de rétractation du consommateur.

Insertion des mentions légales:

Une boutique en ligne ne doit pas être anonyme et un visiteur ou un client doit pouvoir identifier le vendeur et savoir comment le contacter. Vous devez publier sur une page facile à trouver les informations juridiques, à savoir:

- le nom de la société, l'adresse du siège social, le pays,
- le nom du gérant,
- un ou plusieurs moyens de contact du commerçant (email, téléphone, fax, formulaire, adresse postale ...),
- le numéro Kbis de la société,
- le capital de l'entreprise,
- le nom de l'hôte du site,
- le numéro de déclaration CNIL ...

Que doivent contenir les mentions légales d'un site de commerce électronique?

- Si vous êtes une personne physique, vous devez indiquer votre nom, votre prénom, votre adresse, votre adresse électronique et votre numéro de téléphone non premium.
- Si vous êtes une personne morale, vous devez mentionner le nom de votre société, votre structure juridique (SARL, SA ou autre), le numéro d'identification unique de votre société (numéro composé d'une lettre et de 9 chiffres), le montant du capital social, l'adresse de son siège social, une adresse e-mail et un numéro de téléphone non premium.

Que vous soyez une personne physique ou morale, vous devez également préciser:

- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou le numéro d'inscription au registre du commerce (RM), suivi du nom de la ville où se trouve le registre où il est enregistré,
- votre numéro d'identification, si vous êtes soumis à la TVA,
- pour les activités soumises à autorisation (agence matrimoniale, casino virtuel, etc.), le nom et l'adresse de l'autorité ayant délivré la présente autorisation,
- le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et le nom ou la raison sociale du fournisseur d'hébergement Web,
- le nom du directeur ou du codirecteur de la publication et éventuellement des éditeurs. Pourquoi entrer l'identité du directeur de publication et de l'hôte? En cas de publication de contenu illégal, ce seront les premières personnes contactées.

Respect de la propriété intellectuelle:

Si vous souhaitez que votre site Web comprenne des documents, des photographies, des vidéos, de la musique, des logos, des manuels de formation, des dessins, etc., qui ne vous appartiennent pas, vous devez normalement obtenir l'autorisation écrite du détenteur des droits. Même si vous n'utilisez que partiellement une œuvre protégée.

De plus, vous devez être particulièrement prudent lorsque vous utilisez des photographies sur votre boutique en ligne. Outre l'autorisation du titulaire des droits sur la photographie (généralement le photographe), vous devrez peut-être également obtenir une autre autorisation concernant le sujet de la photo. Si la photo représente une personne, vous devrez peut-être demander l'autorisation d'utiliser son image.

Dans le cas d'une photographie d'une œuvre d'art protégée par le droit d'auteur, vous devrez obtenir la permission de l'artiste. En ce qui concerne les photographies de bâtiments, vous aurez peut-être besoin d'une autorisation de l'architecte dans certains pays.

Le choix du mode de paiement:

Le paiement peut être effectué lors de la commande ou de la livraison (dans ce cas, des frais supplémentaires peuvent s'appliquer). Vous pouvez proposer différents types de paiement:

paiement par chèque, paiement en ligne, carte de crédit (CB), portefeuille électronique, SMS, fournisseur de services Internet (FAI), etc.

Gestion de la responsabilité:

La loi établit un principe de présomption de responsabilité du commerçant électronique en déclarant qu'il est "juridiquement responsable envers l'acheteur pour la bonne exécution des obligations découlant du contrat" que ces obligations doivent être exécutées par lui-même ou par d'autres prestataires de services, sans préjudice de son droit de recours contre eux ". Cette protection est renforcée par une responsabilité totale du vendeur tout au long de la chaîne d'exécution de la vente, livraison comprise. Si le produit n'arrive pas chez votre client, vous devrez livrer à nouveau sa commande et vous le renvoyer par exemple contre le transporteur si le colis était perdu. La limite à cette responsabilité est la mauvaise foi de l'acheteur, les dommages du produit ou une mauvaise utilisation du service par l'acheteur. Vous avez donc une obligation d'information importante vis-à-vis de vos clients, des sanctions pénales étant prévues en cas de non-respect.

Respect de la loi de consommation:

Outre les obligations de droit commun qui affectent les commerçants en général, une législation spécifique est prévue aux articles L. 111-1 et suivants du code de la consommation. Cela oblige le vendeur en ligne à respecter un certain nombre de règles:

- l'information préalable du client,
- le droit de rétractation des individus,
- livraison dans un délai déterminé ...

Où?

L'ouverture d'une entreprise est soumise à des formalités administratives (inscription au registre du commerce et des sociétés (RSC), déclaration aux autorités fiscales, etc.), qui sont pour la plupart reprises par le Centre de Formalité des entreprises (CFE), placés auprès de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI).